

United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED

GENERAL
ASSEMBLY

ASSEMBLEE
GENERALE

A/566/Add.2
12 octobre 1948
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

Dual distribution

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT DES TERRITOIRES NON AUTONOMES

RESUMES ET ANALYSES DES RENSEIGNEMENTS TRANSMIS
EN VERTU DE L'ARTICLE 73(e) DE LA CHARTE

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

(Point 23 (a) de l'ordre du jour provisoire de la troisième
session ordinaire)

RESUME DES RENSEIGNEMENTS TRANSMIS PAR LE GOUVERNEMENT
DU ROYAUME-UNI

Le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies a envoyé des renseignements transmis par le Gouvernement du Royaume-Uni conformément à l'Article 73 (e) de la Charte au sujet des Territoires non autonomes suivants :

Les Iles Bahamas
La Barbade
Le Bassoutoland
Le Protectorat du Betchouanaland
Les Bermudes
Le Honduras britannique
Brunéi
La Gambie
La Jamaïque
La Fédération malaise
L'Ile Maurice
Le Bornéo du Nord
Singapour
Le Souaziland
La Trinité et Tobago

On trouvera ci-après des résumés des renseignements dans l'ordre ci-dessus. Ils sont classés sous les titres principaux figurant aux parties II et IV du questionnaire élaboré pour aider les Membres à préparer ces renseignements. Ils sont précédés de courtes notes du Secrétariat relatives à la situation géographique et à la population des territoires. Sauf indication contraire, ces renseignements se rapportent à l'année 1947.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Iles Bahamas	3
La Barbade	8
Bassoutoland	15
Protectorat du Netchouanaland	25
Bermudes	36
Honduras britannique	40
Brunéi	48
Gambie	53
Jamaïque	63
Fédération malaise	73
Ile Maurice	84
Bornéo du Nord	98
Singapour	105
Souaziland	116
Trinité et Tobago	126

ILES BAHAMAS

L'archipel des Bahamas comprend environ 700 îles et plus de 2.000 cayes et rochers séparés de la Floride, à l'ouest, par le détroit de Floride et de Cuba, au sud, par les canaux des Vieilles Bahamas et de Nicolas. On estime à 81.000 le nombre total des habitants.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Il n'existe aucun problème de relations raciales et culturelles.

B. Conditions de la main d'œuvre et de l'emploi

La politique suivie en matière de travail est d'encourager l'emploi aux Etats-Unis. Le Bureau de travail effectue des versements aux membres de la famille à la charge des émigrants.

Les travailleurs non spécialisés gagnent de 8 à 10 shillings, les travailleurs spécialisés de 20 à 40 shillings par jour. Les artisans gagnent de 6 à 16 shillings par jour. La durée de la semaine de travail varie, mais ne dépasse pas 48 heures.

Il y a deux organisations ouvrières, la plus importante comptant 155 membres. Elles sont régies par la Loi de 1943 sur les syndicats.

Une Chambre du travail arbitre les conflits du travail. Toutefois, il n'y a pas eu de conflit en 1947.

La législation ouvrière en vigueur porte sur les questions suivantes :

- Recrutement des travailleurs, 1939;
- Travail des enfants, 1938 et 1947;
- Travail des adolescents, 1939 et 1947;
- Salaires minima, 1936;
- Indemnités aux accidentés du travail, 1943.
- Syndicats, 1943.

Quatre mille cinq cents travailleurs agricoles ont été employés aux Etats-Unis pendant l'année 1947.

C. Hygiène et santé publique

Les principaux problèmes de la santé publique ont trait aux maladies vénériennes, à la tuberculose et aux déficiences de la nutrition. Les fonds sont insuffisants pour permettre de traiter à fond ces problèmes.

Les dépenses totales prévues par le Département de la santé publique pour 1947 étaient de 106.231 livres, dont 42.386 pour la santé publique et l'assistance médicale.

Il existe un hôpital gouvernemental de 352 lits. Il y a 9 docteurs du gouvernement, 13 médecins privés, 8 dentistes, 214 infirmières et sages-femmes et un médecin vétérinaire.

Il n'existe pas d'institutions pour la formation des docteurs et des dentistes. La formation des infirmières, des sages-femmes et des missionnaires se fait à l'hôpital.

Voici les statistiques démographiques :

a) Nombre de décès	987
Mortalité par 1.000 habitants	13,2
b) Nombre de naissances	2.523
Natalité par 1.000 habitants	33,36
c) Nombre de décès d'enfants de moins d'un an	221
Mortalité infantile par 1.000 enfants nés vivants	91,5

La plus forte morbidité est due aux maladies vénériennes qui atteignent 20 pour 100 de la population, la tuberculose et les maladies intestinales.

Principales causes de décès :

Tuberculose	57
Pneumonie	30
Diarrhée et entérite	20

D. Conditions de logement et programmes

Le problème actuel du logement provient de l'émigration des Iles de la périphérie vers Nassau. La ville s'est étendue vers le sud où il n'existe aucun système d'approvisionnement en eau et où le système sanitaire laisse à désirer. On donne des conseils en ce qui concerne l'assainissement et l'utilisation de l'eau et une certaine surveillance s'exerce dans ce domaine.

E. Assistance sociale et secours

Il n'existe pas de système d'assurances sociales. Les indigents reçoivent des secours. Des "amicales" ³⁰ aident leurs membres en cas de maladie ou de décès. Il existe un département de protection de l'enfance. Les écoliers sous-alimentés reçoivent des distributions de lait selon un programme établi. Soixante-six lits d'hôpitaux sont réservés aux vieillards et aux infirmes.

Associations privées d'assistance mutuelle (Note du secrétariat).

F. G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal

Il est parvenu des renseignements, mais ils ne sont pas résumés ici.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir le paragraphe I de la section IV.

III. Conditions de l'enseignement

En matière d'enseignement, la politique suivie est de permettre à tous les enfants de 6 à 14 ans, dans la limite des fonds disponibles, de recevoir, sans distinction de race, un enseignement gratuit non confessionnel. Le programme anglais type a pour but de former des citoyens utiles. La dispersion des colonies et des îles crée des problèmes particuliers quant à l'administration et au recrutement du corps enseignant. Les élèves paient un écolage dans les écoles secondaires publiques et le Gouvernement règle le solde des dépenses.

Les dépenses afférentes à l'instruction publique prélevées sur les recettes locales ont été de 89.925 livres 6 s. 9 d.

Quatre organisations confessionnelles et dix organisations privées gèrent, sans aide gouvernementale, 53 écoles avec 3.814 élèves.

Les renseignements envoyés au sujet des bâtiments, des programmes d'études et des langues dans lesquelles l'enseignement est donné ne sont pas résumés ici.

En exécution d'un programme de bourses établi par la House of Assembly, des fonctionnaires sont envoyés à l'étranger pour se préparer aux hautes fonctions administratives.

Il a été ouvert des classes destinées à améliorer la qualité des assistants et des élèves-maîtres.

Il existe une école professionnelle destinée à former du personnel domestique. On a voté un crédit de 3.000 livres pour créer une école technique.

On estimait, en 1943, que sur une population de 68.846 habitants, 31 pour 100 ne savaient ni lire, ni écrire. 16.287 élèves sont inscrits dans les écoles primaires et 804 dans les écoles secondaires. Sur les 694 membres du corps enseignant, 310 sont recrutés sur place, 30 viennent de l'extérieur et 354 sont des élèves-maîtres. Les dépenses pour les écoles primaires, y compris les dépenses effectuées pour de nouveaux bâtiments, sont de 6 livres 5 s. par habitant, et les frais d'administration de 4 livres 12 s. par élève.

Un don de 1.000 livres du British Council a permis de constituer une bibliothèque scolaire circulante. Il existe une collection de films pour cinéma et projections fixes, quatre projecteurs de cinéma et un appareil

sonore. Un instituteur suit, actuellement, à l'étranger une formation en matière de cinématographie et de radio éducatives. On a inauguré des émissions éducatives.

Des renseignements transmis sur d'autres sujets pédagogiques ne sont pas résumés ici.

IV. Conditions économiques

A. C. Ressources naturelles et production

L'économie du pays repose principalement sur les produits maritimes et agricoles. L'agriculture est à base de petite propriété. Il y a très peu de terres cultivables. L'exploitation des ressources forestières est limitée. On ne connaît aucune ressource minérale.

Les principales cultures sont, en acres : pois, haricots et maïs : 10.500; noix de coco : 4.086; sisal : 2.248; tomates : 1.800 et agrumes : 1.000.

Les forêts couvrent environ un quart du territoire, soit 1.100 milles carrés, dont 4.000 acres exploités en 1947 pour le bois de sciage. On a également récolté une petite quantité d'écorce de cascarille.

Les ressources réelles de la pêche n'ont jamais été complètement étudiées. En 1947, l'exportation de crustacés se montait à 57.562 livres venant en troisième lieu par ordre d'importance.

Le service commercial des produits agricoles est le fait du Marketing Board, de la Bourse de commerce des Bahamas et de commissionnaires.

D. Niveau de vie

Les prix de vente au détail de certains aliments de base étaient, en pence par livre : farine 7; sucre, 6; riz, 9 1/2.

E. Communications et transports

Il y a quatorze ports marchands contrôlés. En 1947 le tonnage enregistré a été de 375.787 tonnes. Il existe 5 lignes aériennes régulières et 5 autres lignes sans périodicité, un aéroport et six bases d'hydravions considérées comme ports marchands contrôlés. Sur 157.415 milles de grandes routes, il y a 138.464 milles de chaussées. Il y a 84 bureaux de poste et 16.000 installations téléphoniques. Les services radiotélégraphiques sont assurés par deux compagnies.

F. Finances publiques

Le total des dépenses a été de 1.112.520 livres 12 s. 10 d.; le total des recettes de 1.352.782 livres 2 s. 1 d.

Les recettes proviennent principalement des droits de douane. Il n'y a pas d'impôt sur le revenu.

G. Banque et crédit

Les renseignements envoyés portent sur le nombre des banques.

H. Commerce international

La valeur des importations, pour l'année 1947, a été de 4.202.404 livres; celle des exportations, de 721.615 livres. Les exportations de crustacés ont atteint 57.672 livres et les exportations de sel 65.961 livres.

Les importations en provenance du Royaume-Uni ont été de 361.026 livres; du Canada, de 999.128 livres; des Etats-Unis d'Amérique de 2.302.438 livres; d'Aruba de 157.269 livres.

Les exportations à destination du Royaume-Uni ont été de 109.850 livres; du Canada de 133.913 livres; des Etats-Unis d'Amérique de 410.587 livres.

Les denrées alimentaires principales sont soumises à des droits de douane spécifiques peu élevés, mais sont exemptes de l'impôt extraordinaire (Emergency tax). Un tarif douanier progressif vise à prévenir l'importation de tout article produit sur place en quantité suffisante pour faire face aux besoins locaux.

Toutes les importations et exportations sont soumises à des licences établies par les autorités du contrôle des importations.

I. Programme de développement

Il n'est parvenu aucun renseignement.

LA BARBADE

La Barbade est une île située dans la mer des Antilles à environ 300 milles au nord du Venezuela et de la Guyane britannique. Sa superficie est de 166 milles carrés; sa population de 195.398 habitants.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Les problèmes sociaux posés par les relations raciales ne présentent pas de caractère aigu et il n'existe pas de mesures discriminatoires légales à l'égard des différents groupes ethniques. Tous les citoyens peuvent accéder à la plupart des emplois privés et à tous les emplois publics.

En 1938 on estimait que 93 pour cent de la population était d'origine africaine et 7 pour cent d'origine européenne.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

Le chômage crée un problème spécial. Pour remédier à la situation, le Gouvernement du Territoire a voté un crédit de 75.000 livres destiné à financer des travaux publics. Le travail dans l'industrie sucrière est saisonnier. Cette industrie n'a pas employé autant de main-d'oeuvre en 1947 qu'en 1946, les pays d'outre-mer demandent aussi moins de main-d'oeuvre. En 1946 un grand nombre d'ouvriers avaient émigré à Curaçao et aux Etats-Unis, mais en 1947, 516 ouvriers seulement ont suivi des plans établis, émigré à Aruba, à Curaçao et aux Bermudes. Les ouvriers spécialisés parmi ces émigrants, étaient surtout des charpentiers. A peu près tous les travailleurs émigrés aux Etats-Unis sont revenus et leur retour, s'ajoutant à celui des démobilisés a donné une nouvelle acuité au problème du chômage.

Au commencement de 1947, 32.860 travailleurs étaient effectivement employés; 20.500 d'entre eux étaient des travailleurs agricoles. Les salaires dans l'agriculture étaient de 7 pence et demi par heure pour les hommes et de 5 pence 1/4 pour les femmes; pour la récolte de la canne à sucre, hommes et femmes touchaient 2 livre 1 shilling par tonne; dans les usines de sucre les ouvriers gagnaient de 10 pence 1/2 à 1 shilling à l'heure. En 1947, une augmentation de salaire de 20 pour cent a été accordée par voie d'arbitrage.

Il y a 4 syndicats, dont le plus important groupe 5.000 inscrits. Il y a trois groupements patronaux. Le Service du travail, créé en 1943, s'est occupé de 32 réunions de commissions d'arbitrage, qui ont réglé les conflits affectant 13 catégories de travailleurs. Un certain nombre de conventions collectives pour l'industrie ont pu être signées.

Les lois sociales suivantes sur le travail sont en vigueur :

Embauche, 1938

Emploi des femmes, 1938

Emploi des jeunes gens, 1938

Emploi des enfants, 1938

Fixation des salaires, 1943

Accidents du travail, 1943

Heures de travail et congés, 1945

Organisation industrielle, 1939

Usines, 1947

Conflits du travail, 1939

C. Hygiène et santé publiques

Le principal problème que pose l'hygiène publique est le manque d'organisation, c'est-à-dire l'absence de centres de santé ou autres installations permettant la formation du personnel. Le taux de morbidité en ce qui concerne les maladies vénériennes est très élevé. Il en est de même de la mortalité infantile. La tuberculose est en augmentation. L'hygiène, surtout dans les régions rurales, est rudimentaire. Les cas de fièvres intestinales sont beaucoup trop nombreux. Dans le courant de l'année un projet de loi organisant l'hygiène publique selon les méthodes modernes a été déposé; il a pour objet de fonder des centres de santé et de former des infirmières d'hygiène publique. D'autres lois importantes sur l'hygiène ont institué l'hôpital général de la Barbade en tant qu'établissement public et ont créé un service de la santé publique ainsi qu'une maternité devant servir de centre pour la formation de sages-femmes. Des lois sur la quarantaine et la vaccination ont aussi été mises en vigueur. On a commencé à distribuer gratuitement des tinettes en vue d'améliorer l'hygiène rurale.

Les dépenses totales pour la santé publique se sont élevées à 218.409 livres.

Il y a un seul hôpital général, de 306 lits, et un asile d'aliénés de 750 lits.

Il y a 48 médecins, 12 dentistes, 98 infirmières, 140 sages-femmes, 91 sages-femmes diplômées et 5 médecins vétérinaires.

Il n'existe pas d'établissement permettant la formation de médecins ou de dentistes; à l'hôpital général de La Barbade est organisé un cours d'infirmières; la durée des études est de 5 ans. Il n'y avait pas d'école pour sages-femmes en 1947, mais la maternité qui est un centre de formation a maintenant organisé des cours.

Les statistiques démographiques sont présentées dans le tableau suivant :

a) Nombre de décès :	3.204	
Mortalité par mille habitants :		16,1
b) Nombre de naissances :	6.425	
Natalité par mille habitants :		32,28
c) Nombre de décès d'enfants de moins d'un an	1.050	
Mortalité infantile par 1.000 enfants nés vivants :		163
d) Principales maladies (1946) :		<u>Nombre de cas</u>
Appendicite		465
Abcès		323
Pneumonie		295
e) Principales causes de décès (1946) :		<u>Mortalité par 100.000 habitants</u>
	<u>Nombre de décès</u>	
Diarrhée et entérite (enfants de moins de 2 ans)	217	-
Pneumonie	208	104,5
Syphilis	204	102,5
Tuberculose	114	57,2

La nutrition est en général satisfaisante. Dans les classes les plus pauvres de la population on constate une certaine déficience en vitamines B complexe. Un diététicien enseigne les principes de l'hygiène alimentaire et fait un excellent travail.

D. Conditions de logement; et programmes.

Les renseignements supplémentaires annoncés n'ont pas été reçus.

E. Assistance sociale et secours

Il n'existe pas de système d'assurances sociales. Il y a 160 sociétés d'épargne et d'assistance mutuelle qui groupent en tout 81.584 adhérents.

Pendant l'année, le Gouvernement a attribué des subventions s'élevant à 9.384 livres à des oeuvres privées, parmi lesquelles une association d'infirmières bénévoles, un foyer d'enfants, une institution donnant des cours de puériculture et une crèche.

On accorde des secours à domicile ne dépassant pas 2 shillings 6 pence par semaine. 6.170 personnes âgées de plus de 68 ans reçoivent un secours maximum de 3 shillings par personne et par semaine. Ces secours ont entraîné une dépense de 51.456 livres en 1946. Les aveugles indigents de plus de 40 ans reçoivent un secours maximum de 3 shillings par semaine.

F - G. Statistiques de la criminalité et système pénal

Les renseignements supplémentaires annoncés n'ont pas été reçus.

H. Programmes de développement

Voir paragraphe I de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement

L'instruction n'est pas obligatoire. Il est fait mention d'un mémorandum rédigé par le Directeur de l'enseignement et intitulé "Une politique de l'enseignement"; ce mémorandum n'a pas été reçu.

Le crédit total voté pour l'enseignement en 1947 était de 219.309 livres. Les écoles primaires ont reçu des subventions s'élevant à 1.025 livres. Les écoles secondaires reçoivent aussi des subventions mais les études pour la majorité des élèves sont payantes.

L'instruction religieuse est autorisée.

Il est arrivé des renseignements sur les bâtiments et autres installations scolaires, ainsi que sur le programme et les langues dans lesquelles est donné l'enseignement, mais ils ne sont pas résumés ici.

Des bourses pour les écoles secondaires sont accordées par les paroisses (1.650 livres), par le gouvernement territorial (800 livres) et par des organisations privées (1.115 livres).

Il y a des cours du soir pour l'enseignement de la mécanique, de l'électricité, de l'économie domestique et des arts ménagers. L'économie domestique et les arts ménagers sont aussi enseignés dans des classes de jour.

Vingt-quatre bourses sont accordées tous les ans par le "Bureau d'enseignement professionnel" à des garçons de plus de 14 ans qui remplissent certaines conditions. Ceux qui sont choisis sont mis en apprentissage chez des maîtres artisans de diverses spécialités. 212 apprentis ont terminé leur apprentissage entre 1929 et 1947.

La population scolaire (de 5 à 14 ans) est évaluée à 36.000 enfants. On évalue à 2.000 le nombre des élèves qui fréquentent les écoles privées. Le nombre total des élèves des écoles élémentaires est de 28.128. Dans les écoles secondaires, il est de 2.726, dans les établissements d'enseignement supérieur, il est de 25. 803 instituteurs exercent dans les écoles primaires et 125 professeurs dans les écoles secondaires. Le diplôme minimum exigé des professeurs des écoles secondaires du second degré est le Cambridge School Certificate. Ceux qui exercent dans les écoles du premier degré doivent être titulaire d'un diplôme. Pour les classes élémentaires on accepte actuellement des titres inférieurs à ceux-là.

Il y a trois journaux quotidiens dont le plus important tire à 36.000 exemplaires. Le Département de l'enseignement possède un appareil de projection portatif avec lequel il projette dans les districts ruraux des films documentaires et des films éducatifs sur l'hygiène.

D'autres renseignements ont été envoyés mais ils ne sont pas résumés ici.

IV. Conditions économiques

A - C. Ressources naturelles et production

La Barbade produit presque uniquement du sucre. Les seules ressources minérales sont des mines de pétrole qui sont peu exploitées.

Le budget du Territoire consacré à l'agriculture s'élève, pour 1948-49 à une somme globale de 47.366 livres.

Les grandes plantations couvrent 77.063 acres et la petite propriété paysanne occupe 17.283 acres.

Les chiffres de la production agricole sont les suivants :

41.466 acres de terre, dont 8.000 consacrées à la culture paysanne, ont produit 975.886 tonnes de canne, soit 111.232 tonnes de sucre; 5.664 acres ont produit 17.000 tonnes d'ignames; et 6.497 acres ont produit environ 19.490 tonnes de patates.

En 1946, il y avait 33.444 ovins, 15.050 bovins, 16.099 caprins, 9.971 porcins et 240.715 volailles.

La pêche occupe environ 2.500 personnes, y compris les vendeurs. Les

produits de la pêche ont atteint au cours de l'année fiscale 1947-48 une valeur de 160.000 livres environ.

Une station centrale et six haras régionaux ont été créés par le service de l'agriculture en vertu du programme de développement colonial économique et social. On a ainsi amorcé un programme d'élevage qui doit servir d'industrie auxiliaire à celle du sucre, et l'on vient de nommer un vétérinaire chargé de recherches zootechniques. La station centrale de la canne des Antilles britanniques emploie un généticien.

Il n'y a pas d'école d'agriculture. Une bourse est accordée tous les ans pour le Collège impérial d'agriculture tropicale de Trinidad. A la station centrale zootechnique et à celle de la canne à sucre, il y a des centres de démonstration d'agriculture mixte. Il y a 7 fonctionnaires spécialisés qui s'occupent de la grande culture et 12 instructeurs qui aident les agriculteurs paysans.

La Banque de prêts aux paysans (Peasant's Loan Bank) qui fonctionne avec des fonds du gouvernement, octroie des crédits. Au cours de l'année fiscale 1946-1947, 746 paysans ont reçu des prêts s'élevant à un total de 6.000 livres. Les sucreries avancent aussi quelque argent aux petits cultivateurs. Il n'y a pas de société coopérative de crédit. La

Sugar Industry Agricultural Bank au capital de 280.000 livres fournit des crédits aux grands planteurs de cannes.

Le marché des principaux produits d'exportation (sucre, mélasse et rhum) est très bien organisé. Deux offices des débouchés (Marketing Boards) régularisent les exportations de sucre et de mélasse, tandis que les exportateurs eux-mêmes s'occupent de l'expédition du rhum. Le Ministère du ravitaillement achète tout le sucre exportable à un prix convenu.

La production de pétrole brut en 1946 a été de 1.278 barils, soit 44.730 gallons.

La fabrication du sucre et de la mélasse est la principale industrie. Il y a en outre trois distilleries de rhum, 2 ateliers sidérurgiques, 2 fabriques de glace, une fabrique de bay-rum, une tonnellerie à vapeur, et 6 usines pour la mise en bouteille.

D. Niveau de vie.

Il est fait mention de l'étude intitulée "Revenu National de la Barbade, 1942" (National Income of Barbadas, 1942) de M. Benham.

Les prix de détail des principaux articles alimentaires en 1947 étaient les suivants:

Riz , 6 cents la livre; farine de maïs, 9 cents; farine de froment 7 cents;

poisson salé, 18 cents. En 1947 le prix de la toile kaki est passé de 72 cents à un dollar 10 le yard; le prix des chemises kaki est passé de 1 dollar 92 à 2 dollars 30.

E. Communications et transports

Les renseignements supplémentaires annoncés n'ont pas été reçus.

F. Finances publiques

Les renseignements supplémentaires signalés n'ont pas été reçus.

G. Banques et crédit

Les renseignements supplémentaires annoncés ne sont pas arrivés.

H. Commerce international

Un accord sur les huiles et les graisses et un accord sur le riz ont été conclus pendant l'année.

I. Programmes de développement

Un vaste programme de développement agricole a été mis à l'étude au titre du plan décennal de développement. Les buts qu'il se propose sont: le développement de l'agriculture mixte; l'irrigation; l'organisation du service de vulgarisation agricole au profit des cultivateurs paysans; la lutte contre l'érosion; l'amélioration des flottilles de pêche et des débouchés pour le poisson.

La législature a voté un crédit de 24.460 dollars pour couvrir les dépenses d'investissement pour le programme de développement des pêcheries. Les sources de revenus pour le financement du plan de développement décennal sont les suivantes:

Fonds de développement colonial, économique et social	800.000 livres
Excédents budgétaires	600.000 "
Recettes pendant la période décennale	1.000.000 "
Appel à l'emprunt	1.000.000 "
Total.....	3.400.000 livres

Sur ce total, une somme de 486.806 livres sera consacrée à des projets agricoles. Un accord récent conclu avec le Gouvernement britannique prévoit qu'une partie des valeurs provenant de l'augmentation du prix du sucre constituera un fonds de réserve qui sera géré par l'industrie du sucre; il sera destiné à financer les plans de développement de l'industrie privée qui auront été approuvés.

BASSOUTOLAND

Le Bassoutoland constitue une enclave dans le territoire de l'Union Sud-Africaine. Il est borné à l'Est par la province du Natal, au Sud par la province du Cap, et au Nord ainsi qu'au Nord-Est par l'Etat libre d'Orange. D'après les chiffres provisoires du recensement effectué en mai 1946, la population se compose de 1.434 Européens, 553.827 Bassoutos, 545 personnes de couleur et 340 Asiatiques. La superficie est de 11.716 milles carrés.

II. Conditions sociales

A.- Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Avec une population africaine homogène et de très petites minorités d'européens, d'asiatiques et de métis, le Bassoutoland ne connaît pas de sérieux problèmes raciaux. Les Asiatiques et les personnes de couleur peuvent être, en général, classés avec la petite minorité des Bassoutos non paysans, adonnés au commerce ou employés comme travailleurs qualifiés. Les Européens exercent tous une activité se rapportant, d'une manière ou d'une autre, au développement social et économique du Territoire. Aucun Européen ne peut être propriétaire de terres ou occuper un emplacement quelconque, sauf pour sa résidence et pour l'exercice de sa profession. Il existe un contrôle strict, ainsi qu'une limitation dans l'octroi aux Européens des emplacements commerciaux, et les fonctionnaires européens doivent quitter le Territoire à la fin de leur carrière.

Les Européens constituent ainsi une communauté sociale séparée, sans racines permanentes dans le pays, où ils ne sont admis que pour fournir des services déterminés. Leur influence culturelle sur la population indigène a été très grande. Pour une moitié environ, les Bassoutos sont des chrétiens pratiquants et peu d'entre eux échappent à l'influence des Missions; la grande majorité des enfants, de son côté, fréquente des écoles qui dispensent un enseignement selon les vues européennes. Il n'existe cependant pas de grandes inégalités et la classe, peu nombreuse, des professions libérales et commerciales n'est pas séparée profondément, dans sa manière de voir et dans ses intérêts, de la majorité paysanne. Il n'y a de tensions sérieuses, sur le plan social ou culturel, ni entre Africains évolués et Européens d'une part, ni, d'autre part, entre Africains évolués et leurs compatriotes incultes.

B. - Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

Les salariés peuvent être classés en : ouvriers spécialisés qui perçoivent de 8 livres à 17 livres par mois; contremaîtres, de 5 livres à 8 livres par mois; employés de magasin, de 3 livres à 7 livres par mois; domestiques, de 1 livre 10 shillings à 5 livres par mois y compris le prix de la nourriture et du logement, s'ils sont fournis; manoeuvres ordinaires, 1 shilling, 9 pence à 2 shillings par jour, pour une durée de travail de 54 heures par semaine.

Les salaires indiqués ci-dessus comprennent les indemnités de vie chère; quant aux salariés mariés, ils ont droit à des terres pour leurs cultures vivrières, à la libre occupation d'un emplacement pour leur maison et à l'usage des pâturages communaux pour leur bétail.

Il n'existe pas d'organisations d'employeurs ou de travailleurs. Les relations entre employeurs et employés sont régies par le droit commun. Il n'y a pas eu de conflits du travail en 1947.

La législations du travail en vigueur comprend :

Proclamation sur le travail indigène, 1942

(Native Labour Proclamation, 1942);

Proclamation sur les conditions d'emploi des femmes, des adolescents et des enfants, 1937)

(Employment of Women, Young Persons and Children Proclamation, 1937);

Proclamations sur la fixation des salaires, 1936

(Fixation of Wages Proclamation, 1936);

Proclamation sur les syndicats ouvriers et les conflits du travail, 1942

(Trade Unions and Trades Disputes Proclamation, 1942);

Lois de la Province du Cap (1856 à 1875) sur les employeurs et domestiques, modifiées par la Proclamation du Bassoutoland de 1943

(Cape Province Masters and Servants Acts, 1856 to 1875, as amended by Basutoland Proclamation, 1943).

Aucun travailleur migrant n'entre dans le Territoire, et il n'y a pas de migration de travailleurs à l'intérieur du pays. De nombreux Bassoutos, cependant, quittent le Territoire pour prendre ou chercher du travail dans l'Union Sud-Africaine. En 1947, 35.138 Bassoutos sont partis

dont 23.188 sont allés travailler dans les mines, 10.262 dans des occupations diverses, et 1.688 dans les travaux agricoles. Une somme globale de 128.989 livres a été envoyée par les Bassoutos à leurs familles et une somme de 136.287 livres leur a été payée comme pécule.

C.- Hygiène et santé publique

Les trois quarts du Bassoutoland sont montagneux et originellement, seules les plaines étaient habitées, mais, durant les dernières décades, une partie importante de la population a émigré vers les hauts plateaux en raison du manque de pâturages et de terre arable. C'est la raison pour laquelle l'action médicale s'est surtout exercée dans les régions basses et il devient nécessaire de l'étendre aux plateaux, et de la renforcer dans la plaine.

Il n'existe ni maladies tropicales ni maladies endémiques.

Des attaques bénignes de fièvre typhoïde se produisent après la saison des pluies, ainsi que, sporadiquement, de typhus.

La tuberculose est en progression; la pellagre, en particulier dans le bas pays, devient plus fréquente et les maladies vénériennes sont communes.

Le personnel européen des services médicaux comprend : 14 médecins, 6 infirmières en chef, 12 infirmières, et 9 autres fonctionnaires, et le personnel bassouto comprend : 24 infirmiers, 7 surveillants de léproserie, 9 infirmières diplômées, 59 infirmières stagiaires, 8 gardes-malades du centre des maladies mentales et 97 autres agents.

La dépense totale est de 87.397 livres, 12 shillings, 8 pence.

Il y a 9 hopitaux officiels avec 342 lits, et trois hopitaux des Missions avec 86 lits, une maternité avec 14 lits, une clinique pour consultations prénatales et 12 dispensaires.

Il y a 21 docteurs en médecine, pas de dentiste, 31 infirmières diplômées et 1 vétérinaire.

Il existe des institutions pour la formation d'infirmières et de sages-femmes; des titres de docteur en médecine peuvent être acquis à Johannesburg.

On ne possède pas de statistiques démographiques concernant la morbidité, les taux de mortalité, le nombre annuel des naissances et la mortalité infantile.

Les maladies qui causent les taux les plus élevés de morbidité sont celles du système digestif; celles qui causent le plus de mortalité sont les maladies intestinales, 53 décès sur 556 cas, du système circulatoire,

55 décès sur 1.523 cas, et la tuberculose, 34 décès sur 877 cas.

L'état de nutrition de la population est satisfaisant, bien que la pellagre et l'avitaminose aient beaucoup progressé au cours des treize dernières années. Cette situation dépend en grande partie du rendement des récoltes et diminue notablement après une bonne saison des pluies.

D.- Conditions de logement et programmes

Il n'y a pas de manufactures ni d'entreprises industrielles et, dès lors, le problème de conditions adéquates d'habitat pour les travailleurs ne se pose pas. Les Bassoutos vivent, sous l'autorité tribale, dans de petits villages éparpillés : dans l'ensemble, leurs cases sont saines quoique primitives. Les Bassoutos les plus fortunés se construisent des maisons en pierre ou en briques, pour lesquelles ils achètent des fenêtres vitrées et des portes standardisées, et qu'ils recouvrent d'une toiture en tôle ondulée.

E.- Assistance sociale et secours

Il n'existe pas d'assistance sociale à domicile. La famille, dans la vie des Bassoutos, constitue une cellule largement développée et montrant une grande cohésion; aussi les indigènes n'ayant pas de parents pour les prendre en charge sont-ils extrêmement peu nombreux. Quelques 213 livres seulement ont dû être dépensées pour eux en 1947.

Une caisse de secours pour les militaires bassoutos accorde une aide, principalement sous forme de bourses d'étude et d'indemnités familiales, à ceux des 20.000 démobilisés bassoutos qui en ont besoin.

F.-G.- Statistiques de criminalité et description du système pénal

Les renseignements ont été transmis, mais ne sont pas présentés dans ce résumé.

H.- Enseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir paragraphe I de la Section IV

III. Conditions de l'enseignement

La politique suivie vise à l'élévation du niveau de l'instruction dans les écoles qui, parce que largement réparties, ont tendance par ce fait même à être clairsemées.

Les buts immédiats sont, en conséquence, l'amélioration des institutions

assurant la formation des maîtres, une répartition plus égale du personnel diplômé actuellement en service, le remplacement du personnel non diplômé par du personnel qualifié, l'obtention d'une fréquentation scolaire plus assidue, et le passage plus rapide des élèves dans les classes les plus basses.

Le plus important est de convaincre les Bassoutos que la formation du caractère, la pratique de l'hygiène et la mise en valeur des ressources naturelles de leur pays au moyen de méthodes d'agriculture et d'élevage perfectionnées font partie intégrante de l'éducation qui ne doit pas être purement livresque.

Un problème spécial est posé par l'enseignement des pâtres qui, pour la plupart, partagent la garde des troupeaux avec un autre pâtre et vont à l'école alternativement.

Il existe d'autres problèmes : la prépondérance des filles dans les écoles (environ deux filles pour un garçon); l'importance du déchet dans les écoles primaires où à peine 1 pour 100 des élèves accomplit le cycle complet des huit années de cours; enfin, l'évasion des maîtres hors de la profession enseignante vers les postes mieux payés des services de l'administration, du commerce, ou dans l'Union Sud-Africaine.

Il y a une majorité bassouto au Conseil consultatif central pour l'enseignement des Africains et dans les comités consultatifs régionaux d'enseignement.

La dépense totale pour l'enseignement a été de 165.154 livres, y compris 7.500 livres pour indemnités de vie chère pour les maîtres, et 121.500 livres de subventions aux Missions qui dépensent approximativement 8.000 livres sur leurs propres fonds. Il y a 5 écoles primaires, une école secondaire, une école technique et 2 petites écoles pour les enfants lépreux placées directement sous le contrôle de l'Administration, et 924 autres écoles dirigées par les Missions. Le gouvernement prend entièrement à sa charge les salaires de 664 écoles des Missions et accorde une aide partielle à 147 autres. Les 113 écoles restantes ne sont pas subventionnées.

Tout l'enseignement primaire est gratuit, tandis que des droits de scolarité couvrant les dépenses de la pension sont perçus dans les écoles secondaires et les écoles normales. Dans les écoles techniques, des droits peu élevés sont perçus mais après la première année les apprentis reçoivent une paye qui, à la fin du cycle des études, est équivalente au montant des droits acquittés.

Les renseignements concernant les bâtiments scolaires, programmes d'études et langues dans lesquelles l'enseignement est donné ont été transmis mais ne sont pas présentés dans ce résumé.

Des possibilités d'enseignement supérieur existent grâce à un collège universitaire privé, entretenu par la Mission catholique, et à un collège universitaire des indigènes sud-africains, Fort Hare, auquel le Gouvernement du Bassoutoland accorde une subvention annuelle de 300 livres. Des bourses sont octroyées pour permettre à des étudiants bassoutos sélectionnés de suivre les cours à Fort Hare, les cours secondaires et les cours de formation des maîtres. En plus, deux Bassoutos ont été envoyés à l'Institut de l'enseignement de l'Université de Londres pour y prendre les certificats de maîtres professionnels, toutes les dépenses étant payées par le gouvernement.

La nécessité d'un enseignement pour adultes ne se fait pas sentir d'une manière aussi pressante que dans certains territoires africains, car une grande partie de la population bassouto adulte sait lire et écrire. Des plans pour un enseignement des masses sont cependant à l'étude pour les pâtres adolescents et adultes, et des cours du soir fonctionnent dans trois centres. Une initiative encourageante, prise par les Bassoutos et dont ils ont l'entière responsabilité, est la création de l'Association pour l'amélioration du foyer qui s'occupe en principe des femmes mariées auxquelles elle apprend à améliorer les méthodes culinaires, ménagères, etc.

Il y a deux écoles techniques, une du gouvernement, l'autre des Missions, qui dispensent un cycle de cours de quatre ans portant sur la menuiserie, la maçonnerie, le travail du cuir, la mécanique, la chaudronnerie, la préparation à la carrière de commis, enfin l'agriculture appliquée. Il y a deux ateliers d'imprimerie dans lesquels s'exercent un certain nombre de Bassoutos, et deux écoles de filles où on enseigne les arts ménagers.

14,7 pour 100 de la population fréquentent les écoles. En prenant pour base que 25 pour 100 de la population est d'âge scolaire, le pourcentage des Bassoutos sachant lire et écrire serait de 59; si l'on prend pour base 20 pour 100 seulement, le pourcentage dépasserait 73.

Il y a en moyenne un maître pour 48 élèves dans les écoles primaires subventionnées; pour 15 élèves dans les écoles secondaires et pour 33 élèves dans les écoles privées.

La dépense pour l'enseignement par élève est de 2 livres, 0 shilling 7 pence.

Il existe quatre journaux en vernaculaire, et un cinéma ambulante.

Pour les renseignements concernant les programmes de développement, voir paragraphe I de la Section IV

IV. Conditions économiques

A.-C.- Ressources naturelles et production

Le Bassoutoland est une contrée pastorale, sans manufactures ou entreprises industrielles.

Quatre fonctionnaires européens s'occupent respectivement d'agriculture de la médecine vétérinaire, des eaux et forêts, et de la lutte contre l'érosion. Le personnel européen comprend aussi 12 agents agricoles et vétérinaires. Le personnel bassouto comprend : 6 chefs d'équipe pour la lutte contre l'érosion, 1 mécanicien, deux assistants vétérinaires, 44 moniteurs agricoles et vétérinaires, et 67 aides-moniteurs.

Les dépenses du Territoire ont été de 79.394 livres, plus une subvention de 30.000 livres pour les mesures anti-érosives provenant du Gouvernement métropolitain.

Sur un total de 7 millions et demi d'acres, 1.100.000 acres sont cultivés. Environ 1/5 du territoire constitue ce qu'on appelle le bas pays, le reste formant un massif montagneux abrupt et d'accès difficile.

Le tableau suivant montre la production et la valeur des principales cultures :

<u>Cultures</u>	<u>Superficie</u> (en acres)	<u>Production</u>	<u>Valeur</u>
Maïs	540.000	715.000 sacs de 220 livres	1 livre 1s. 6d. par sac
Sorgho	135.000	490.000 " " " "	-
Blé	337.000	350.000 " " " "	1 livre 7s. 3d.
Autres cultures	68.000	36.000	
Terres en friche	20.000		

Le recensement du cheptel a donné 1.702.977 moutons, 647.013 chèvres, 429.158 bovins, 108.284 chevaux, 51.920 ânes, 21.438 porcs, et 1.946 mulets.

Les produits forestiers et de la pêche ne présentent aucune valeur commerciale.

La conservation du sol, dans les terres basses comme dans les terres arables de la zone montagneuse, est pratiquée sur une large échelle.

Il n'existe au Bassoutoland ni écoles d'agriculture, ni stations expérimentales. La formation des moniteurs s'effectue dans les écoles

d'agriculture de l'Union Sud-Africaine.

A l'exception des réserves du gouvernement et des terres allouées aux diverses missions, les droits sur l'ensemble du sol sont exercés par le grand chef qui a la garde du patrimoine foncier de la nation bassouto.

Tous les pâturages sont strictement communaux; les terres cultivées, quoique restant propriété de la nation, sont concédées aux chefs de famille aux fins d'exploitation. Le gouvernement a le droit d'accès à toutes les terres en vue d'y effectuer des travaux de lutte contre l'érosion.

Les Bassoutos occupent le gros des 7 millions et demi d'acres du Territoire. Les réserves du gouvernement, sur lesquelles vivent plus de 5.000 Bassoutos, couvrent quelque 22.000 acres; les commerçants européens et asiatiques, de leur côté, utilisent environ 10.000 acres. Aucune cession de terre, à titre de propriété, n'a été accordée ni au gouvernement ni aux négociants.

Il n'existe pas d'établissements de crédit et, pratiquement, les Bassoutos n'ont pas de dettes.

L'organisation des marchés et l'exportation des principaux produits, blé et laine, sont effectuées par les négociants; ces deux produits sont soumis à un conditionnement avant exportation.

Le filage et le tissage sont les principales activités artisanales et l'Organisation des industries familiales a installé, dans chaque district administratif, un centre possédant un instructeur entraîné et une femme bassouto, organisatrice assistante.

D.- Niveau de vie

On ne possède pas de chiffres montrant le revenu national ou sa répartition. Le prix de détail du pain est de 7 pence la miche; de la farine, 3 pence la livre; du sucre, 4 pence la livre; de la viande, 1 shilling la livre.

E.- Communications et transports

Le Bassoutoland ne possède ni aérodomes, ni cours d'eau navigables. Le Territoire est relié au réseau ferroviaire de l'Union Sud-Africaine, dont un mille se trouve dans le Bassoutoland. Le Département des transports routiers des chemins de fer de l'Union Sud-Africaine maintient des services réguliers à l'intérieur du Territoire.

La plus grande partie du Bassoutoland est très montagneuse et les transports y sont effectués à dos d'animaux. Un assez bon système routier

dessert la zone des terres basses. Les lignes télégraphiques mesurent 247 milles, le réseau téléphonique, 309 milles comprenant 343 circuits. Il y a une station de radiodiffusion. Le service des postes compte 10 bureaux principaux et 10 bureaux auxiliaires.

F.- Finances publiques

Le total des recettes et des dépenses a été respectivement de 863.304 livres et 834 437 livres. Il n'y a pas de dette publique. Le taux de l'impôt indigène est de 34 shillings pour chaque adulte mâle domicilié dans le Bassoutoland - les plus fortunés paient 40 shillings. En plus, une taxe de 25 shillings est due pour chaque femme en sus de la première, mais personne ne doit payer pour plus de deux femmes supplémentaires. L'impôt de capitation au taux de 60 shillings par an est dû par tous les adultes mâles qui ne paient pas l'impôt indigène.

Les sociétés sont imposées à raison de 4 shillings pour chaque livre de revenu imposable. Les personnes sont taxées à raison de 1 shilling 6 pence, pour chaque livre de revenu imposable, augmenté d'un millième de penny par livre de revenu imposable en excédent de la livre, avec un plafond de 3 shillings 3 pence pour chaque livre. D'autres sources d'impôt sont les douanes et accises, les licences commerciales, les droits sur les bénéfices excédentaires, l'impôt spécial sur les bénéfices commerciaux, les droits de timbres, les impôts fonciers, les droits de sortie sur la laine et le mohair (poil de chèvre).

G.- Banques et crédit

A l'exception d'une succursale de la Standard Bank of South Africa, il n'y a pas de services bancaires. Le crédit n'est consenti, légalement, qu'aux personnes remplissant les conditions exigées.

H.- Commerce international

La valeur totale des importations a été de 1.628.521 livres dont 1.516.530 livres pour les marchandises, 72.232 livres pour les grains, et 39.759 livres pour le cheptel. La valeur totale des exportations a été de 887.773 livres dont 503.235 livres pour la laine et le mohair, 302.670 livres pour les grains, 57.444 livres pour le bétail, 21.760 livres pour les cuirs et peaux et 2.664 livres pour produits divers. En outre, du cheptel pour une valeur de 7.887 livres, 15 shillings a été vendu à des acheteurs de l'Union, dans des adjudications publiques.

Le mouvement du commerce se fait essentiellement en provenance ou à destination de l'Union Sud-Africaine, avec laquelle il existe un accord douanier. Les restrictions à l'importation et à l'exportation s'alignent, généralement, sur celles en vigueur dans l'Union. Aucun accord commercial n'a été conclu au cours de l'année.

I.- Programmes de développement

Les programmes de développement du Territoire comportent des programmes annuels financés par les revenus locaux, et un programme décennal financé par des subventions au titre de la Loi sur le Développement colonial économique et social (Colonial Development and Welfare Act).

En 1947, en exécution du premier programme, 90.945 livres ont été dépensées pour la création de l'Organisation des industries familiales, pour la construction de routes, de locaux administratifs, pour les Européens et pour les Bassoutos; de bâtiments tels que bureaux, écoles, bureaux de postes; enfin, pour la formation d'auxiliaires de la santé publique et d'infirmières stagiaires.

Au titre du programme décennal, 830.000 livres ont été octroyées, aux fins suivantes : 262.000 livres pour l'agriculture, ou plus précisément pour la lutte contre l'érosion, 333.625 livres pour les travaux publics, tels que les communications, la fourniture d'eau et d'électricité et les bâtiments officiels, 214.375 livres pour les services de santé, d'hygiène et d'enseignement.

"d.d."

LE PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND

Le Betchouanaland est situé au nord de l'Union Sud-Africaine. Il est borné à l'ouest par le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain, au nord par l'Angola et la Rodhésie du Nord et à l'est par la Rodhésie du Sud. Sa superficie est d'environ 275.000 milles carrés et sa population est estimée à 292.000 habitants.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Depuis des générations les habitants du Betchouanaland ont été un peuple pasteur, pour qui l'importance des troupeaux est le signe et le critère de la richesse. L'arrivée des Européens n'a suscité aucun problème capital. Dans les cas où des mesures législatives fondées sur la discrimination des races ont été introduites, elles ont eu pour but de protéger les populations africaines contre l'exploitation d'Européens peu scrupuleux et de leurs propres compatriotes plus astucieux. Des lois sévères sont en vigueur en matière d'aliénation de terres et de recrutement de main-d'oeuvre indigène. Un certain degré d'autonomie a été accordé aux habitants par l'établissement d'administrations indigènes dotées de pouvoirs étendus pour régler les questions locales.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

Le nombre de salariés est extrêmement restreint. 95 pour 100 de la population sont occupés à l'élevage et à l'exception des fermes européennes ce sont également les propriétaires eux-mêmes qui élèvent le bétail. Cette situation n'a créé aucun problème particulier et le besoin d'une politique nettement définie de la main-d'oeuvre ne se fait pas sentir.

Voici quelles sont les moyennes du nombre des personnes employées et de leurs salaires mensuels : 2.000 employés dans l'agriculture avec un salaire de 2 livres 5 s.; 600 dans les mines, avec un salaire de 3 livres 10 s., 1.500 dans le service domestique, avec un salaire de 2 livres 10 s.; 250 dans l'industrie du bâtiment (ouvriers qualifiés), avec un salaire de 10 livres; et 550 dans le commerce, avec un salaire de 3 livres 10 s.

Dans la plupart des cas l'employeur fournit la nourriture dont la valeur est déduite du salaire.

La semaine normale de travail est de 45 heures, mais elle varie de durée, surtout dans le cas des ouvriers agricoles.

Hormis les fonctionnaires du gouvernement il y a peu d'Européens parmi les employés.

La proclamation du Protectorat du Betchouanaland concernant les syndicats et les conflits de travail, datée de 1942, établit les règles pour l'enregistrement et les statuts des syndicats et pour le règlement pacifique des conflits du travail. Il n'y a pas encore jusqu'à présent d'organisations d'employeurs ni d'ouvriers.

Voici l'essentiel de la législation en vigueur en matière de main-d'oeuvre :

Proclamation sur la main-d'oeuvre indigène (Native Labour Proclamation, 1941).

Lois du Cap sur les maîtres et les serviteurs (Cape Masters and Servants Acts), qui s'appliquent au Betchouanaland avec quelques modifications.
Proclamation de 1936 interdisant l'emploi de femmes, et d'enfants pour le travail au fond de la mine (Proclamation of 1936 prohibiting the Employment of Women and Boys underground in Mines).

Proclamation de 1937 réglementant l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants (Proclamation regulating the employment of Women, Young Persons and Children, 1937).

Proclamation de 1936 fixant le salaire minimum (Proclamation of 1936 concerning the fixing of minimum wage rates, 1936).

Proclamation de 1936 sur la protection de la main-d'oeuvre indigène (Proclamation of 1936 providing for the protection of Native Labour, 1936, 1938).

Indemnités pour les accidents de travail (Workmen's Compensation, 1936).

Proclamation sur l'enregistrement des syndicats et les conflits du travail (Registration of Trade Unions and Trades Disputes Proclamation, 1942).

Le nombre de travailleurs migrants pénétrant dans le Territoire est négligeable. De neuf à dix mille travailleurs quittent le Territoire chaque année pour s'embaucher dans les mines de l'Union Sud-Africaine. Cette forme d'emploi fait l'objet d'une Proclamation de 1941 sur la main-d'oeuvre indigène, dont les dispositions ont trait à l'inscription des recruteurs de main-d'oeuvre, aux contingents maxima recrutables, à la rédaction d'un contrat individuel, spécifiant les conditions d'emploi, de salaire, la nature du travail, la durée du contrat, les conditions du rapatriement et l'examen médical des recrues.

Les conditions de travail de cette main-d'oeuvre sont réglementées par la législation en vigueur dans l'Union Sud-Africaine. Tous les travailleurs reçoivent gratuitement la nourriture, le logement et les soins médicaux.

Il n'y a pas de migration de travailleurs à l'intérieur du Territoire.

C. Hygiène et santé publique

Au nombre des principaux problèmes posés par la santé publique se trouvent la lutte avec des moyens appropriés contre les maladies vénériennes, la tuberculose, la lèpre, la bilharziose et la fièvre jaune, et le traitement de ces maladies. Le service de la santé publique entreprend aussi de combattre les effets de la dénutrition et de pourvoir à un approvisionnement suffisant en eau. Ce dernier problème est le plus pressant de tous.

Une des principales préoccupations est de déterminer la mesure dans laquelle la fièvre jaune est répandue. Quoique aucun cas clinique n'ait été constaté, des tests d'immunité de la souris ont été établis. La mesure dans laquelle la tuberculose est répandue doit faire l'objet d'une autre enquête indispensable.

Les dépenses en matière de santé publique se sont élevées à 50.090 livres, il n'y a pas eu de subvention du Gouvernement métropolitain.

Il existe 10 hôpitaux avec 345 lits, 14 médecins, 1 dentiste, 15 infirmières, 3 sages-femmes, 6 vétérinaires diplômés. La formation d'Africains comme agents sanitaires, auxiliaires médicaux, infirmières et sages-femmes est organisée sur une faible échelle.

Il n'existe pas de statistiques démographiques pour les Africains.

Les maladies qui entraînent un haut degré de morbidité ont été :

	<u>Cas</u>
Maladies vénériennes	10.651
Pneumonies et affections des bronches	2.360
Maladies de carence	1.181
Rhumatisme (aigu et chronique)	597
Maladies des yeux	1.600
Tuberculose	384

Aucun chiffre n'a été donné pour le taux de mortalité.

La sous-alimentation est générale, mais son degré varie d'année en année suivant la chute des pluies. La principale difficulté réside dans le fait que l'Africain se montre incapable d'apprécier les avantages d'un régime alimentaire bien dosé, faisant une large part aux fruits et aux légumes frais. Pendant ces dernières années l'argent a été assez abondant, situation qui a eu pour résultat de réduire dans une mesure appréciable le degré de sous-alimentation, grâce aux achats qu'il a été possible de faire dans les magasins quand les récoltes ont été mauvaises.

D. Conditions de logement et programmes

La majeure partie de la population vit sous la hutte traditionnelle faite de boué et couverte d'un toit de chaume. Il n'y a pas de taudis ni

de surpeuplement. Quelques Africains parmi les plus aisés et parmi les chefs se sont construits des maisons de briques ou de pierre, de style européen.

E. Assistance sociale et secours

Le régime social tribal est largement collectif et il y a peu de cas de dénûment. Un crédit de 500 livres est disponible pour subvenir à des besoins urgents. Il existe un fonds de bienfaisance pour la rééducation des Africains démobilisés; 80 cas de cette espèce ont entraîné une dépense totale de 2.603 livres 15s. 10d.

Un cinéma mobile sert à distraire et éduquer la population. Les mouvements de jeunesse groupent environ 4.600 membres. Il n'y a pas d'asiles, ni de maisons de redressement ou de rééducation.

F - G. Statistiques sur la criminalité et description du système pénal

Des informations ont été transmises, mais ne sont pas présentées dans ce résumé.

H. Renseignements sur le programme en matière de progrès social

Voir paragraphe I de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement

La politique adoptée en matière d'enseignement consiste à doter tous ceux qui sont susceptibles d'être éduqués de ce dont ils ont besoin pour s'adapter à l'évolution de la vie en société, et grâce à des connaissances, des habitudes et des talents socialement désirables, leur donner une formation complète et bien équilibrée, profitable à eux-mêmes et à la collectivité dont ils font partie. Parmi les difficultés, il faut signaler les suivantes : comme le pays est désertique et le sol largement improductif, il y a un fossé profond entre les besoins et les ressources; des problèmes particuliers confrontent l'administration dans un pays où les distances sont énormes, la population clairsemée et les communications primitives; la population scolaire est variable en raison des absences saisonnières dans les pâturages et les kraals; et enfin, les territoires voisins, dont le Protectorat dépend pour l'enseignement supérieur et technique, ont des institutions d'enseignement différentes et relèvent d'un pouvoir politique distinct.

Le Protectorat a adopté un régime de gouvernement indirect. Il en résulte que l'enseignement primaire des Africains a été confié, dans une large mesure, à huit comités scolaires centraux de caractère tribal et à deux comités pour les régions polyglottes non tribales.

Les comités centraux groupent sous la présidence du Commissaire de district les chefs et les représentants de la tribu ainsi que des missions,

là où il en existe.

Un comité consultatif pour l'enseignement des Africains se réunit sous la présidence du Commissaire résident et comprend, outre les représentants de toutes les tribus et de l'association du corps enseignant africain, des missionnaires et des Européens fonctionnaires et privés.

Par suite de la mise en vigueur et du progrès du gouvernement indirect, la plupart des écoles de mission ont été reconstituées en écoles tribales.

On ne possède pas encore le détail des dépenses pour l'enseignement pour l'année 1947. Les chiffres suivants se rapportent à la période 1946-1947 :

Dépenses sur fonds du Protectorat	19.689 livres
-----------------------------------	---------------

Dépenses sur fonds du développement colonial (entièrement pour Africains)	9.739 livres
--	--------------

Dépenses sur trésoreries indigènes	21.202 livres
------------------------------------	---------------

Dépenses totales pour l'enseignement	50.030 livres
--------------------------------------	---------------

De ce total, 6.358 livres ont été affectées à l'enseignement des Européens, 709 à l'enseignement des enfants de couleur et 42.963 livres à l'enseignement des Africains.

Des renseignements ont été transmis sur les bâtiments et autres installations scolaires, ainsi que sur les programmes d'études et les langues dans lesquelles l'enseignement est donné, mais ne sont pas présentés dans ce résumé.

Rien n'est organisé pour l'enseignement supérieur dans le Territoire. Des bourses d'études permettent à de nombreux Africains de fréquenter les écoles secondaires et professionnelles de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud et à quelques uns de prendre des grades universitaires à Fort Hare ou à l'Université de Witwatersrand dans l'Union Sud-Africaine.

L'instruction de la jeunesse jouissant d'une priorité, peu a été fait dans ce domaine pour les adultes.

L'enseignement professionnel est actuellement limité à la formation d'instituteurs, à l'enseignement ménager dans un centre, à la formation d'infirmières africaines et à la préparation de recrues pour la police, les travaux publics et le service de l'agriculture.

On manque encore de données au sujet de l'analphabétisme. En 1947, les effectifs scolaires se sont élevés à 29 pour 100 de la population africaine d'âge scolaire contre 37 pour 100 en 1946; cette différence considérable provient des migrations saisonnières des élèves vers les pâturages et les kraals au rythme des chutes de pluie et des perspectives de moisson et de pâture. 17.507 enfants africains ont été inscrits en 1947 et 85 titulaires de bourses ont fréquenté des écoles post-primaires en dehors du Territoire. Les instituteurs africains sont au nombre de 444, dont 184 dont diplômés.

En outre, 5 instituteurs européens diplômés ont été engagés pour les écoles africaines, et 13 pour les écoles européennes. On a inauguré un cours de formation d'instituteurs d'enseignement primaire pour Africains; la durée des études est de trois ans. Il y a actuellement 43 étudiants inscrits; ce nombre sera porté à 100 quand il sera possible de les recevoir dans de nouveaux locaux. En 1947, il y a eu 39 élèves par instituteur. Si l'on ne tient pas compte des dépenses en capital et si l'on considère l'ensemble des crédits de toute origine, la dépense par tête a été de 2 livres 4s. 5d. pour les élèves africains et de 23 livres 8s. 11d. pour les élèves européens.

Il existe un périodique en langue indigène qui réserve une page au gouvernement dans son édition hebdomadaire. Le service de l'enseignement possède un cinéma moderne et une cinématèque qui s'enrichit constamment.

Pour les renseignements sur les programmes de développement, voyez le paragraphe I de la Section IV.

IV. Conditions économiques

A - C. Ressources naturelles et production

La principale richesse du Territoire est son cheptel; les animaux (principalement le cheptel bovin) et les produits animaux sont une source d'emploi pour 95 pour 100 de la population. On cultive des produits vivriers, mais sur une échelle restreinte et de grandes quantités de grain sont importées chaque année. Les forêts couvrent une superficie totale de 296.000 milles carrés (évaluation). Les terres cultivées couvrent environ 530 milles carrés; la superficie totale des autres terres est d'environ 7.000 milles carrés. Une grande partie du Territoire est couverte de forêts qui ne sont économiquement exploitables que dans une faible mesure. Il n'y a pas de pêcheries commercialement organisées. On est sur le point d'entreprendre une prospection géologique pour déterminer la présence de ressources minérales. Le seul produit minéral actuellement exploité est l'or.

L'administration de l'agriculture emploie de nombreux Africains comme agents sur place, employés de bureau et gardiens de troupeaux.

Le sorgho est le principal grain cultivé dans le Territoire. On cultive, dans une moindre mesure, le maïs, le dolique, le millet et l'arachide. Dans l'ensemble, la saison 1946-1947 a été exceptionnellement pauvre et les rendements ont été médiocres. Les pâturages constituent la plus grande richesse du Territoire.

En 1947, le cheptel se décomposait comme suit : 996.940 bovins; 187.728 ovins; 426.738 caprins; 3.998 chevaux, 139 mulets; 21.157 ânes; 3.140 porcs; 84.785 volailles. Environ 96 pour 100 du bétail appartient aux indigènes. Les conditions naturelles du pays ne favorisent pas l'élevage

d'un bétail de qualité. En dehors de la viande destinée à la consommation locale, les principaux produits animaux sont : les peaux et cuirs, le beurre, la crème et la volaille.

Il existe en abondance du poisson d'eau douce de variétés diverses et propres à l'alimentation humaine. Il contribue au régime de ceux des Africains à qui la superstition n'interdit pas d'en manger. Il n'existe pas de législation pour assurer la conservation du poisson, mais il en sera promulgué très prochainement.

On n'a pas mis au point, jusqu'à présent, de politique de conservation du sol.

Les Forêts du domaine de la Couronne sont exploitées pour leur bois d'œuvre par une compagnie concessionnaire à des conditions strictement déterminées et sous surveillance. Des mesures de défense contre l'incendie assurent la protection du reboisement. La forêt secondaire de savane dans les réserves indigènes est placée sous la surveillance des autorités indigènes.

L'approvisionnement en eau provient surtout des rivières sablonneuses, mais on recourt également à des puits d'où l'eau est pompée. Deux réservoirs commandent des systèmes d'irrigation dans la partie sud du Protectorat. Dans les fermes européennes, on recourt, dans une certaine mesure, à de l'outillage mécanique agricole, telles que machines à planter et motoculteurs, herbes et batteuses. Ce matériel est aussi utilisé dans les régions tribales irriguées placées sous surveillance, dans les terres tribales visitées par les moniteurs agricoles et dans les stations expérimentales du gouvernement. Seules les fermes européennes font usage d'engrais chimiques. Des expériences sont faites pour déterminer les exigences du sol en matière d'engrais organiques et chimiques. Le service de l'agriculture s'intéresse à la sélection et à la mise en culture de variétés améliorées de maïs, de sorgho panifiable, de sorgho doux, de millet, d'arachide, etc. Les moniteurs agricoles sont chargés de la propagande relative aux moyens de prévenir les maladies des graines. La lutte contre les sauterelles fait partie d'un plan régional s'étendant à l'Afrique du Sud.

Pour l'élevage du bétail, le facteur eau est beaucoup plus important que le facteur pâturage. Pendant les quatre dernières années, le gouvernement a pu augmenter la quantité d'eau disponible pour le bétail en creusant des puits et, durant cette période, le supplément d'eau ainsi obtenu a permis d'abreuver 70.000 têtes de bétail. Les procédés rudimentaires employés pour l'élevage, combinés avec les conditions naturelles concourent à la production d'un bétail de qualité médiocre. L'industrie de l'élevage a la bonne fortune de disposer de marchés dans les mines de l'Afrique du Sud où elle peut écouler

ce bétail de qualité inférieure. Les bœufaux sont indemnes de peste bovine, de fièvre dite east coast fever et de pleuro-pneumonie bovine, mais la trypanosomiase est endémique. On a organisé la lutte contre la mouche tsé-tsé. C'est la sécheresse qui est à l'origine du plus grand nombre des cas de morbidité et de mortalité parmi le bétail.

Les moniteurs agricoles font des conférences dans les écoles fréquentées par les Africains. Il existe deux stations expérimentales et le personnel agricole itinérant se met à la disposition de la population pour des conseils et des services.

Les terres sont réparties comme suit : le domaine de la Couronne, d'une superficie d'environ 103.175 milles carrés; les réserves indigènes, d'une superficie d'environ 104.864 milles carrés; les fermes européennes, d'une superficie d'environ 2.404 milles carrés; et le district de Tati, d'une superficie d'environ 2.034 milles carrés. Aucune terre n'a été aliénée dans le domaine de la Couronne, à l'exception de quelques fermes qui ont été cédées en pleine propriété ou louées à bail pour de courts termes. Dans les réserves indigènes, la terre appartient au chef et à la tribu et des parcelles sont attribuées aux individus à la discrétion du chef, quoique la terre ne puisse être aliénée ni par le chef, ni par la tribu. Un terrain ne passe pas automatiquement du père au fils; dans la pratique, néanmoins, les héritiers continuent habituellement à occuper la même parcelle. Certaines terres occupées par les fermes européennes ont fait l'objet de concessions à perpétuité à la British South Africa Company, avec faculté de vendre ou de louer les terres concédées. Le district de Tati est la propriété de la Tati Company Ltd. qui a plein pouvoir pour en disposer par vente ou location à bail. Le gouvernement se réserve le droit d'y acquérir des emplacements pour la construction d'édifices publics. Une superficie d'environ 323 milles carrés a été délimitée dans le district de Tati pour en faire une réserve indigène.

Un fonds pour prêts fonciers et agricoles a été créé en 1929. Comme le gros des transactions commerciales pour les produits animaux et végétaux est entre les mains de commerçants, il y a peu d'autres possibilités pour le marché des produits agricoles. Des mesures de contrôle s'appliquent aux produits qui sont mis sur le marché. Les laiteries coopératives patronnées par le Gouvernement fonctionnent dans quelques localités. Il n'existe pas d'entreprises pour la préparation de la viande; il n'y a pas de tanneries; le bétail ainsi que les peaux sont en général exportés par chemin de fer. En 1947 on a exporté 53.985 têtes de bétail pour une valeur estimée à 661.219 livres. Le principal acheteur a été l'Union Sud-Africaine (477.245 livres); viennent ensuite le Congo belge, la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud. Le pourcentage du cheptel exporté en 1947 s'est élevé

à 5,5 contre 4,9 en 1946 et 3,6 en 1939. La valeur estimée des exportations de l'industrie de l'élevage est passée de 22.545 livres en 1939 à 802.908 livres en 1947; le chiffre de 1939 représentait 54 pour 100 de la valeur globale des exportations et celui de 1947, 93 pour 100.

A l'exception du district de Tati, la prospection publique et l'exploitation minière font l'objet de la Proclamation de 1932 sur les mines et les produits miniers. Deux districts miniers seulement ont été déclarés ouverts à la prospection publique pour tous les minéraux à l'exception des diamants. Quand une concession minière est sollicitée dans une réserve indigène, l'approbation préalable du Haut Commissaire et du Secrétaire d'Etat est requise. Jadis les droits miniers de l'ensemble du Territoire, à l'exception du district de Tati, étaient la propriété exclusive de la British South Africa Company. Cette dernière a actuellement renoncé à ses droits dans le domaine de la Couronne en faveur du Gouvernement, et à ses droits dans les réserves indigènes au profit des autorités tribales; elle a néanmoins conservé ses droits dans les lots européens. Dans le district de Tati les droits miniers appartiennent à la Tati Company Ltd.

La production minière se limite à l'or (7.381,26 onces d'or fin en 1947) et à l'argent (1.085,82 onces d'argent fin en 1947).

Il existe une centrale électrique thermique et quelques groupes électrogènes actionnés au combustible liquide. Il n'y a pas d'établissements industriels à l'exception d'une scierie.

L'artisanat a un caractère plus utilitaire qu'artistique : poterie, vannerie, cordonnerie.

D. Niveau de vie

Il n'existe pas de renseignements sur le revenu total du territoire, ni sur le revenu par tête.

Voici les prix de quelques produits : maïs 1 livre 17s. par 200 livres; sorgho, 2 livres 10s. par 200 livres; viande de boeuf, 7d. par livre; lait, 3d. par pinte.

E. Communications et transports

Chemin de fer

394 milles

Voies aériennes

1 ligne aérienne (Central African Airways - 1 service hebdomadaire); 4 aérodromes, 9 terrains d'atterrissage.

Routes principales

1.490 milles

Télégraphe

Communications avec le réseau télégraphique de l'Afrique du Sud et la Rhodésie du Sud

F. Finances publiques

Les recettes se sont élevées à 515.153 livres, et les dépenses à 464.877 livres. Ces chiffres comprennent non seulement les recettes et les dépenses du budget ordinaire, mais aussi les recettes et les dépenses des plans de développement économique et social. Les impôts principaux sont l'impôt indigène, l'impôt sur le revenu, la supertaxe. L'impôt indigène est de 1 livre 5s. par an pour tout indigène de sexe masculin, âgé de 18 ans ou plus, avec un impôt additionnel de 1 livre 5s. pour chaque femme en sus de la première, avec un plafond de 3 livres 15s. L'impôt sur les revenus pour les entreprises privées et les célibataires est de 18 pence par livre du revenu taxable, avec un accroissement proportionnel pour chaque livre en excédent, avec un maximum de 3s. 3d. Les personnes mariées paient 15 pence par livre du revenu taxable. Pour les sociétés le taux est de 4s. 6d. par livre. Les revenus dépassant 1.775 livres sont soumis à une supertaxe de 2s. par livre.

G. Banques et crédit

Aucun renseignement n'a été transmis.

H. Commerce international

Les principales exportations se sont élevées à un total de 889.878 livres. Les principaux produits exportés ont été le bétail (661.219 livres), les peaux brutes et ouvrées (91.273 livres), et l'or (68.685 livres).

Les principales importations se sont élevées au total de 1.433.984 livres, dont 380.686 livres pour les produits alimentaires, 46.235 livres pour les animaux, 47.147 livres pour les véhicules et pièces de rechange et 944.916 livres pour des marchandises diverses.

Le gros des transactions commerciales se fait avec l'Afrique du Sud. Un volume modéré d'échanges se fait avec les Rhodésies du sud et du nord; et un nombre considérable de têtes de bétail est exporté dans le Congo belge.

Il existe des accords tarifaires avec les Gouvernements de l'Union Sud-Africaine et de la Rhodésie du sud, et les tarifs en vigueur dans ces pays s'appliquent au Territoire. Il n'est pas prélevé de droits de sortie. Les exportations ne sont soumises à aucune restriction; des permis sont exigés à l'importation. Des restrictions s'appliquent aux entrées et sorties du cheptel pour des raisons qui sont surtout d'ordre vétérinaire.

I. Programmes de développement

On a spécialement sollicité des subventions du Fonds de développement colonial économique et social pour financer les programmes de ravitaillement suffisant en eau potable et de lutte contre la sous-alimentation. On a aussi sollicité le même concours financier pour la propagande en matière d'hygiène, propagande qui se fera surtout par les écoles. On espère entreprendre dans

un avenir prochain une enquête qui déterminera la mesure dans laquelle la fièvre jaune est répandue dans le Territoire.

Dans le domaine de l'enseignement, un cours biennal post-primaire de formation d'instituteurs africains a été inauguré et son développement ultérieur attend des concours financiers. Un plan intérimaire biennal, subventionné par le Fonds de développement colonial économique et social (Colonial Development and Welfare Act) a permis de donner deux techniciens européens, l'un pour l'agriculture, l'autre pour les arts ménagers; ce même plan a permis la construction et l'équipement d'écoles moyennes et la nomination de quelques Africains comme surveillants et membres du personnel de l'école normale d'instituteurs et d'autres institutions. Il a rendu possible aussi l'octroi de bourses d'études et l'amélioration du corps enseignant africain. On examine la possibilité de prolonger ce plan pour une durée de huit ans.

Quant au développement agricole et industriel, des progrès sont enregistrés grâce à l'aide financière du Fonds de développement économique et social (Colonial Development and Welfare Fund), dans les domaines suivants : prospection géologique et minière, ravitaillement en eau, extension de services vétérinaires et agricoles, développement et expériences en matière d'agriculture indigène, y compris la lutte contre l'érosion et la mouche tsé-tsé.

BERMUDES

Les Bermudes sont des îles situées à 700 milles environ au sud-est de New-York. On évalue leur superficie à 21 milles carrés et leur population à 40.000 habitants.

II.- Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Aucun renseignement n'a été communiqué.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

Environ 1.500 servantes ont gagné de 3 livres à 5 livres pour une semaine de travail de 40 à 54 heures. Un nombre approximatif de 750 maçons, charpentiers, plombiers et peintres ont gagné de 2 shillings 11 pence à 5 shillings 9 pence l'heure, pour une semaine de travail de 50 à 54 heures. Environ 1.150 employés et commis de magasin ont touché un salaire annuel de 250 livres à 900 livres pour une semaine de travail de 34 à 50 heures. Les salaires des adolescents dépendent de leur âge; leur semaine moyenne de travail était de 44 à 48 heures.

L'office du travail (Labour Board) a qualité pour arbitrer les litiges intéressant la main-d'oeuvre. Il est présidé par un membre du Corps législatif. L'Office comprend des blancs et des gens de couleur. Les syndicats ont été reconnus par la loi en août 1946. Il existe deux syndicats reconnus, un syndicat d'instituteurs groupant de 50 à 250 membres et un syndicat industriel comprenant de 250 à 1.000 membres.

C. Hygiène et santé publique.

L'ensemble des dépenses consacrées à la santé publique s'est élevé à 46.997 livres. Le Gouvernement du Territoire a accordé une subvention de 50.000 livres au King Edward VII Memorial Hospital. Il existe un asile d'aliénés et un hôpital de contagieux. La proportion des médecins est de 0,45 par 1.000 habitants et celle des lits, de 3,43 par 1.000 habitants.

Statistiques démographiques

Dans les renseignements donnés figurent les statistiques démographiques que voici :

	<u>1945</u>	<u>1946</u>	<u>1947</u>
<u>Natalité par 1.000 habitants</u>	24,2	25,1	26,3
Blancs	15,"	20,4	19,3
Gens de couleur	28,4	27,8	30,3

<u>Mortalité par 1.000 habitants</u>	10,4	10,3	10,1
Blancs	11,4	10,6	9,2
Gens de couleur	9,8	10,1	10,6

Mortalité infantile par

<u>1.000 enfants de moins d'un an.</u>	53,04	51,2	39,3
Blancs	44,4	30,3	27,9
Gens de couleur	56,3	60,2	45,3

On a constaté 24 cas de tuberculose pulmonaire et 430 cas de syphilis.

E. Assistance sociale et secours.

Le Gouvernement a accordé une subvention de 635 livres au Conseil de service social. Il existe un centre de réadaptation dirigé par l'Armée du Salut et qui peut héberger 9 jeunes délinquantes; il existe également un centre pour 37 jeunes délinquants; il dépend de la Direction de l'instruction publique. Il existe deux centres distincts pour enfants blancs et pour enfants de couleur.

F.G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal.

Il n'est parvenu aucun renseignement.

III. Conditions de l'enseignement

Les dépenses totales consacrées à l'enseignement, y compris l'administration, les bourses, les retraites des maîtres et les bâtiments scolaires, se sont élevées à 138.994 livres. Il n'existe pas d'écoles missionnaires. Toutes les écoles perçoivent des droits de scolarité qui varient entre 6 pence par semaine dans les écoles primaires et environ 30 livres par an dans une école secondaire. 5.398 élèves sont inscrits dans les écoles primaires et écoles primaires supérieures subventionnées par l'Etat. L'obligation scolaire va de 7 à 13 ans. 28 élèves-infirmières ont suivi des cours de formation professionnelle, environ 250 étudiants ont suivi des cours dans des écoles secondaires et dans des universités du Royaume-Uni, du Canada, des Antilles et des Etats-Unis. Il n'existe que peu d'illétrés dans le territoire.

IV. Situation économique

A.C. Ressources naturelles et production

Voici les statistiques communiquées touchant le rendement probable des différentes cultures : 270 acres plantés en pommes de terre en ont produit 2.160.000 livres environ. 90 acres de bananiers ont produit 1.440.000 livres.

de fruits; 40 hectares plantés en carottes en ont produit 480.000 livres
30 acres de cultures florales ont produit 350.700 bulbes de lilium et
600.000 fleurs en bouton. Le cheptel était évalué à 2.065 porcins,
1.370 bovins, 500 chevaux et 500 caprins. Le produit de la pêche était
évalué à 875.000 livres d'une valeur de 54.700 livres sterling; il a été
consommé sur place.

D. Niveau de vie

Voici l'indice du coût de la vie au 1er décembre, l'indice de base étant
100 au 1er juin 1939.

Année	<u>1945</u>	<u>1946</u>	<u>1947</u>
Indice	158,39	187,06	197,1

L'évolution des prix des principales denrées alimentaires de base pendant
les trois dernières années a été la suivante :

	<u>1945</u>	<u>1946</u>	<u>1947</u>
Farine, les 7 livres	2s. 4d.	2s. 11d.	4s. 1d.
Sucre, la livre	4 1/2d.	5d.	6d.
Poisson, la livre	1s. 9d.	1s. 9d.	2s. 2d.
Riz, la livre	8 1/2d.	11d.	1s. 1d.

E. Communications et transports

Il existe 22 milles de voies ferrées et 109 milles de routes. Il est
entré dans les ports, 442 navires jaugeant 1.420.011 tonnes. Il existe un
aérodrome et une base d'hydravions. On compte 14 bureaux de poste. 4 bureaux
d'émission de mandats-poste, un bureau télégraphique et une station d'émission
radiophonique.

F. Finances publiques

Les recettes totales se sont élevées à 1.455.440 livres et les dépenses
totales à 1.187.512 livres.

G. Banques et crédit

Les renseignements fournis indiquent le nombre des banques.

H. Commerce international

La valeur totale des importations s'est élevée à 6.004.840 livres; les
principaux articles d'importation ont été : véhicules automobiles, pour

301.881 livres, fournitures électriques pour 239.208 livres; vêtements de laine pour 222.277 livres; viande fraîche (boeuf) pour 141.832 livres.

La valeur totale des exportations s'est élevée à 780.467 livres. Le principal article exporté était constitué par les fleurs coupées, évaluées à 34.987 livres.

HONDURAS BRITANNIQUE

Le Honduras britannique est la colonie la plus occidentale de la mer des Antilles. Par ses frontières terrestres, elle touche au Guatemala et à la péninsule du Yucatan. Sa superficie est de 8.867 milles carrés, dont 8.239 consistent en forêts. En 1946, la population totale s'élevait à 59.149 habitants.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Il n'y a pas de loi garantissant la population indigène contre les mesures discriminatoires, le besoin ne s'en faisant pas sentir. Outre les Créoles qui forment le gros de la population, il y a des Indiens Mayas et Caraïbes qui habitent certaines régions et ont leurs propres langues. Les Caraïbes, organisés en clans, se livrent à une forme primitive d'agriculture ; ce sont d'habiles pêcheurs, mais ils n'ont jamais essayé de créer une industrie de la pêche.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

La politique en matière de main-d'oeuvre se propose : 1°) d'améliorer les conditions de travail et le niveau de vie des classes laborieuses, par la mise en vigueur de lois protectrices et par la création d'organismes chargés de les faire respecter ; 2°) d'encourager le syndicalisme et le principe de libre négociation dans les conflits du travail. Les principaux problèmes qui se posent dans le domaine du travail sont le chômage total, le chômage partiel et la décentralisation de la population dont une grande proportion, par rapport à l'ensemble, habite la capitale, Bélize. La main-d'oeuvre disponible suffit largement aux besoins actuels. Le taux mensuel des salaires, pour les 4.329 ouvriers, qui travaillent dans les industries de base, varie entre 20 dollars (1) pour les manoeuvres et 75 dollars pour les chauffeurs de camion. La semaine de travail est de 50 heures en moyenne. Le travail est saisonnier. Les industries secondaires occupent 1.589 ouvriers. Leur salaire varie de 1 dollar 20 par jour dans les usines de conserves à 3 dollars 80 par jour pour les charpentiers, et la semaine de travail, pour eux, est en moyenne de 45 heures. Les domestiques sont au

(1) Note du Secrétariat : 1 dollar du Honduras britannique = 1 dollar des Etats-Unis = 5 shillings (sterling).

nombre de 695 et leur semaine de travail est de 45 heures en moyenne. Les horaires des débardeurs vont de 35 à 75 cents. Il y a trois syndicats reconnus, avec 2.446 inscrits. Les conflits du travail sont réglés par le Département du travail ; en cas d'échec, ils sont soumis à un tribunal arbitral. Au cours de l'année 1947, il y a eu 3 conflits du travail, les non syndiqués ayant pris part à deux d'entre eux. Le nombre total des ouvriers qui ont pris part aux conflits est de 397 ; plus de 3.159 journées de travail ont été perdues.

Les principales lois qui protègent les travailleurs portent sur les points suivants :

- Recrutement des travailleurs
- Sanctions
- Travail des femmes et des enfants
- Fixation des salaires
- Accidents du travail
- Heures de travail
- Organisation industrielle
- Relations industrielles
- Inspection du travail

Au cours de l'année 1947, environ 750 spécialistes du travail du chicle et de l'acajou ont émigré au Guatemala et au Mexique. Pour émigrer, il faut avoir l'autorisation écrite du Secrétaire colonial ; il faut aussi que les employeurs prennent l'engagement de respecter toutes les lois qui protègent les travailleurs.

C. Hygiène et santé publique

Les principaux problèmes d'hygiène résultent des conditions précaires de logement, du manque d'eau courante et d'un système d'égouts défectueux.

Dans les principales villes, l'eau de pluie recueillie dans des cuves de bois constitue la principale provision d'eau potable. Dans les districts ruraux, cette provision s'augmente de l'eau de rivière et de puits peu profonds. Les dépenses totales consacrées à la santé publique se sont élevées à 221.618 dollars 45 ; elles ont été à la charge du Gouvernement territorial.

Il y a six hôpitaux publics, un par district administratif, avec un total de 163 lits. Il n'existe ni hôpitaux privés, ni cliniques. Il y a 13 médecins, 5 dentistes, environ 70 infirmières et un chirurgien vétérinaire. Il n'existe aucun établissement pour la formation des médecins et des dentistes. Les infirmières et les sages-femmes font leurs études à l'hôpital de Bêlize. Voici les statistiques démographiques pour les trois dernières années :

	<u>1945</u>	<u>1946</u>	<u>1947</u>
a) Taux de mortalité par 1.000 habitants	18,7	16,9	-
b) Taux de natalité par 1.000 habitants	33,2	34,3	-
c) Nombre de décès d'enfants de moins d'un an.	300	-	297
Mortalité infantile par 1.000 enfants nés vivants	140	105	120

<u>Principales causes de décès en 1945</u>	<u>Pourcentage de la mortalité</u>
Paludisme	10,0
Tuberculose	7,5
Dysenterie	4,0
Maladies des voies respiratoires	11,5

D. Conditions de logement et programmes

Les conditions du logement sont très mauvaises. Il existe à Belize 7 maisons qui sont la propriété du Gouvernement et où sont logées 7 familles appartenant à la catégorie la plus pauvre de la classe ouvrière.

E. Assistance sociale et secours

Il n'existe aucun système d'assurances sociales ni de retraite pour la vieillesse. Le Territoire possède un hospice et un asile d'aliénés. La seule forme d'assistance publique consiste en secours à domicile. Le taux normal des secours est de 75 cents par semaine à Belize, et de 50 cents par semaine dans les districts ruraux. Au cours de l'année 1947 il a été distribué 29.996 dollars 93 de secours à 583 personnes à Belize et 200 personnes dans les districts ruraux en ont bénéficié. Il y a une école de garçons agréée par le Gouvernement. L'Armée du Salut entretient une institution subventionnée par le Gouvernement ; elle groupe 58 élèves. En 1947 le Gouvernement a versé à cet établissement une subvention de 15.170 dollars 20, les dépenses totales s'élevant à 18.190 dollars 77.

F.G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal.

Des renseignements ont été transmis, mais il ne sont pas résumés.

H. Renseignement sur les programmes de développement en matière de progrès social :

Voir paragraphe I, de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement

Les programmes d'enseignement ont pour but d'améliorer le niveau d'instruction de l'ensemble de la population et de développer l'enseignement professionnel et agricole.

Une population dispersée, une grande diversité culturelle et l'existence de six langues de base dans une population d'environ 60.000 habitants créent des problèmes spéciaux. La responsabilité de l'enseignement appartient à une Direction de l'enseignement. L'enseignement secondaire est entièrement dirigé et financé par les confessions religieuses. L'enseignement primaire est, en grande partie confessionnel ; 75 écoles, sur les 78 qui existent, sont la propriété des Eglises, mais le Gouvernement territorial paie tous les traitements et participe aux autres dépenses jusqu'à concurrence de 25 pour cent.

Une somme totale de 201.164 dollars, 59 a été consacrée à l'enseignement au cours de l'année 1947. La contribution du Gouvernement métropolitain n'est pas connue, étant comprise dans la subvention destinée à combler le déficit total du budget.

Des renseignements sur les bâtiments et les aménagements scolaires, sur les programmes et sur les langues véhiculaires ont été transmis mais ils n'ont pas été résumés.

Il n'y a pas de possibilités d'enseignement supérieur dans le Territoire. Les pouvoirs locaux et le Gouvernement métropolitain accordent des bourses d'études pour le Royaume-Uni. La Mission catholique accorde des bourses pour les Universités des Etats-Unis.

Il n'y a pas d'école technique ; l'enseignement professionnel n'est pas organisé, mais les écoles primaires les plus importantes donnent des cours d'enseignement manuel, agricole ou ménager.

Environ 82 pour 100 de la population au-dessus de l'âge de 10 ans savent lire et écrire. 12.000 enfants fréquentent l'école ; il y a 10.707 élèves dans les écoles primaires, 818 dans les écoles secondaires et le reste dans les écoles privées. Parmi les instituteurs et professeurs diplômés, 181 sont d'origine indigène, 70 viennent du dehors ; la plupart de ces derniers ont fait leurs études aux Etats-Unis. La formation pédagogique des maîtres se fait dans le Territoire, le futur maître étant d'abord élève-maître. Des examens annuels donnent accès à la première et à la deuxième parties du diplôme d'élève-maître et aux trois parties du diplôme des autres maîtres. Un examen annuel est destiné à sélectionner les meilleurs maîtres que l'on envoie compléter leur formation à la Jamaïque et au Royaume-Uni. Dans les écoles primaires, il y a 70 élèves-maîtres et 210 autres maîtres. En 1947,

les dépenses d'enseignement s'élevaient à 23.dollars 16 (5 livres et 15 shillings) par élève des classes primaires, si l'on calcule d'après la fréquentation scolaire moyenne.

IV. Conditions économiques

A.- C. Ressources naturelles et production

Les forêts de bois de campêche sont la principale ressource du Honduras britannique ; l'extraction du chicle et l'exploitation du bois d'oeuvre sont les industries les plus importantes.

Le budget de 1947 pour l'agriculture (non compris les dépenses spéciales) s'est élevé à 46.315 dollars. La culture se fait surtout selon le système de l'assolement. Les récoltes sont, en général, destinées à subvenir aux besoins domestiques immédiats ; les excédents disponibles pour la vente sont faibles. Il est difficile d'évaluer la production. Les superficies plantées ou ensemencées, évaluées en acres, pour chacun des principaux produits, sont les suivantes : maïs, 12.454 ; riz, 2.460 ; noix de coco, 6.565 ; bananes à cuire et bananes, 3.386 ; prairies et fourrage, 13.313. Les prix sont fixés par le Ministère de l'agriculture de façon à permettre au producteur qui dispose d'un excédent de le vendre sans difficulté.

Il y a 16.658 bovins, 11.316 porcins, 454 caprins, 1.336 ovins et 68.737 volailles.

Les forêts couvrent une superficie de 8.331 milles carrés (soit 93,6 pour 100 de la superficie totale du Territoire ; 9,5 pour 100 de ces forêts sont classées comme réserve forestière). Les forêts qui sont propriété privée occupent 3.525 milles carrés et les forêts domaniales 4.806 milles carrés. Les différents types de forêts sont les suivants : manglier, 2,80 pour 100 savane, 2,7 pour 100 ; forêt de pins et savane sèche, 15,4 pour 100 , haute futaie 79,1 pour 100 . Dans toutes les forêts, qu'elles soient propriétés privées ou propriétés de la Couronne, l'exploitation de l'acajou est contrôlée par le Gouvernement. Les procédés adoptés pour la conservation des forêts sont les suivants : contrôle de l'abattage d'après la circonférence des arbres, protection contre l'incendie, destruction des essences inutiles et des lianes, création de plantations d'acajou et de pin.

L'emploi des machines agricoles est extrêmement réduit, le système en vigueur étant celui de la petite propriété. Quatre centres d'expérimentation et de démonstration ont fonctionné pendant l'année. On y a surtout étudié les moyens d'améliorer le cheptel. Il n'y a pas d'école d'agriculture.

Cinq cent vingt cinq familles indiennes possèdent 65,190 acres de terres. Le nombre total des Créoles et des Indiens qui peuplent les réserves du Territoire est de 1,149.

Depuis plusieurs années, le Département de l'agriculture consent à certains cultivateurs choisis un nombre limité de prêts à court terme, généralement sous la forme de semence de riz et de maïs, mais, dans des cas spéciaux, des prêts en argent ont aussi été consentis. Dans le passé, ces prêts n'ont jamais dépassé, pour une année, un montant total de 1.000 dollars. Comme suite à la campagne entreprise cette année pour un accroissement de la production des denrées alimentaires, on prévoit que le montant des avances en espèces et en semences dépassera probablement 10.000 dollars en 1948. Un décret sur l'organisation coopérative a été signé récemment ; il prévoit la création d'une banque de prêt agricole. Le Département de l'agriculture est le seul organisme régulateur du marché. Il garantit l'achat de tous les excédents disponibles.

Il y a sept distilleries de rhum, plusieurs raffineries de sucre, et deux rizeries qui traitent aussi le maïs.

D. Niveau de vie

A Belize, le prix moyen de détail des principaux articles alimentaires vendus à la livre a été, en cents, le suivant :

	<u>Septembre 1939</u>	<u>Décembre 1947</u>
Farine	4	9
Riz	3	10
Poisson frais	5	11
Salaisons	14	30

E. Communications et transports

Belize a 369 téléphones. Dans les districts ruraux, il y a 25 téléphones officiels, 52 téléphones privés et 35 téléphones publics. Il y a une seule ligne télégraphique. Un service aérien a fonctionné pendant 5 mois au cours de l'année 1947 à l'intérieur du Territoire. Trois lignes aériennes internationales sont en service. Il y a un aérodrome civil. Le réseau routier comprend 226 milles de routes principales, 39,5 milles de routes secondaires et 208 milles de chemins charretiers et de pistes. 935 navires d'un tonnage total de 189.905 tonnes sont entrés dans les ports. Toutes les communications avec l'extérieur se font par radiotélégraphie et passent par Belize ; le pays n'est pas relié par câble avec l'extérieur. Les liaisons commerciales empruntent des circuits qui passent par la Jamaïque,

les Etats-Unis, le Mexique et le Guatemala. Il y a trente bureaux de poste.

F. Finances publiques.

En 1947, les recettes budgétaires se sont élevées à 2.941.157 dollars 67 y compris la contribution du gouvernement métropolitain qui s'élevait à 435.360 dollars 37. Les dépenses totales se sont élevées à 2.909.985 dollars 21 dont 433.401 dollars 03 ont été payés par les contributions du Gouvernement métropolitain.

Les principales sources de recettes budgétaires étaient les douanes, qui rapportaient 1.227.026 dollars 38, et les impôts, qui rapportaient 639.149 dollars 34. Le taux de l'impôt sur le revenu part d'une taxe minima de 50 cents et s'élève progressivement selon une échelle qui va de 5 pour 100 pour les premiers 500 dollars jusqu'à 35 pour 100 pour tous les revenus supérieurs à 19.000 dollars.

G. Banque et crédits

Des renseignements ont été donnés sur le nombre des banques.

H. Commerce international

La valeur totale des importations pour 1947 a été de 8.656.252 dollars contre 6.782.516 en 1946, ce qui représente une augmentation de 1.873.736 dollars. Les principaux produits importés ont été les suivants :

<u>Produits</u>	<u>Quantités</u>	<u>Valeurs</u>
Riz	22.293 quintaux	217.506 dollars
Farine	36.868 balles de 196 livres	510.051 dollars
Grumes d'acajou	250.402 pieds cubiques	548.090 dollars
Cotonnades	1.425.740 yards	539.297 dollars
Camions et pièces détachées pour l'industrie de l'acajou ou l'agriculture	-	282.899 dollars

La valeur totale des exportations s'est élevée à 6.142.601 dollars soit 920.573 dollars d'augmentation sur le chiffre de 1946 qui était de 5.222.028 dollars. Les principales exportations ont été les suivantes :

<u>Produits</u>	<u>Quantités</u>	<u>Valeurs</u>
Bois et bois d'oeuvre brut	1.748.145 pieds cubiques; et 320,5 tonnes de bois de rose	2.949.661 dollars
Chicle	1.780.109 livres	1.669.674 dollars
Jus de pamplemousse	5.940.464 livres	416.904 dollars

Le tableau suivant donne la répartition des importations par pays :

	<u>1945</u>	<u>1946</u>	<u>1947</u>
Royaume-Uni (dollars)	331.519	614.827	831.450
Canada	1.005.145	1.434.597	1.229.320
Etats-Unis	3.730.569	3.507.276	4.847.666
Mexique	1.679.879	493.970	760.529

Le tableau suivant donne la répartition des exportations :

	<u>1945</u>	<u>1946</u>	<u>1947</u>
Royaume-Uni (dollars)	550	580.516	896.005
Canada	177.173	1.004.280	670.024
Etats-Unis	4.006.119	2.385.493	3.553.839
Mexique	506.688	706.006	440.713

Il y a des droits spécifiques sur le vin, les liqueurs et le tabac. Le taux général ad valorem est de 12, 1/2 pour cent au titre du tarif préférentiel britannique et de 25 pour 100 au titre du tarif préférentiel britannique et de 25 pour 100 au titre du tarif général; une taxe de 15 cents par colis frappe chaque colis importé. Les exportations de bois et de bois d'oeuvre sont soumises à des droits. Le service de contrôle des importations donne des autorisations d'importation pour toutes les provenances. Aucune marchandise ne peut être exportée sans une licence d'exportation.

I. Programme de développement.

Les programmes de développement suivants sont à l'étude.

Logement : Construction à Bêlize de 14 immeubles comprenant chacun 4 appartements et pouvant loger 56 familles en tout.

Santé publique : Construction de 10 dispensaires dans les districts ruraux ou de petits centres sanitaires le long des routes carrossables et le long des principaux cours d'eau du Territoire ; installations pour l'approvisionnement de Bêlize en eau potable.

Enseignement : Révision des programmes de formation pédagogique pour les élèves-maîtres ; formation pédagogique des maîtres et du personnel de direction au Royaume-Uni ; une révision scolaire destinée à préserver la culture Maya dans les villages indiens a déjà commencé ; les projets de construction d'une école technique gouvernementale sont à un stade avancé.

Agriculture : Le programme de développement agricole vise à augmenter la production alimentaire de manière à rendre le territoire moins tributaire des produits alimentaires importés.

BRUNEI

Le Territoire de Brunéi est situé sur la côte nord-ouest de Bornéo. Il couvre une superficie de 2.226 milles carrés et se compose de deux parties distinctes avec le Sarawak comme frontière terrestre. En 1947, on évaluait la population à 40.670 habitants.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles.

La population comprend sept groupes malais indigènes et quatre autres groupes (Chinois, Hindous, Européens et Eurasiens). Une harmonie complète règne entre les différentes races. La population indigène n'est pas soumise à des mesures discriminatoires et n'est pas exploitée. Il n'a pas été besoin d'édicter des lois pour la protéger.

B. Situation de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

Les problèmes de la main-d'oeuvre prennent une importance croissante du fait du développement de la British Malayan Petroleum Company.

Les principales catégories de salariés et de salaires journaliers moyens sont les suivantes :

Ouvriers employés aux travaux publics	De 60 à 90 cents, plus 40 cents d'indemnité, plus 30 pour 100 du salaire de base (indemnité de vie chère)
Ouvriers employés sur les plantations de caoutchouc	De 1 à 2 dollars ^x
Ouvriers employés aux puits de pétrole	
Manoeuvres	De 80 cents à 1 dollar, plus 35 pour 100 du salaire de base (indemnité de vie chère)
Ouvriers qualifiés	De 1 dollar 70 par jour à 185 dollars par mois, plus 35 pour 100 du salaire de base
Apprentis	De 80 cents à 1 dollar 50, plus 35 pour 100 du salaire de base.

La journée de travail est de 8 heures

Il n'existe pas de groupements patronaux ou ouvriers. A la fin de 1947, une législation syndicale était en préparation. Aucun dispositif de conciliation n'existe pour le moment. Il n'y a pas eu de conflits du travail en 1947.

^x Note du Secrétariat : 1 dollar (malais) = 47 cents 1/2 des Etats-Unis
= 2 shillings 4 pence (sterling)

Le Code du travail régit la situation de la main-d'oeuvre. Il est interdit d'employer des femmes et des adolescents au travail de nuit ou au travail de fond dans les mines. Des indemnités de maternité sont versées aux intéressées. Il n'existe pas de législation des usines, ni d'assurances pour les accidents du travail, ni de dispositions législatives prévoyant des pensions de maladie ou des pensions de retraite pour les vieillards, mais certaines compagnies ont organisé elles-mêmes des systèmes d'assurance de cet ordre.

L'industrie du pétrole souffre de la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et manque également de manoeuvres dans une certaine mesure.

Un certain nombre de propriétaires ruraux qui désirent augmenter leur revenu travaillent comme ouvriers saisonniers.

Il n'y a pas de mouvement migratoire appréciable parmi les travailleurs.

C. Hygiène et santé publique.

Dans le domaine de l'hygiène, le problème le plus important a été d'organiser des services d'hygiène suffisants en dépit de la pénurie de fournitures médicales et de services médicaux causée par la guerre.

En 1947, les dépenses afférentes à l'hygiène et à la santé publique se sont élevées à 96.564 dollars, non compris les frais de construction. Le territoire ne reçoit aucune subvention.

Il y a un hôpital gouvernemental (60 lits), un hôpital privé (48 lits), et 4 dispensaires (12 lits).

Il y a 7 médecins, 6 dentistes (sans diplôme reconnu dans le Royaume-Uni), 55 auxiliaires et infirmières et 8 sages-femmes. Il n'y a pas de vétérinaire. Les deux hôpitaux disposent de moyens limités pour la formation d'infirmières, de sages-femmes et d'auxiliaires.

Voici un résumé des statistiques démographiques:

a) Nombre des décès	816
Mortalité par 1.000 habitants	20
b) Nombre des naissances	1.854
Natalité par 1.000 habitants	45,59
c) Nombre des décès d'enfants de moins d'un an	247
Mortalité infantile par 1.000 enfants nés vivants	133

d) Principales maladies

Nombre de cas enregistrés en 1947
(chiffres approximatifs)

Paludisme	3.900
Helminthiase (vers)	590
Tuberculose	249
Maladies vénériennes	140

e) Principales causes de décès

La tuberculose pulmonaire et l'anémie sont considérées comme les plus importantes. On ne dispose d'aucun chiffre exact.

L'état de la nutrition s'est grandement amélioré au cours des 18 derniers mois, notamment dans les deux centres urbains les plus importants. Les cas de déficiences de la nutrition sont fréquents dans les régions plus écartées. Leur cause principale est l'ignorance des règles de l'hygiène alimentaire plutôt que la pénurie d'aliments.

Les problèmes les plus importants sont la tuberculose pulmonaire, le paludisme chronique, les déficiences alimentaires et l'ankylostomiase. Du fait des dommages causés par la guerre, parmi lesquels on compte la destruction d'un hôpital gouvernemental, les plans dressés pour résoudre ces problèmes n'en sont encore qu'à leurs phases préliminaires.

D. Conditions de logement et programmes.

Il a été construit des bâtiments provisoires dans les trois villes principales, pratiquement détruites pendant la guerre. La pénurie de main-d'oeuvre et de matériaux fait obstacle à la reconstruction et au remplacement des bâtiments provisoires. Le développement rapide des travaux de la British Malayan Petroleum Company s'est accompagné d'un vaste plan de construction.

E. Assistance sociale et secours.

Il n'existe pas de Département de service social, ni non plus de programme, sauf le programme de distribution d'aliments aux enfants provenant du Fonds international de secours à l'enfance.

F. - G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal.

Des renseignements sont parvenus, mais ils ne sont pas résumés ici.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social.

Aucun programme n'a été dressé dans ce domaine.

III. Conditions de l'enseignement.

Au nombre des problèmes particuliers qui se posent à Brunéi, figurent l'insuffisance de la plupart des établissements scolaires, la pénurie d'écoles dans certaines régions et le besoin d'écoles secondaires et commerciales.

Les dépenses afférentes à l'enseignement se sont élevées, en 1947, à 56.448 dollars. Le Territoire ne reçoit aucune subvention. Il y a deux écoles privées dirigées par une mission catholique romaine.

Il est arrivé des renseignements sur les bâtiments scolaires, les programmes et les langues dans lesquelles l'enseignement est donné ; mais ils ne sont pas résumés ici.

Il n'existe aucun établissement d'enseignement supérieur. Les maîtres choisis pour subir une formation pédagogique suivent des cours pendant trois ans en Malaisie. Le Colonial Development and Welfare Fund offre des bourses d'études à l'étranger.

On envisage de créer une école commerciale.

Il y a 32 écoles primaires (24 malaises, 5 chinoises, 3 anglaises), mais il n'y a pas d'école secondaire. Les écoles malaises appartiennent à l'Etat, les autres appartiennent à des particuliers. Il y a obligation scolaire pour tous les Malais du sexe masculin, de 7 à 14 ans. En 1947, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles malaises était de 1.892, et de 947 dans les écoles chinoises.

Il n'y a pas d'élèves indigènes dans les écoles anglaises.

Le personnel enseignant du Département de l'instruction publique (écoles malaises), se compose de 4 instituteurs ayant subi une formation pédagogique, de 61 instituteurs n'ayant pas subi de formation pédagogique, de 3 instituteurs ecclésiastiques et d'un moniteur d'éducation physique. Dans les écoles malaises, il y a 28 élèves pour un professeur. Les dépenses pour l'instruction se sont élevées à 1 dollar 85 par habitant.

Il est arrivé des renseignements sur d'autres questions relatives à l'enseignement, mais ils ne sont pas résumés ici.

Pour des renseignements sur les programmes de développement, voir le paragraphe I de la Section IV.

IV. Conditions économiques.

A - C Ressources naturelles et production

Les principales ressources naturelles sont le pétrole (auquel l'Etat doit plus des trois quarts de ses recettes), le caoutchouc, le riz, le sagou et les produits forestiers.

Il existe un Département de l'agriculture et un Département des forêts.

La plus grande partie des terres cultivées est consacrée à la culture du riz et du caoutchouc. Les réserves forestières couvrent 635 milles carrés (28 pour 100 de la superficie totale).

Production des principales récoltes :

<u>Cultures</u>	<u>Superficie</u> (en acres)	<u>Production</u> (en tonnes)
Caoutchouc	19.346	2.000
Riz	8.475	1.000
Sagou	2.022	540

Le cheptel totalise 5.493 buffles, 2.185 bovins, 1.990 porcins, 997 caprins et 25.522 volailles. Le principal produit du cheptel est la viande.

Il existe trois principales catégories de forêts : forêts de palétuviers, qui donnent des extraits de tanin; forêts des marécages d'eau douce, qui produisent du jelutong (produit de base pour la gomme à mâcher); forêts de montagne, qui donnent des bois durs et tendres. La production de bois d'oeuvre et d'autres types de bois sur laquelle des redevances ont été perçues au cours de l'année 1947 se montait à 719.000 pieds cubiques.

La production annuelle des pêcheries est de 368 tonnes. Les 500 pêcheurs sont indigènes. Le financement de cette industrie et la vente de ses produits sont entre les mains des Chinois.

La conservation du sol s'effectue par la culture en terrasse, par les cultures dérobées et par un drainage contrôlé. On protège les forêts en créant des réserves et en déconseillant la culture par assolement.

Les pêcheries sont protégées par une législation qui interdit l'emploi de toxiques et d'explosifs.

Dans toutes les régions agricoles, l'approvisionnement en eau est abondant.

Il n'existe pas dans l'Etat d'école d'agriculture. Il existe trois stations agricoles d'expérimentation et de démonstration, et le Département de l'agriculture entretient des services agricoles consultatifs.

Les terres qui n'ont pas déjà de possesseur en titre et pour lesquelles il n'a pas été accordé de concession reconnue sont dévolues à l'Etat; elles peuvent être cédées conformément aux dispositions du Code agricole. Les

propriétés agricoles se répartissent ainsi :

A des indigènes	19.699 acres
A des Européens	7.554 acres
A des non-indigènes, principalement des Chinois	4.600 acres
Au Gouvernement	110 acres

La production pétrolière est réglée par le Oil Mining Enactment (ordonnance sur l'exploitation pétrolière). En 1947, la production a atteint 1.700.231 tonnes et 8.933.448.730 pieds cubiques de gaz naturel. Il n'y a pas d'autre production minière.

Les principales formes d'artisanat sont la fabrication d'objets en argent, la dinanderie, la fabrication de nattes en feuilles de palme et leur tissage. Il est accordé chaque année une subvention d'environ 1.000 dollars pour encourager le développement de l'artisanat.

D - Niveau de vie

Les chiffres du revenu du Territoire manquent.

Les prix de vente au détail sont les suivants: Riz, 25 cents la livre; poisson frais, de 22 à 60 cents la livre; tissu, de 1 à 2 dollars le yard.

E - Communications et transports

<u>Catégorie</u>	<u>Importance</u>
Navigation maritime	Possibilités limitées de communications maritimes; il n'y a pas de renseignements sur le tonnage.
Voies navigables intérieures	Plusieurs rivières navigables.
Chemins de fer	8 milles.
Transports aériens	Service irrégulier par hydravions.
Routes	Environ 122 milles.
Télégraphe	Service radio-télégraphique de Brunéi à Singapour, 4 stations pour communications intérieures.
Téléphone	Dessert trois villes et les plantations environnantes.
Radiodiffusion	Station de Brunéi.

F - Finances publiques

Les recettes et les dépenses gouvernementales pour 1947 atteignaient respectivement 4.389.974 dollars et 1.793.823 dollars.

Il n'existe pas d'impôts directs; les recettes proviennent principalement des taxes douanières, des entreprises gouvernementales (par exemple, postes et télégraphes) et de la propriété privée.

G - Banques et crédit

Il est parvenu des renseignements sur les banques.

H - Commerce international

En 1947, la valeur des importations principales atteignait 6.260.498 dollars et celle des principales exportations était de 31.079.709 dollars.

La valeur des importations de produits alimentaires était de 1.981.132 dollars, celle des cotonnades et sarongs était de 486.444 dollars; celle de l'outillage, de 510.734 dollars.

Les principales exportations étaient les suivantes : Pétrole brut, 29.540.995 dollars ; caoutchouc de plantation, 1.282.214 dollars ; gaz naturel, 256.500 dollars .

Presque tout le commerce de Brunéi se dirige d'abord vers Singapour.

Le Custom Duties Enactment (Ordonnance sur les tarifs douaniers) fixe le règlement des douanes et les tarifs douaniers.

I - Programmes de développement.

Les programmes de développement peuvent se résumer ainsi : On a dressé des plans pour dispenser l'enseignement primaire anglais dans les écoles d'Etat et pour créer l'enseignement secondaire anglais ainsi qu'une école de commerce.

Il va être entrepris un programme de reconstruction des districts urbains endommagés ou détruits pendant la guerre.

GAMBIE

La Gambie, qui comprend une colonie et un protectorat, est située à l'extrémité occidentale du continent africain, entre 13° et 16° de longitude ouest. Elle couvre une bande de terrain longeant les deux rives du fleuve Gambie depuis son embouchure dans l'Atlantique jusqu'à 190 milles environ à l'intérieur du pays, formant une enclave dans la colonie française du Sénégal.

La colonie proprement dite, d'une superficie totale de 69 milles carrés, comprend l'île Sainte-Marie, le Komko britannique, Albrede, Le Mille Cede, l'île Mac Carthey, et différentes autres îles et territoires sur les bords du fleuve; le reste du territoire, d'une superficie de 3.999 milles carrés, forme le protectorat.

On estime que la population totale du territoire se chiffrait en 1946 à 249.000 habitants.

II. Conditions socialesA. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles.

Aucun problème particulier ne se pose en la matière dans le territoire.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

La politique suivie a pour but de procurer aux travailleurs un niveau de vie plus élevé et de meilleures conditions de travail, d'augmenter et d'intensifier le rendement de la main-d'oeuvre par une formation professionnelle adéquate, de développer l'institution des syndicats ouvriers, d'établir un système de fixation des salaires, d'encourager enfin l'établissement de bonnes relations entre employeurs et salariés.

Il n'y a qu'un petit nombre de salariés dans le Territoire. Les employés de bureau gagnent de 5 à 25 livres par mois, les ouvriers spécialisés de 4 s. 6 d. à 8 s. 6 d., et les manoeuvres de 2 s. 3 d. à 2 s. 6 d. par jour.

Il existe trois syndicats déclarés comportant 530 membres. Les employeurs sont représentés par des chambres de commerce.

L'ordonnance sur le travail (Labour Ordinance) prévoit le libre arbitrage pour le règlement des conflits du travail. Le Conseil consultatif du travail (Labour Advisory Board), composé de représentants des employeurs et des ouvriers, doit être saisi préalablement de toute question intéressant le travail et devant être soumise au gouvernement.

L'ordonnance sur les syndicats ouvriers (Trade Union Ordinance) autorise l'institution des syndicats ouvriers. Ceux-ci, entre autres obligations, doivent présenter à l'inspection leur bilan annuel.

La législation du travail en vigueur établit une réglementation en ce qui concerne les questions ci-dessous :

- Recrutement des travailleurs
- Travail des femmes
- Travail des enfants
- Travail des personnes mineures
- Fixation des salaires
- Accidents du travail

La main-d'oeuvre est abondante excepté pendant la durée de la campagne des cultures au cours de laquelle des manoeuvres supplémentaires provenant du Protectorat sont employées pour le chargement des arachides.

Des cultivateurs migrants des territoires voisins entrent temporairement en Gambie pendant la campagne de l'arachide.

Un certain nombre de travailleurs originaires des territoires français viennent également travailler au transbordement des arachides transportées par chalands sur les bateaux.

C. Hygiène et santé publique

Compte tenu du fait que presque toutes les maladies endémiques comme la paludisme, la fièvre jaune, la trypanosomiose, la variole, la lèpre, la tuberculose peuvent faire l'objet de mesures préventives, la politique suivie en matière d'hygiène et de santé publique vise essentiellement à l'instauration d'une action prophylactique. Les principaux problèmes sont ceux que posent l'initiation aux règles d'hygiène et l'amélioration des conditions sanitaires et de logement. Les agents visiteurs des services d'assistance sociale gouvernementaux et privés, vont visiter les mères chez elles, pour leur donner des conseils en matière d'hygiène et d'éducation des enfants, et pour les éclairer sur les avantages des méthodes thérapeutiques modernes.

Les administrations indigènes dans le Protectorat ont la responsabilité de l'état de propreté des rues et des marchés, tâche dont elles s'acquittent avec le concours du personnel sanitaire du Gouvernement.

Les dépenses afférentes à la santé publique ont été prises en charge par le Gouvernement territorial à concurrence de 50.000 livres, le Gouvernement métropolitain y contribuant pour 17.582 livres.

Le Territoire possède deux hôpitaux avec 156 lits (outre une trentaine de dispensaires dans le Protectorat).

Le personnel médical du gouvernement comprend 7 médecins, 8 soeurs infirmières, 45 infirmières, 30 sages-femmes, 4 inspecteurs d'hygiène et 26 inspecteurs sanitaires. Il y a en outre un médecin civil.

La formation des agents subalternes est assurée par le personnel supérieur.

Les statistiques démographiques qui suivent concernent Bathurst (population 21.152 en 1944).

a) Nombre des décès	437	
Taux par 1.000 habitants	21	
b) Nombre de naissances	701	
Taux par 1.000 habitants	34	
c) Nombre de décès parmi les enfants de moins d'un an	84	
Mortalité infantile (nombre de décès par 1.000 enfants nés vivants)	120	
d) Principales maladies		Nombre de cas
Paludisme		7.000
Maladie du sommeil		2.225
Affections intestinales		9.841
Affections pulmonaires		6.005
Pian		5.792
Syphilis		662
Blénnorrhagie		1.895
Maladie des yeux		3.539
Ulcères de la peau		4.011
e) Principales causes de décès		Nombre de décès
Paludisme		75
Bronchite et pneumonie		106
Dysenterie		36
Morts-nés et maladies infantiles		32
Tuberculose (pulmonaire)		26
Tuberculose (autres formes)		28
Affections myo-cardiaques		26
Coqueluche		13

La sous-alimentation est généralisée. Les principales carences constatées sont celles qui concernent les vitamines A et B. La mission des recherches sur la nutrition humaine, faisant partie du Conseil des recherches médicales, a choisi la Gambie comme terrain d'études et de recherches approfondies.

D) Conditions de logement et programme

Dans le Protectorat, les maisons sont construites en boue et couvertes de chaume. La population de Bathurst est concentrée sur les quelques

centaines d'acres de terre propre à la construction de maisons, le reste de la surface de l'île consiste en marécages. Un programme pour la mise en valeur des terres de Bathurst, commencé en 1947, sera probablement achevé en 1949. La réalisation de ce programme transformera 450 acres de marécages en terrain de jeux, jardins, places publiques, et terrains servant à la construction de nouvelles maisons.

Afin de décongestionner la capitale, le Gouvernement invite les personnes aisées de la ville à s'installer dans un site se trouvant à une distance de 8 milles environ de Bathurst.

E. Assistance sociale et secours

La sécurité sociale n'est pas organisée, mais il existe à Bathurst un asile pour les infirmes, entretenu par le Gouvernement. Le fonctionnaire chargé de l'assistance sociale entreprend actuellement la lutte contre l'analphabétisme des masses.

F. - G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal

Les renseignements ont été transmis, mais ne figurent pas dans ce résumé.

H. Renseignements sur les programmes de développement

Voir chapitre I de la section IV.

III. Conditions de l'enseignement

Les buts poursuivis sont l'extension de l'enseignement primaire dans le Protectorat, le développement des écoles existantes et la formation des maîtres. Le grand problème réside dans le manque de maîtres et l'absence de crédits.

A Bathurst et dans la colonie, l'enseignement primaire est organisé par le Gouvernement.

Dans le Protectorat, cet enseignement est dirigé par les administrations autochtones, le Gouvernement prenant en charge les traitements des maîtres, ou par les missions, qui reçoivent des subsides du Gouvernement. Les missions assurent également l'enseignement secondaire à l'aide de subsides gouvernementaux accordés pour les traitements des maîtres.

Les renseignements transmis au sujet des bâtiments scolaires, du programme d'études et des langues enseignées, ne figurent pas dans ce résumé.

Des possibilités d'accès à l'enseignement supérieur sont fournies par des bourses du Gouvernement de Gambie et du British Council (Conseil britannique), des bourses de formation de maîtres aux collèges de l'Afrique occidentale et des bourses créées par le Colonial Development & Welfare Fund.

Dans la colonie, des cours d'adultes pour garçons et filles au-dessus de l'âge scolaire existent à Bathurst. Dans quelques villages du Protectorat,

des cours sont donnés par le fonctionnaire d'assistance sociale ou par l'Unité mobile de nutrition, pour apprendre à lire et à écrire aux adultes.

Quant à l'enseignement professionnel, les employés du bureau sont formés à l'Ecole commerciale du Gouvernement, les artisans au Département des services publics, les assistants agronomes au Département de l'agriculture, et les infirmières et pharmaciens au Département de la santé publique. On envisage la création d'une école normale d'instituteurs.

Le nombre d'enfants d'âge scolaire en Gambie a été de 44.033, dont 3.220 ou 7,2 pour 100 fréquentaient les écoles. A Bathurst, la fréquentation scolaire par rapport aux enfants d'âge scolaire, est de 66 pour 100 tandis que dans le Protectorat elle est de 1,4 pour 100 seulement.

Le nombre d'enfants dans les écoles primaires a été de 2.882, et de 338 dans les écoles secondaires. Il y a un maître pour 23 élèves dans les écoles primaires, et pour 15 élèves dans les écoles secondaires.

Les dépenses de l'enseignement sont de 7 livres environ par élève.

Parmi les 148 maîtres, 82 n'ont pas reçu de formation professionnelle, 42 ont été formés dans le Territoire, dans le Sierra Leone ou dans la Côte d'Ivoire; 7 ont obtenu le certificat postsecondaire et reçu une instruction professionnelle en Afrique occidentale (West Africa), 13 sont également titulaires du certificat postsecondaire et ont fait leurs études dans le Royaume-Uni, 4 sont autorisés à enseigner, qu'ils aient ou non un diplôme d'enseignement.

Le Conseil britannique (British Council) entretient une bibliothèque dont les livres peuvent être empruntés et consultés. Le Conseil organise aussi des séances de cinéma, des conférences et des lectures et interprétations dramatiques etc. Le fonctionnaire chargé de la presse organise également des séances de cinéma et des diffusions radiophoniques.

Les renseignements concernant les différentes espèces d'écoles, les livres scolaires, etc., ont été transmis, mais ne figurent pas dans ce résumé.

Pour les renseignements sur les programmes de développement, voir chapitre I de la section IV.

IV. Conditions économiques

A. - C. Ressources naturelles et production

La Gambie est un pays essentiellement agricole. En dehors des cultures vivrières on produit l'arachide pour l'exportation. L'élevage du bétail, des moutons et des chèvres est pratiqué, ainsi que la pêche.

Le Département de l'agriculture comprend 5 ingénieurs agronomes européens, 5 assistants agronomes africains, 11 moniteurs et 2 employés de bureau.

Il y a quelques savanes boisées, des plaines avoisinant le fleuve, qui sont temporairement inondées par l'eau salée, et qui servent de pâturages pendant la saison sèche, des terres arables enfin, utilisées pour les cultures vivrières comme les céréales, les légumineuses, ainsi que pour la culture de l'arachide..

Les principales productions ont été les suivantes :

Rendement moyen par acre

Arachides	1.120 livres	(non décortiqué)
Maïs de Guinée	580 "	(grains secs)
Sorgho	490 "	(grains secs)
Riz	1.000 "	(non décortiqué)
Maïs	1.500 "	(épis)
Digitaria	580 "	(grains secs)
Manioc	4.630 "	(racines fraîches)
Coton	200 "	(graines)

Le cheptel comprend 80.000 bovins environ et des moutons et chèvres en nombre inconnu. Le Département de l'agriculture exploite une petite industrie laitière.

On a engagé les services d'un maître pêcheur pour améliorer les techniques de la pêche et obtenir ainsi une augmentation du rendement.

Une station expérimentale agricole assure la formation du personnel agronome subalterne.

Toutes les terres arables du Protectorat sont dévolues aux administrations autochtones; les cultivateurs les détiennent à titre d'occupation temporaire.

La location à bail des terres aux originaires de Gambie et aux originaires des autres territoires est en général limitée aux terrains à exploitation commerciale. Dans la colonie, les terres font de plus en plus l'objet de baux à ferme, accordés par la Couronne.

Le Gouvernement contrôle la commercialisation des produits d'exportation (comme les oléagineux), par un système de licences d'achat au producteur à un prix fixé.

Toutes les entreprises d'électricité appartiennent au Gouvernement. La production des trois centrales électriques dans la colonie s'est élevée à 733.809 unités dont 442.520 ont été vendues. Il existe trois centrales électriques principales dans le Protectorat.

La production d'huile d'arachide et de palme sortie de presses à main, a été de 50.000 à 60.000 gallons, et celle de purée de tomates de 5.386 bouteilles environ.

L'artisanat local s'occupe surtout du filage, du tissage, de la poterie, des travaux de bambou et de la fabrication de nattes.

D. Niveau de vie

Les prix de détail maxima de certaines denrées ont été les suivants :

Viande	de 6 pence à 1 shilling 1 penny la livre
Sucre	de 6 pence à 8 pence la livre
Farine	de 1 shilling 2 pence 1/2 à 1 shilling 3 pence pour 2 livres
Manioc (racines)	1 penny 1/2 la livre.

E. Transports et communications

Des navires marchands britanniques (345.789 tonnes) et étrangers (70.938 tonnes), ainsi que 2 vaisseaux de guerre britanniques ont fait escale en Gambie. Deux navires ont effectué 41 voyages sur les voies navigables intérieures. Le service téléphonique a 364 abonnés. Il existe 4 stations radiotélégraphiques.

Il y a dans le Territoire 45 kilomètres de routes goudronnées et 5 kilomètres de route en latérite. Une route qui doit relier à travers la Gambie la colonie française du Sénégal à sa province de Casamance est actuellement en construction.

Il y a un aéroport à Yundum.

F. Finances publiques

Les recettes totales du Gouvernement pour l'exercice 1947 se sont élevées à 680.840 livres 5 shillings 4 pence (y compris une subvention de 76.643 livres 8 shillings 2 pence) et les dépenses totales à 638.986 livres 15 shillings 11 pence.

Ci-après on trouvera quelques exemples concernant l'impôt sur le revenu, compte tenu de certains dégrèvements :

		Taux
Sur chaque livre des premières	200 livres	6 shillings
" " " " "	300 " suivantes	1 shilling
" " " " "	400 " "	3 shillings
" " " " "	1.100 " "	5 shillings
" " " " "	3.000 " "	10 shillings
" " " " "	5.000 " "	14 shillings 6
" " " dépassant	10.000 " -	17 shillings
Sociétés commerciales - sur chaque livre -		10 shillings 6 pence

G. Banques et crédits

La Caisse d'épargne du Gouvernement comptait au 31 décembre 1947, 6.000 déposants avec un total de dépôts s'élevant à 124.000 livres. Le taux

"d.d."

d'intérêt était de 2 1/2 pour 100 par an. La Banque de l'Afrique occidentale britannique fonctionne également dans le Territoire.

H. Commerce international

La valeur totale des importations (à l'exclusion de la monnaie en espèce) s'est élevée à 1.653.390 livres, et celle des exportations à 1.163.294 livres (y compris les réexportations qui se montaient à 56.924 livres, mais qui ne comprenaient pas la monnaie en espèce).

Les principaux articles d'exportation ont été :

<u>Produits</u>	<u>Quantités</u>	<u>Valeur en livres</u>
Arachides		
(décortiquées et non décortiquées)	54.245 tonnes	1.066.127 livres
Amandes de palme	1.159 tonnes	24.482 livres
Huiles (comestibles et autres)	21.633 gallons	9.891 livres
Cire d'abeilles	30.252 livres	2.670 livres
Fourrage (tourteaux d'arachide)	157 tonnes	1.165 livres

I. Programmes de développement

Des crédits d'environ 88.000 livres ont été provisoirement accordés pour la première tranche de la reconstruction du Victoria Hospital à Bathurst, ainsi que pour la reconstruction de trois centres médicaux dans le Protectorat. Les travaux d'agrandissement et de modernisation de l'hôpital de Bansang sont presque entièrement terminés.

On procède actuellement à l'intégration dans les services du Protectorat d'un personnel médical complémentaire recruté et formé antérieurement.

La réalisation du programme du service de la nutrition humaine se poursuit activement. On a organisé les installations et le personnel, réuni l'équipement technique, choisi les terrains d'exploitation, et introduit la mécanisation de la culture.

La réalisation du programme d'assèchement de Bathurst par drainage à ciel ouvert (Bathurst Surface Draining Scheme), dont le coût est évalué à 118.000 livres, progresse favorablement, et on envisage l'amélioration des installations sanitaires.

A Bathurst, le Gouvernement du territoire a pris en charge l'enseignement primaire, à l'aide de subventions provenant du Colonial Development and Welfare Fund.

JAMAÏQUE

La Jamaïque est une île de la mer des Antilles. Elle est située au sud de Cuba et au sud-ouest de Haïti. Sa population est évaluée à 1.273.000 habitants.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

La population est en majorité de race noire ou de descendance négro-européenne, avec des minorités formées d'Européens, d'Hindous et de Chinois. Les relations raciales ne posent aucun problème social. Il n'existe pas de lois discriminatoires ni de lois anti-discriminatoires.

B. Situation de la main-d'oeuvre et de l'emploi

La politique suivie en matière de travail tend à encourager le syndicalisme et des relations industrielles harmonieuses, le développement de la sécurité, de la santé et du bien-être des travailleurs, le respect des normes fixées par les conventions internationales du travail et la création d'industries nouvelles. L'emploi saisonnier sur les plantations de canne pose un problème particulier. Les relations entre patrons et ouvriers ont besoin d'être considérablement améliorées. On encourage la formation de comités mixtes ouvriers et patronaux. Dans certaines industries des inspecteurs de la sécurité ayant reçu une formation spéciale ont été désignés pour assurer l'application des lois en vigueur.

On ne dispose pas de statistiques sûres portant sur l'importance de l'emploi et du chômage en 1947. On sait que plusieurs milliers d'ouvriers étaient en chômage. Pendant la "campagne" de janvier à juin, 35.962 ouvriers étaient employés dans l'industrie sucrière. Pendant le reste de l'année, l'emploi dans les plantations de sucre est généralement intermittent.

Le taux minimum des salaires des travailleurs agricoles de l'industrie sucrière varie entre 5 shillings 3 pence et 6 shillings par jour pour les hommes ; pour les femmes, ce taux varie entre 3 shillings 9 pence et 4 shillings 6 pence par jour. Les salariés qui travaillent dans les garages et dans les ateliers perçoivent les salaires hebdomadaires les plus élevés, soit 94 shillings et 73 shillings 9 pence pour des semaines de 48 et 45 heures respectivement. Les domestiques non spécialisés travaillent

71 heures pour 11 s.; les cuisiniers, 75 heures pour 15 s. 6 d.; les jardiniers 71 heures pour 15 s. 10 d. Le gouvernement est l'employeur le plus important pour les ouvriers du bâtiment et il paie les ouvriers qualifiés, 60 s. par semaine et les ouvriers non-qualifiés 6 d. par jour.

La loi sur les syndicats exige la déclaration obligatoire. Les organisations patronales et ouvrières ainsi déclarées échappent à la responsabilité civile dans le domaine de leur activité.

Il existe 14 syndicats affiliés à la Confédération des syndicats de Jamaïque. Trois syndicats ne sont pas affiliés, le plus important étant le syndicat industriel de Bustamante qui groupe 52.331 ouvriers. On trouve 15 associations patronales importantes, les 3 principales groupant 18.555 planteurs de bananiers, 10.767 planteurs de canne et 15.181 planteurs d'agrumes.

Depuis 1939, le Département du travail intervient dans le règlement des conflits du travail en vue de le faciliter. Toutefois, au cours des deux dernières années, les patrons et les ouvriers ont réglé de nombreux différends sans l'intervention d'une tierce partie. En décembre 1947, une firme a créé un comité mixte patronal et ouvrier. Le Département du travail encourage cette pratique.

Au cours de l'année 1947, on a signalé 30 conflits industriels. Deux de ces conflits ont été soumis à des tribunaux d'arbitrage. Vingt-huit grèves touchant 13.744 ouvriers ont entraîné la perte de 259.782 journées de travail, dont la plupart dans l'agriculture. Seize grèves ont fait l'objet d'un règlement favorable aux ouvriers, dans six cas leurs revendications ont été rejetées, un cas a été réglé par un compromis et dans 4 cas, les conditions de règlement n'ont pas été précisées. Un conflit intéressant 427 ouvriers restait encore à régler à la fin de l'année.

Voici la législation du travail actuellement en vigueur :

Emploi des femmes, 1941, 1942

Emploi des enfants, 1941

Salaires minima, 1938

Indemnités aux accidentés du travail, 1939, 1941, 1942

Heures de travail, 1938

Loi sur les usines, 1940, 1942, 1943

Protection contre les accidents, 1941

Les arrangements conclus avec le Gouvernement des Etats-Unis pour l'emploi des travailleurs agricoles sont devenus caducs en 1947 mais les cultivateurs américains ont été autorisés à faire entrer des travailleurs sous certaines conditions. 4.769 travailleurs agricoles étaient employés aux Etats-Unis; 1.438 d'entre eux ont été recrutés en 1947. Les contrats

se dressaient conformément aux conventions internationales du travail. Le gouvernement a nommé un fonctionnaire et un personnel de liaison chargés de veiller au bien-être de ces travailleurs.

C. Hygiène et santé publique

Dans le domaine de la santé, la tuberculose, les maladies vénériennes et le paludisme ont constitué en 1947 les principaux problèmes. La politique suivie consiste à améliorer les mesures de contrôle, à accroître le personnel en consentant des dépenses supplémentaires et à supprimer les causes chaque fois qu'il est possible. Le problème est que la population ne tire pas pleinement parti des traitements et des moyens d'éducation qui lui sont offerts. Un bureau d'enseignement de l'hygiène s'est créé en 1946. Il utilise des expositions, le cinéma, des affiches et la presse pour répandre des renseignements.

Les dépenses médicales pour l'exercice qui prenait fin le 31 mars 1947 se sont élevées à 613.729 livres, 19 s., 5d.

Les installations médicales comprennent 26 hôpitaux officiels, avec 5.699 lits, et 34 hôpitaux et cliniques privés, avec 279 lits. On trouve au service du gouvernement 127 médecins, 4 dentistes assurant un service complet et 4 dentistes assurant un service partiel, et 553 infirmières. Sur 1.280 sages-femmes, 370 sont employées par le gouvernement. Le nombre total des médecins inscrits au registre de la profession médicale est de 287; celui des dentistes, de 86. Il n'existe pas de moyens permettant de former des médecins et des dentistes. Toutefois, une école médicale sera ouverte en octobre 1948 et fera partie de l'Université des Antilles qui se trouve à la Jamaïque. Les infirmières et les sages-femmes sont formées sur place.

On dispose des statistiques démographiques suivantes :

a)	Nombre de décès	18.756
	Mortalité par 1.000 habitants	14,13
b)	Nombre de naissances	43.256
	Natalité par 1.000 habitants	32,59
c)	Nombre de décès d'enfants de moins d'un an	3.976
	Mortalité infantile par 1.000 enfants nés vivants	91,92

On a procédé à diverses enquêtes sur l'état de la nutrition. Celles-ci ont montré en 1945, dans le régime général des ouvriers un excès d'aliments hydrocarbonés et un manque d'éléments protecteurs, plus spécialement de

protéines et de vitamine B. La nutrition des adultes varie avec les saisons; elle est légèrement meilleure à la saison de la mangue, de l'avocat et des agrumes. En 1946, les déficiences alimentaires étaient chose commune parmi les bébés et les jeunes enfants. L'augmentation du nombre des repas servis par les cantines scolaires et de la quantité de lait accordée aux enfants a amélioré la nutrition des jeunes générations.

D. Conditions de logement et programme.

Il existe un programme de restauration du logement, pour le financement duquel le Comité des sociétés de prêt agricole a consenti un prêt de 117.923 livres. Le gouvernement a consenti des subventions s'élevant à 51.054 livres 9s. 7d. pour faire face aux frais élevés de construction, sous réserve que le prix de revient des bâtiments ne dépasse pas 200 livres. Ces subventions viennent en déduction des prêts. Des subventions sont également accordées aux anciens militaires. On a entrepris à Western Kingston, où existe une grave pénurie de logement, la réalisation d'un programme de construction d'urgence.

E. Assistance sociale et secours.

Il n'existe pas de systèmes d'allocations sociales ou de pensions pour la vieillesse. Les dépenses de service social se sont élevées en 1947 à 798.218 livres. Des programmes de secours ont fourni des emplois de court durée à plus de 41.550 personnes entraînant une dépense de 501.476 livres. Les secours aux indigents se sont élevés à 200.648 livres. Au 31 mars 1947, il y avait 14.405 indigents inscrits, dont 11.802 recevaient une indemnité hebdomadaire, 2.603 étaient pensionnaires d'asiles (un dans chaque paroisse) et 1.291 étaient des enfants placés dans des foyers charitables ou des écoles professionnelles du gouvernement. Vingt à trente institutions charitables fonctionnent au moyen de fonds publics ou en fait par l'apport de dons publics et de dons; elles ont dépensé 40.870 livres.

F.G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal.

Il est parvenu des renseignements, mais ils ne sont pas résumés ici.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social.

Voir le paragraphe I de la section IV.

III. Conditions de l'enseignement

La politique suivie en matière d'enseignement est de créer toutes les écoles primaires nécessaires et de les doter de personnel; d'organiser des crèches et des écoles maternelles, de donner, après onze ans, une instruction secondaire à certains enfants sélectionnés, d'assurer la formation professionnelle spécialisée et de développer l'instruction supérieure au moyen de bourses accordées à un nombre limité d'enfants, l'instruction de la masse et finalement l'instruction obligatoire.

Le problème fondamental consiste à assurer l'instruction d'un nombre d'enfants toujours croissant, avec les fonds disponibles malgré des dépenses unitaires croissantes et le besoin d'améliorer l'équipement.

Aux termes de la Constitution de 1944, l'un des cinq membres du Conseil exécutif élus par le peuple a le titre de Ministre de l'éducation. Il est de descendance africaine. Le personnel du Département de l'éducation - aussi bien le personnel d'administration que le personnel de secrétariat - est indigène à quelques exceptions près.

Une Commission de l'enseignement, où l'Eglise est représentée, s'occupe de l'instruction élémentaire; la Commission des écoles de la Jamaïque s'occupe de l'éducation secondaire; des Comités consultatifs distincts s'occupent des écoles techniques et des écoles professionnelles. Ces groupes sont essentiellement jamaïcains.

Le total des dépenses consacrées à l'éducation a été de 1.114.227 livres. L'aide du Gouvernement métropolitain s'est élevée à 129.332 livres. Les contributions de l'Eglise à l'instruction se présentent sous la forme de services (direction) plutôt que sous la forme financière.

Il est parvenu des renseignements sur les bâtiments scolaires et les programmes et sur la langue véhiculaire, mais ils ne sont pas résumés ici.

Des occasions de recevoir une instruction supérieure seront offertes en octobre 1948, quand l'Université des Antilles ouvrira des cours à un certain nombre d'étudiants dans son école de médecine.

La Faculté des arts et celle des sciences doivent ouvrir en 1950. Cette Université et le Collège Saint-George, collège subventionné, permettent à un petit nombre d'étudiants de passer les External Examinations de l'Université de Londres.

D'autres étudiants reçoivent une formation universitaire dans le Royaume-Uni, au Canada et aux Etats-Unis. Un nombre limité de bourses leur est offert.

Les possibilités d'instruction systématique offertes aux adultes sont très restreintes.

Il y a 750 étudiants inscrits pour les cours du soir à l'école technique de Kingston. Un service d'extension de l'Université des Antilles organise des conférences dans diverses villes. L'Institut de la Jamaïque organise des conférences et des concerts.

La Jamaica Welfare (1943) Ltd., largement subventionnée par le gouvernement, est la principale institution d'instruction des adultes dans les régions rurales. Son programme d'amélioration des méthodes de culture, d'amélioration du logement, du régime alimentaire, de la coopération, de l'épargne et de l'instruction, connaît un grand succès. Le Lands Department remplit un programme analogue sur une moindre échelle.

Quelque 1.500 étudiants suivent les cours de l'école technique officielle de Kingston, qui, dans ses cours du jour et du soir, donne un enseignement portant sur les constructions mécaniques, le bâtiment, l'enseignement ménager et les questions commerciales. Il existe trois centres officiels de formation pratique pour les garçons, et un pour les filles, tous situés dans les régions rurales. La formation y est surtout agricole et porte également sur les techniques connexes. Trois cents garçons et 60 filles environ, dont l'âge s'échelonne entre 15 et 20 ans, sont inscrits pour des cours dont la durée varie entre deux ou trois ans. Les étudiants particulièrement doués peuvent entrer à l'Ecole d'agriculture de la Jamaïque ou à l'Ecole technique. Des bourses d'études commerciales et agricoles sont accordées chaque année. Le gouvernement offre un certain nombre de bourses professionnelles. Des apprentis étudient pendant deux ans, dans des fermes-écoles, l'agriculture appliquée, la culture collective et le civisme.

Le recensement de 1943 a montré que 26 pour 100 de la population adulte ne savaient ni lire, ni écrire. Environ 74 pour 100 des enfants sont inscrits dans les écoles. Il y a 185.653 enfants inscrits dans les écoles primaires, 4.541 dans les écoles secondaires et 3.562 dans d'autres institutions. Parmi les instituteurs 3.477 sont indigènes et 124 viennent de l'extérieur. Les instituteurs des écoles primaires doivent satisfaire à certains examens d'école normale. La plupart des maîtres de l'enseignement secondaire ont des titres universitaires et certains ont un diplôme d'enseignement. Un certain nombre d'instituteurs adjoints n'ont que le certificat d'école supérieure ou leur diplôme de fin d'études secondaires. Il y a un maître pour 53 élèves. Les sommes prélevées sur les revenus et les fonds locaux pour couvrir les dépenses d'enseignement représentent 13 s. 11 d. par habitant.

Il est parvenu des renseignements sur les institutions culturelles et pédagogiques, mais ils ne sont pas résumés ici.

IV. Conditions économiques

A.- C. Ressources naturelles et production

Le territoire se divise en trois régions topographiques : la plaine côtière, le plateau central et la région montagneuse de l'intérieur. La variété des récoltes est plus grande que dans la majorité des autres îles des Antilles. Les ressources les plus importantes sont les cultures alimentaires, le sucre et le rhum, le bétail, la banane, la noix de coco, les agrumes et le tabac. Il y a 105.931 hectares de forêts, dont 90.132 hectares sont des réserves forestières. Dix pour cent seulement des régions forestières sont productives. Cette partie a été surexploitée et comme bois d'oeuvre il reste peu à abattre. Douze cents hectares sont actuellement réservés aux plantations de jeunes arbres destinés à fournir du bois d'oeuvre.

Les dépenses du Département de l'agriculture se sont élevées à 89.870 livres. La superficie du territoire est de 1.127.600 hectares. Sur ce total il y a 153.200 hectares en culture, 124.800 hectares cultivables mais inexploités, 238.000 hectares de pâturages, 123.200 hectares de bois et 78.000 hectares consacrés à d'autres usages.

Pendant l'année 1947, une superficie évaluée à 26.416 hectares, plantée en canne, a donné 1.629.189 tonnes de canne et 170.254 tonnes de sucre ; 37.437 hectares de bananiers ont donné 11.728.000 régimes ; 53.000 hectares de cocotiers ont donné 140.065.000 noix en 1942.

Il y avait 225.736 bovins, 25.462 mulets, 51.241 ânes, 217.985 porcins et 261.817 caprins en 1942. On dispose chaque année des peaux de 30.000 têtes de bétail.

On trouve sur le territoire des sucreries modernes et des usines pour le traitement du lait, du café, du maïs, des noix de coco, des agrumes, des tomates, du tabac et du sisal.

Un matériel moderne est utilisé dans les champs de canne. Les engrais et les différents types de sol font l'objet d'études. On procède actuellement à des expériences pour obtenir une race tropicale de vaches laitières, en utilisant des zébus, la race de Jersey et celle du Holstein. On procède également à des recherches en vue de la production de variétés améliorées de bananes, d'agrumes, d'avocats, de mangues, de canne, de cacao, de café, de céréales, de légumineuses, de légumes, d'épices, d'huiles et de fibres. La lutte contre les maladies des plantes se limite à l'emploi de fongicides utilisés principalement pour combattre la tache du bananier.

Les principaux centres d'enseignement et de recherches agricoles sont l'Ecole d'agriculture de la Jamaïque, deux stations d'expérimentation agricole, une station de démonstration et 48 centres d'amélioration du cheptel. L'industrie

du sucre a créé une organisation de recherches sur le sucre.

La principale forme de tenure foncière est la pleine propriété, mais on procède actuellement à des expériences pour établir un système de location à bail. Une superficie évaluée à 970.226 hectares est actuellement cédée, 34.749 hectares sont en cours de cession, 124.294 hectares sont inaliénés. Il y a 717.467 hectares de terres agricoles dont 428.449 hectares sont exploités par des propriétaires, 45.292 hectares par des locataires et 243.525 hectares par des régisseurs.

Les crédits réservés aux agriculteurs sont fournis par des actionnaires privés, des entreprises de construction, des compagnies d'assurances, des banques commerciales et les 120 sociétés de crédit agricole ou banques coopératives populaires.

Le Département du commerce et de l'industrie organise la vente des produits agricoles du territoire. Pour encourager la production agricole destinée à la consommation intérieure, le gouvernement a fixé un prix minimum garanti pour l'année qui prend fin le 30 septembre 1948. Ce prix sera garanti pendant une nouvelle année. Les cultivateurs sont libres de vendre à des institutions privées si les prix en vigueur sur le marché sont supérieurs aux prix minima garantis par le gouvernement.

Il y a 12 centrales Diesel, 3 centrales hydro-électriques et une centrale thermique. La production d'énergie électrique a atteint en 1946 près de 46 millions et demi de kilowatts. L'utilisation de l'énergie électrique se développe dans l'industrie. On compte 25 sucreries disposant chacune d'une distillerie; 15 machines pour décortiquer le riz; 2 fabriques d'huiles comestibles; 7 usines sidérurgiques; 6 fabriques de vêtements; 1 fabrique de semoule de maïs appartenant au gouvernement; 1 fabrique d'allumettes subventionnée par le gouvernement; 1 fabrique de lait concentré, subventionnée par le gouvernement; 5 fabriques de confiserie et 1 fabrique de levure alimentaire.

Les tapis, les chapeaux, les sacs, les chaussures, les sandales et les articles de nouveauté sont les principaux produits de l'artisanat. La Jamica Welfare Ltd. encourage cette industrie avec une subvention annuelle du gouvernement de 30.000 livres. La totalité des avoirs de 583 sociétés coopératives et de groupes de crédit, qui comptent 84.549 membres, s'élève à 126.215 livres sterling.

D. Niveau de vie

Le revenu du territoire s'est élevé à environ 72 millions de livres sterling. Le revenu par habitant était évalué à 55 livres par an. Cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf personnes ont gagné 200 livres ou moins, 8.623 personnes ont gagné jusqu'à 300 livres et 3.685 personnes jusqu'à 400 livres.

Les prix de détail de certains produits de base, exprimés en pence par livre, sont les suivants. Poisson calé, 11 1/4; riz, 10 1/4; semoule de maïs 4 1/2; farine, 5; viande fraîche, 12.

A la fin de 1947, l'indice du coût de la vie était de 206,29 en prenant comme base l'indice 100 pour le mois d'août 1939.

E. Communications et transports

Des expéditions directes sont organisées vers le Royaume-Uni, le Canada et les Etats-Unis. Environ 35 lignes de navigation desservent le territoire par ses cinq ports. Il y a 13 quais à Kingston. On utilise une voie fluviale intérieure. La longueur des voies ferrées est de 370 kilomètres. Quatre lignes aériennes font usage des deux aéroports. Il y a 4.100 kilomètres de routes principales et 7.100 kilomètres de routes secondaires. Sur la totalité, il y a 6.740 kilomètres de routes à revêtement. Il y a deux compagnies télégraphiques et 6.237 abonnés au téléphone.

F. Finances publiques

Les dépenses du Gouvernement se sont élevées à 7.851.029 livres, 13 s. 9 1/2 d. Le revenu normal du Gouvernement s'est élevé à 7.846.262 livres, 6 s. 8 d. Les subventions de la métropole se sont élevées à 519.166 livres 13 s. 8 d. Les principales sources de revenu sont les douanes, qui ont fourni 3.081.432 livres, et les impôts directs, qui ont rapporté 2.924.807 livres.

L'impôt sur le revenu est fixé à 7 pence pour chacune des 100 premières livres et à 7 pence supplémentaires à chaque tranche suivante de 100 livres jusqu'à 600 livres. Les Sociétés sont imposées au taux de 7 shilling 6 pence par livre sterling. Les revenus privés dépassant 2.000 livres sterling sont frappés d'une surimposition de 1 shilling 3 pence par livre pour les premières 1.000 livres, et de 1 shilling 3 pence de plus à chaque tranche suivante de 1.000 livres.

G. Banque et crédit

Les renseignements envoyés portent sur le nombre des banques.

H. Commerce international

La valeur totale des importations pour l'année 1947 a été de 18.942.877 livres. Les principaux produits importés étaient : les viandes, 160.307 livres, les céréales, 2.726.428 livres et le poisson, 949.111 livres. La valeur totale des exportations a été de 10.171.038 livres. Les principaux articles d'exportation ont été les fruits et les oléagineux, 2.343.955 livres, le sucre, 2.711.052 livres; les boissons 2.723.406 livres et le tabac, 911.656 livres.

Les importations en provenance du Royaume-Uni se sont élevées à 3.795.869 livres, du Canada à 5.401.774 livres, des Etats-Unis, à 6.386.132 livres. Les exportations vers le Royaume-Uni se sont élevées à 7.905.195 livres; vers le Canada à 1.262.004 livres; vers les Etats-Unis à 303.931 livres.

Pendant l'année 1947, des accords commerciaux ont été signés avec le Ministère du ravitaillement de Grande-Bretagne au sujet du prix des bananes de la Jamaïque. Des accords ont également été signés avec d'autres territoires des Antilles au sujet de la limitation des importations et des exportations d'huiles et de graisses.

I. Programmes de développement

Un programme de développement de dix ans est en cours d'exécution à la Jamaïque depuis avril 1946. Il est financé par des sommes provenant du revenu général, d'emprunts et de subventions du gouvernement métropolitain. Les dépenses suivantes étaient prévues pour 1947/48 :

	<u>En livres</u>
Sommes provenant du revenu général (y compris les subventions et les prêts de la métropole) ...	699.581
Sommes provenant des emprunts versés en vertu de la loi 35 de 1947...	267.910
Projets déjà en cours d'exécution avant 1947...	550.000
Prévisions de dépenses pour de nouveaux projets (1947) ...	416.000

Le plan d'amélioration de l'agriculture concernant la conservation du sol, l'approvisionnement en eau et l'approvisionnement nécessaire pour parer au manque de phosphate et de chaux a été mis en application, et une organisation centrale a été constituée pour développer des groupes de petites propriétés dans le plupart des districts. On prépare actuellement des textes de loi portant création de la Valley Valley (land) Authority.

Les programmes de développement privé portent sur les **fabriques de ciment**, de textiles et de boutons, et de nouvelles centrales hydroélectriques dans deux centres. Deux nouvelles sucreries sont en construction. Une demande d'exploitation des ressources de gypse a été déposée auprès du gouvernement.

FEDERATION MALAISE

La Fédération malaise, située en Asie sud-orientale et occupant la partie sud de la péninsule malaise, comprend les Etats de Perak, de Selangor, de Negri Sembilan, de Pahang, de Johore, de Kedah, de Kelantan, de Trengganu et de Perlis, ainsi que les Etablissements de Penang et de Malacca. Sa superficie est de 50.850 milles carrés, sa population, de 4.878.000 habitants. La plus grande partie du pays est montagneuse et couverte d'épaisses forêts. La Fédération ne comprend pas l'île de Singapour, qui constitue une entité politique distincte.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles.

Il n'existe aucune mesure discriminatoire à l'endroit de la population indigène.

B. Situation de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

La politique suivie tend à encourager le syndicalisme démocratique et à instruire les travailleurs des questions de contrat collectif, de conciliation et de médiation, et elle vise à abolir le paternalisme actuel dans le domaine de l'emploi. Ce système ayant habitué les travailleurs à recevoir gratuitement de leurs employeurs de nombreux avantages tels que le logement, la nourriture, et les soins médicaux, ils répugnant à participer à des systèmes qui leur offrent ces avantages dans l'indépendance.

La difficulté de procurer à bas prix aux travailleurs du riz de bonne qualité pose un problème spécial.

Les principales catégories de salariés sont : les travailleurs du caoutchouc, ceux de la culture du cocotier et du palmier à huile et les travailleurs des mines d'étain.

Les salaires mensuels moyens, pour les hommes, s'établissent comme suit : Travailleurs des plantations de caoutchouc, de 37 à 50 dollars^a ; ouvriers d'usine, 47 à 77 dollars ; ouvriers spécialisés et semi-spécialisés, 51 à 120 dollars. Les salaires des fermes dans l'agriculture et dans les usines sont légèrement inférieurs.

Il est d'usage courant, dans la Fédération, d'accorder des avantages en nature, dont beaucoup sont exigés par la loi. Ils comprennent, par exemple, des produits alimentaires, le logement, l'assistance médicale et l'assistance aux enfants, et l'instruction. Pour les travailleurs de l'industrie du caoutchouc, la valeur de tels avantages est estimée à

^a Note du Secrétariat : 1 dollar malais = 47 cents, 1/2 des Etats-Unis
= 2s. 4d. (sterling)

6 dollars 40 par mois, alors que pour les ouvriers spécialisés et semi-spécialisés (y compris les ouvriers des mines d'étain) cette valeur est estimée à 18 dollars par mois.

La journée de travail est de 8 heures et la semaine de travail de 6 jours. Les heures supplémentaires sont payées normalement à raison de 150 pour 100 du salaire de base.

Des groupements patronaux et ouvriers peuvent se constituer, en vertu du Trade Unions Enactment, (Ordonnance sur les syndicats), qui exige que les comptes des syndicats soient vérifiés par une personne qualifiée.

Au cours de l'année 1947, les travailleurs des plantations et des mines ont organisé des syndicats sérieux. Il existe au total 289 syndicats, réunissant 199.220 membres.

Le développement du syndicalisme a amené les patrons à conclure à présent des contrats avec les représentants des syndicats. En cas de différends, on a recours tout d'abord à la médiation des fonctionnaires du Département du travail. Lorsqu'il n'a pas été possible de parvenir à un accord, l'Industrial Courts Enactment (Ordonnance sur les Tribunaux industriels) prévoit la constitution de conseils d'arbitrage (Boards of Arbitration), de Tribunaux d'enquête (Courts of Inquiry) et d'un Tribunal Industriel (Industrial Court). Au cours de l'année 1947, des conseils d'arbitrage se sont constitués pour régler deux différends graves.

En 1947, il y a eu 360 conflits du travail, dont 69 avaient commencé en 1946. Ils intéressaient 69.217 travailleurs ; 696.036 journées de travail ont été perdues.

Les travailleurs sont protégés dans une large mesure par la Labour Ordinance (Ordonnance sur le travail), qui interdit de leur faire signer des contrats de travail écrits, et dispose que les contrats verbaux ne doivent pas dépasser un mois. Cette Ordonnance porte également sur les modes de cessation du contrat de travail, sur les pénalités, le paiement et la priorité des salaires, les réclamations relatives aux salaires, l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les adolescents, l'inspection des lieux de travail, les allocations-maternité, le logement, le contrôle de l'eau, l'hygiène et la santé publiques, les dispositions relatives aux questions médicales et hospitalières, et les statistiques. Il existe d'autres lois de protection, telles que les ordonnances relatives aux enfants et aux adolescents, et aux conseils des salaires, l'ordonnance sur les accidents du travail, et les ordonnances relatives à l'outillage, aux tribunaux industriels et aux syndicats. (Machinery, Industrial Courts and Trade Unions Ordinances.)

A l'origine, la main-d'oeuvre provenait en grande partie de la Chine et de l'Inde. Mais l'immigration est actuellement réglementée et la Fédération ne dépend plus des autres pays, pour le recrutement de sa main-d'oeuvre.

C. Hygiène et santé publique.

Les principaux problèmes d'hygiène sont la lutte contre le paludisme, la tuberculose pulmonaire et le pian, et la prévention de la petite vérole et d'autres maladies infectieuses graves.

En 1947, il y a eu des améliorations dans les installations de drainage antipaludique, qui avaient été endommagées pendant la guerre. La plupart des Etats de la Fédération possèdent en propre une législation instituant des mesures de lutte antipaludique.

Le Code du travail contient certaines dispositions traitant de ces problèmes, en ce qui concerne les plantations de caoutchouc et autres exploitations situées dans les zones rurales.

On applique actuellement des programmes de lutte contre la tuberculose, où figure l'élimination des conditions insalubres et du surpeuplement des villes.

Avant la guerre, le territoire était pratiquement exempt de la petite vérole. Cependant, à la suite de l'occupation japonaise, une épidémie a éclaté en 1946-47. Les manifestations sporadiques qui se sont produites depuis ont eu probablement pour cause l'immigration clandestine en provenance des territoires voisins. La plupart des Etats ont leur organisation propre pour la vaccination des enfants en bas-âge et des écoliers.

En ce qui concerne les autres maladies infectieuses graves, il n'y a eu que deux cas de choléra, tous deux importés.

Indépendamment de la section d'hygiène du Service de santé et de ses dispensaires mobiles qui donnent, dans les territoires urbains et ruraux, une instruction élémentaire en matière d'hygiène et de santé, un certain nombre d'autres organisations s'occupent de l'enseignement de l'hygiène. Des centres et des sous-centres de protection de l'enfance organisent des conférences et des démonstrations sur l'hygiène, la nutrition et les soins aux mères et aux enfants. Des cours de premiers secours et de soins à l'enfance sont organisés dans les écoles et le Département de l'information mène campagne pour améliorer les conditions sanitaires dans les villes et dans les villages.

Les dépenses du Service de santé et du Service médical en 1947 se sont élevées à 6.111.038 dollars. En dehors de ces services, les dépenses afférentes aux travaux permanents de drainage antipaludique, sont assurées par le Département des travaux publics et par les Conseils municipaux en ce qui concerne les services sanitaires municipaux et la lutte antipaludique.

Une somme de 30.503 dollars, provenant du Colonial Development and Welfare Fund a été consacrée à des recherches sur le typhus de la brousse et d'autres maladies.

Il y a 75 hôpitaux administrés par le Gouvernement et 164 hôpitaux privés, comptant respectivement 17.452 et 6.536 lits.

Il y a 421 médecins (praticiens agréés), 21 dentistes diplômés, 885 infirmières (y compris les religieuses), 176 sages-femmes, 1.029 assistants médicaux et 154 inspecteurs de l'hygiène. Une Ecole de Médecine, à Singapour assure la formation professionnelle des médecins et des dentistes et délivre des diplômes que le Conseil général des médecins du Royaume-Uni peut sanctionner. Il y a des facilités de formation professionnelle pour les infirmières, les sages-femmes, les assistants médicaux, les inspecteurs de l'hygiène, les assistants radiographes, les auxiliaires de laboratoires, les pharmaciens et les mécaniciens-dentistes.

Voici un résumé des statistiques démographiques :

a)	Nombre de décès	95.145
	Mortalité par 1.000 habitants	19,5
b)	Nombre de naissances	210.815
	Natalité par 1.000 habitants	43,2
c)	Nombre de décès d'enfants de moins d'un an	21.555
	Mortalité infantile par 1.000 enfants nés vivants	102
d)	Principales maladies	
	Pian	74.133
	Paludisme	26.174
	Tuberculose pulmonaire	8.390
	Bronchite	7.496
	Maladies vénériennes	6.870
	Pneumonie et broncho-pneumonie	6.523
	Variolo	4.475
e)	Principales causes de décès	Mortalité par 100.000 habitants
	Fièvre d'origine inconnue	404,2
	Tuberculose pulmonaire	78,2
	Pneumonie (sous toutes ses formes)	47,9
	Paludisme (sous toutes ses formes)	44,4

Le niveau de la nutrition, à en juger par les renseignements cliniques, s'est amélioré au cours de cette année. Les hospitalisations de malades atteints de béri-béri se sont abaissées, de 1.396 en 1946 à 939 en 1947.

D. Conditions de logement

L'insuffisance du logement urbain est un des problèmes les plus urgents. Il est particulièrement aigu à Kouala Lumpur, la plus grande ville de la Fédération, qui a une population d'environ 176.000 habitants. Des programmes de logement sont en voie de réalisation à Kouala Lumpur et dans d'autres villes.

Voir le paragraphe I du titre : IV pour le programme prévu pour l'amélioration du logement.

E. Assistance sociale et secours.

Le Département du service social possède des offices de service social dans chaque Etat et dans chaque établissement, ainsi que des offices secondaires là où les besoins sont les plus urgents. Le "Plan fédéral d'assistance" administré par le Département, prévoit l'assistance à tous les groupes humains en état d'infériorité, particulièrement aux orphelins, aux veuves, aux vieillards, aux infirmes et aux personnes physiquement et moralement diminuées. Les secours donnés en 1947 se sont montés à 680.918 dollars 59 (en espèces et en nature).

En outre, il existe des services spéciaux pour la protection et l'assistance à apporter aux enfants, aux jeunes femmes, aux jeunes filles, aux vieillards et aux infirmes.

Le Département exploite également, par l'intermédiaire de la Fédération, un système de restaurants collectifs qui fournissent des repas à bon marché aux travailleurs, aux ouvriers et au public en général.

F.G. -Statistique de la criminalité et description du système pénal.

Il est parvenu des renseignements mais ils ne sont pas résumés ici.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social.

Voir le paragraphe I de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement

L'objectif à brève échéance de la réorganisation pédagogique d'après-guerre, est de remettre dès que possible les écoles dans leurs conditions antérieures de fonctionnement et de prendre toutes dispositions en faveur de ceux qui n'ont pu recevoir d'instruction pendant la guerre. L'objectif à longue échéance est de refondre le système pédagogique de façon à assurer à toutes les classes de la collectivité un développement pédagogique maximum. La politique suivie vise à donner l'instruction primaire gratuite dans la langue maternelle, en malais, en chinois, en tamoul et en anglais, à enseigner l'anglais dans toutes les écoles, et à donner aux filles comme aux garçons toutes les facilités d'instruction.

On envisage d'assurer à tous les garçons et à toutes les filles, un cycle minimum d'études primaires gratuites pendant six ans. L'enseignement complémentaire s'étendra sur un cycle de deux à sept années d'études. On réservera une grande quantité de places, dans les écoles complémentaires, aux élèves choisis pour leur mérite dans les écoles primaires.

Aussitôt que possible, des instituteurs formés en Malaisie, seront attachés aux écoles primaires et aux écoles complémentaires. Pour permettre

aux Malais d'occuper les postes les plus élevés, des instituteurs qualifiés ont été choisis pour suivre, en Europe, des cours de perfectionnement.

La politique à longue échéance en matière d'instruction des adultes (y compris l'éducation des masses) est encore à l'étude. Cependant les cours du soir pour les adultes, tant pour l'enseignement général que pour l'enseignement professionnel se réorganisent aussi rapidement que possible.

En ce qui concerne les autres questions rentrant dans la rubrique "Enseignement", les renseignements envoyés renvoient au rapport annuel sur l'Enseignement pour l'année 1947. Au moment où les présents renseignements en question ont été réunis, ce Rapport n'était pas encore publié.

Ils citent également des propositions tendant à la création d'une université en Malaisie, propositions qui ont été agréées en principe par le Gouvernement de la Fédération malaise et celui de Singapour.

IV. Conditions économiques

A. - C. Ressources naturelles et production

Les principales ressources naturelles sont le caoutchouc, l'huile de palme, le coprah, le riz, l'ananas, l'étain, le charbon, l'or et le bois, la noix de coco.

La superficie totale cultivée, y compris les plantations de caoutchouc, de palmiers à huile, de cocotier et de thé, s'élève à 4.311.220 acres. Les réserves forestières couvrent une superficie de 6.938.880 acres, et les régions reboisées s'étendent sur 30.155 acres.

En 1946, la superficie cultivée en arbres à caoutchouc était de 3.215.250 acres ; sur ce nombre, 1.895.814 acres représentaient des plantations ^x et 1.319.436 représentaient des petites propriétés ^z. La production totale du caoutchouc en 1947 s'est élevée à 645.229 tonnes de gomme sèche ; sur ce total, 359.865 tonnes provenaient des plantations, et 285.364 des petites propriétés.

Pendant la saison 1947-1948, une campagne tendant à augmenter la superficie cultivée en riz et à améliorer l'irrigation et le drainage a abouti à la mise en culture d'une superficie supplémentaire de 90.000 acres.

^x Une "plantation" se compose de terrains, contigus ou non, représentant une superficie d'au moins 40 hectares et appartenant au même propriétaire ou aux mêmes propriétaires. Une "petite propriété" a une superficie de moins de 40 hectares. Rubber Statistics Handbook, Malaisie, 1946.

La culture du chanvre de Manille se développe aussi rapidement que le permettent les approvisionnements en semences. L'industrie de l'ananas est en cours de restauration, et l'on défriche de vastes superficies pour les mettre en culture.

Les chiffres officiels relatifs au cheptel étaient en août 1947 : 236.075 bovins ; 189.126 buffles ; 299.590 porcins ; 152.631 caprins ; 21.786 ovins ; 1.199 chevaux ; et entre 3.000.000 et 4.000.000 de volailles. En raison de certains facteurs du recensement des porcins, le nombre réel des porcs est presque certainement le double du chiffre officiel, c'est-à-dire 600.000.

Les approvisionnements nécessaires pour la restauration de l'industrie de la pêche étant arrivés au début de 1947, cette industrie avait repris complètement en juin de cette année. Au cours de l'année, les fabriques de glace ont été réparées et l'amélioration des transports routiers a permis de rétablir la distribution du poisson à son niveau d'avant-guerre. Il y a eu, cependant, quelques actes de piraterie et l'on a signalé l'emploi de la dynamite dans de nombreux districts. La station des pêcheries en eau douce a été rétablie, vers la fin de l'année, des stocks d'alevins ont pu être distribués aux propriétaires d'étangs. On a encouragé la production du poisson dans les rizières ; elle a contribué pour une large part à améliorer le régime alimentaire des paysans.

En ce qui concerne la conservation du seul, la construction en terrasses et les cultures dérobées se pratiquent régulièrement dans les plantations ; on y encourage les petits propriétaires.

On a pu, en jugeant les différents types de sels malais, d'après les normes des régions tempérées, les qualifier de médiocres. Leur fertilité dépend des conditions optima de température et d'humidité existant en Malaisie, conditions qui entraînent une humification intense et fournissent par suite en quantité suffisante les matières nécessaires à l'alimentation des végétaux.

L'enseignement agricole est donné dans un collège agricole.

Il existe 37 stations agricoles d'expérimentation et de démonstration et 48 stations pour l'étude du riz.

Au nombre des services consultatifs en matière agricole, on peut citer l'oeuvre de 38 moniteurs asiatiques dont les conférences, les conseils et les démonstrations ont contribué dans une large mesure à améliorer la culture du caoutchouc dans les petites propriétés.

En ce qui concerne le régime foncier, il existe des législations distinctes pour les Etablissements de Penang et de Malacca d'une part, et pour les Etats malais d'autre part. Cependant, une législation

applicable au Territoire dans son ensemble a été promulguée par diverses ordonnances en 1947.

Dans les Etablissements, la terre appartient au Roi ; dans les Etats, aux souverains respectifs.

Les différents types de propriété sont les suivants. Dans les Etablissements, des concessions réglementées par la loi à perpétuité ; baux de 99 ou 999 ans ; concessions avec tous droits de jouissance et de possession ; dans les Etats, concession, bail, inscription sur les registres des districts, (pour les terrains ruraux dont la superficie ne dépasse pas 10 acres) ; occupation temporaire des terrains appartenant à l'Etat en vertu d'une licence, et occupation des terrains appartenant à l'Etat moyennant une demande approuvée, en attendant l'inscription du titre de propriété. La politique actuelle tend à restreindre l'octroi des concessions à perpétuité, en les remplaçant, dans la mesure du possible, par des baux de 99 ans.

En 1947, les terres appartenant à l'Etat représentaient 18.819.779 acres ; les réserves malaises s'étendaient sur 8.851.710 acres ; et les terres cédées représentaient 6.435.936 acres.

Un comité a été constitué en 1947 pour examiner les facilités de crédit disponibles dans le domaine agricole, et pour faire des recommandations concernant le développement de ces facilités le cas échéant.

Bien que les efforts déployés dans le passé pour créer des coopératives aient eu un résultat médiocre, l'exemple du succès remporté par une société coopérative de vente du caoutchouc en 1947 amènera peut-être d'autres producteurs à constituer des groupes similaires.

En ce qui concerne les productions minérales, les renseignements transmis renvoient au Bulletin of Statistics Relating to the Mining Industry of Malaya, 1947.

Il existe 117 centrales électriques, dont une station hydro-électrique d'une capacité de production de 27.000 kilowatts.

Au nombre des produits des usines du Territoire se trouvent les huiles et les graisses (notamment la margarine), diverses denrées alimentaires, des produits à base de caoutchouc ou de bois, des textiles et des vêtements, des machines et de l'équipement électrique.

Les principaux produits de l'industrie artisanale sont les nattes et les sarongs.

D. Niveau de vie

On ne dispose pas encore de données chiffrées satisfaisantes relatives au revenu du Territoire et au revenu par habitant.

Les prix moyens de vente au détail s'établissent ainsi pour 1938 et pour 1947

	(en dollars malais)	
	1938	1947
Riz (marché libre, le gantang) ^m	de 0,24 à 0,60	de 1,80 à 6,00
Poisson frais (le catty) ^{m m}	de 0,10 à 0,45	de 0,70 à 2,30
Sarongs (de 2 yards)	de 1,50 à 8,00	de 4,00 à 25,00

E. Communications et transports

<u>Catégories</u>	<u>Importance</u>
Navigation maritime	Le tonnage des navires entrés dans les ports du territoire représente 1.943.109 tonnes.
Voies navigables intérieures	Un grand nombre de cours d'eau sont navigables par de petits bâtiments.
Voies ferrées	810 milles de voies ferrées étaient ouverts au trafic en 1947
Transports aériens	Il existe des services locaux à l'intérieur de la Malaisie, et à destination de Sumatra et de Bornéo. Les services intercontinentaux passent par Singapour, mais ne font pas escale dans la Fédération malaise. Il existe cinq aéroports civils et plusieurs terrains de secours.
Routes	8.500 milles de routes ; nombreuses voies de terre et pistes.

^m 1 gantang = 1 gallon
 = 4 litres 546

(Note du Secrétariat)

^{m m} 1 catty = 600 grammes environ (Note du Secrétariat)

Télégraphe

Il existe dans le Territoire 25 bureaux télégraphiques principaux, 180 bureaux secondaires et 77 postes télégraphiques appartenant au réseau ferroviaire.

Téléphone

191 centraux et 32.605 abonnés.

Radio

Le Government Broadcasting Department est un organisme commun au Gouvernement de la Fédération malaise et à celui de Singapour. L'un des deux principaux émetteurs et 3 stations de relais se trouvent dans la Fédération de Malaisie. Il existe des services locaux de radiotéléphonie et de radiotélégraphie.

F. Finances publiques

Les chiffres provisoires relatifs aux recettes et aux dépenses de la Fédération pour 1947 sont respectivement de 260.453.366 dollars et 317.061.254,77

Les principales sources des recettes des Territoires sont les droits sur les importations 67.652.897 dollars et sur les exportations, 41.699.991 dollars, ce dernier total se décomposant ainsi : 28.265.468 dollars pour le caoutchouc et 13.434.523 dollars pour l'étain et le minerai d'étain.

L'ordonnance relative à l'impôt sur le revenu (Income Tax Ordinance) a été promulgué en décembre 1947, mais n'est entrée en vigueur que le 1er janvier 1948.

G. Banques et crédit

Les renseignements envoyés portent sur les facilités bancaires.

H. Commerce international

En ce qui concerne le volume et la valeur des importations et des exportations et la direction des échanges commerciaux, les renseignements fournis renvoient aux Malayan Statistics, de 1947.

Des droits à l'importation sont imposés à diverses marchandises à la fois en proportion de leur valeur et de la quantité importée. Les droits à l'exportation portent principalement sur les produits agricoles et miniers.

Programmes de développement

Les efforts mis en oeuvre tant par le gouvernement que par les entreprises privées ont porté sur le relèvement économique plutôt que sur le développement ; la preuve en est qu'au 30 juin 1948, les prêts directement consentis par le gouvernement à l'industrie minière représentent 73.000.000 de dollars, alors que les prêts consentis par les principales banques, sous la garantie du gouvernement, aux autres entreprises industrielles représentent un total de 58.000.000 de dollars.

Le Gouvernement élabore actuellement un plan décennal de développement, mais la question du financement entrave la mise à exécution du programme. La seule source de crédits certainement disponible est la part du Colonial Development and Welfare Fund qui revient à la Malaisie, soit 5.000.000 de livres sterling, qui seront partagées entre la Malaisie et Singapour. On envisage de consentir au Territoire un prêt spécial pour la mise en valeur.

On a proposé d'adopter pour l'ensemble de la Fédération un programme de construction patronné par le Gouvernement, analogue au plan appliqué à Kouāla Lumpur.

En ce qui concerne l'agriculture, on a dressé des plans pour la remise en état de la production d'ananas, et pour la culture du cacaoyer ; on a fait récemment une enquête en vue d'accroître de 250.000 acres les surfaces plantées en palmiers à huile .

On envisage de donner une expansion considérable au Département des recherches géologiques, ce qui pourrait contribuer à développer la production de minerais.

L'ILE MAURICE

L'île Maurice est située dans l'Océan Indien, à une distance de 115 milles de l'île de la Réunion, 934 milles des Seychelles, 1300 milles du Natal et 500 milles de Madagascar. Sa plus grande longueur est de 39 milles du nord au sud, et sa plus grande largeur est de 29 milles de l'est à l'ouest.

Les dépendances de l'île Maurice comprennent un grand nombre d'îles disséminées dans l'Océan Indien. La plus importante de ces îles est l'île Rodrigues, située à 346 milles de l'île Maurice. Elle a une longueur de 18 milles et une largeur de 7 milles. Les autres dépendances sont formées par le groupe des îles dites Oil Islands, dont la plus importante est l'île Diego Garcia, située à environ quatre jours de navigation de l'île Maurice.

La superficie terrestre totale de l'île Maurice et de ses dépendances est de 804 milles carrés, et on estime que le chiffre de sa population totale était en 1946 de 428.275, y compris 271.636 Indiens et 11.836 Chinois.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Les Mauritiens d'origine française, qui sont quelques milliers seulement, appartiennent tous à la classe possédante ou dirigeante. La main-d'oeuvre se compose principalement d'Indo-Mauritiens, au nombre d'environ 265.000, qui sont plutôt des travailleurs agricoles et des paysans que des citoyens. Les Chinois, riches et laborieux, sont pour la plupart dans les affaires et le commerce de détail. La population anglaise comprend des membres de la garnison, des fonctionnaires supérieurs du Gouvernement et des directeurs de sociétés commerciales. La diversité d'origine de la population entraîne de grands écarts dans le niveau de vie, qui, en moyenne, est bas à cause de l'insuffisance de la production ; les conditions de logement de la classe pauvre sont défectueuses. La disparition progressive du système familial indo-mauricien a eu pour conséquence l'accroissement continu des dépenses de l'assistance publique dans les dernières années.

La population indigène n'est pas sujette à des mesures de discrimination, et il n'y a pas lieu de régifier pour sauvegarder ses intérêts.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

Le but de la politique du travail est d'améliorer les rapports entre employeurs et ouvriers et les conditions du travail, et ainsi d'augmenter la production et d'élever le niveau de vie des travailleurs. Le Département

du travail s'emploie à favoriser la conclusion de contrats collectifs, et à fixer les salaires minima là où les travailleurs ne sont pas suffisamment organisés. Au nombre des problèmes particuliers à résoudre, se trouvent la migration saisonnière de la main-d'oeuvre, les conditions médiocres de logement et le manque d'expérience des représentants des organisations ouvrières aussi bien que des employeurs dans les procédures syndicales et de contrat collectif.

Les salaires moyens des ouvriers spécialisés et des mécaniciens varient entre 73,30 et 101,42 roupies (1) par mois, et ceux des manoeuvres spécialisés entre 39 et 76 roupies par mois. Dans l'industrie du sucre, la main-d'oeuvre payée à la journée et travaillant soit dans la plantation soit dans l'usine, gagnait, en 1947, pendant la période de janvier à juin, 2,24 roupies par jour et de juillet à décembre, 2,40 roupies par jour, dans la catégorie I ; les chiffres correspondants pour la catégorie II étaient 1,40 et 1,50 roupies.

Tous les travailleurs touchent une indemnité de vie chère de 50 pour 100 du salaire de base ; les travailleurs payés au mois touchent une prime d'assiduité de 5 à 20 pour 100 du salaire de base selon leur catégorie, ainsi qu'une prime de fin d'année égale à la moitié du salaire de base ; les heures supplémentaires sont payées au taux de 1 1/3 du salaire horaire pour les premières quatre heures, et de 1 1/2 pour le surplus.

La durée maximum du travail est de 48 heures par semaine dans toutes les industries.

Les organisations ouvrières et patronales ont pour base juridique l'ordonnance de 1938 sur les associations du travail (Industrial Associations Ordinance), sous sa forme amendée. Il existe dans le Territoire 26 organisations principales, y compris les syndicats d'instituteurs, les syndicats d'employés du Gouvernement, et les associations de producteurs et de propriétaires.

Les rapports entre employeurs et employés ainsi que les méthodes de règlement des conflits du travail sont régis par l'ordonnance de 1947 sur les conflits du travail (Trade Disputes Ordinance).

Il y a eu trois grèves en 1947, causant une perte totale de 106.289 journées de travail.

Les principales dispositions législatives sur le travail sont :
Ordonnance sur le travail (Labour Ordinance)

(1) Note du Secrétariat : 1 roupie = 1 shilling 6 pence (sterling)
ou 30 cents (Etats-Unis)

Ordonnance sur l'emploi des femmes, adolescents et enfants
(Employment of Women, young persons and Children Ordinance)

Ordonnance sur l'apprentissage (Apprenticeship Ordinance)

Ordonnance sur les salaires minima (Minimum Wages Ordinance)

Ordonnance sur les accidents du travail (Workmen's Compensation Ordinance)

Ordonnance sur la durée du travail dans les magasins
(Shop Hours Ordinance)

Ordonnance sur la protection des travailleurs dans les fabriques
(Factories Safety of Workers Ordinance)

Ordonnance sur les associations professionnelles
(Industrial Associations Ordinance)

Ordonnance sur les conflits du travail (Trade Disputes Ordinance).

En sus du personnel du Département du travail, il existe un greffier préposé au registre des syndicats ouvriers, un fonctionnaire président le Conseil de conciliation, et un juge au tribunal d'arbitrage (Industrial Court Magistrate).

Il est difficile d'obtenir des chiffres dignes de foi sur les incidences du chômage dans la principale industrie de l'île Maurice, celle du sucre, parce que les moyens d'existence d'une partie considérable des travailleurs agricoles ne sont pas limités au salaire. Le chômage existe à un certain degré parmi quelques catégories de travailleurs et dans quelques professions, et on constate un chômage partiel dans les régions où la densité de la population est élevée.

Il n'y a pas de mouvement notable de migration de travailleurs venant de ou allant à l'extérieur ou d'une partie à une autre du Territoire.

C. Hygiène et santé publique.

Dans le domaine de l'action médicale, le Département de la santé publique s'occupe surtout de protéger la population contre les maladies, d'améliorer le milieu social par des mesures d'hygiène plus efficaces et, enfin, d'organiser l'assistance médicale.

Les principaux problèmes de la santé publique sont posés par les maladies endémiques, et plus particulièrement par le paludisme et les maladies intestinales qui sont répandus dans l'île entière. Grâce aux pouvoirs étendus accordés au Service de santé par une ordonnance de 1946, la lutte contre le paludisme a été organisée sur une grande échelle depuis la fin de la même année.

L'anémie est très répandue à cause des carences alimentaires dues à la guerre, et cette situation est encore aggravée d'une façon significative par le paludisme. On s'efforce d'augmenter les importations de denrées

alimentaires et d'encourager la production locale.

Le programme du Département de la santé publique comporte l'établissement de statistiques démographiques exactes, et une ordonnance promulguée en 1948 a rendu obligatoires les certificats de décès dans certaines régions désignées. Ces mesures seront étendues ultérieurement au territoire entier. Des causeries sur la santé publique sont radiodiffusées, des cours d'hygiène et de salubrité publique fonctionnent dans toutes les écoles et des inspecteurs d'hygiène font des vérifications de maison à maison.

Les dépenses du Département de la santé publique se sont élevées pour l'année fiscale 1946-1947 à 2.574.829 roupies. Il n'y a pas de subventions de la part du Gouvernement métropolitain.

Il existe trois hôpitaux généraux et cinq hôpitaux régionaux, comptant au total 1.110 lits. Les trois hôpitaux possèdent une installation radiologique et sont complètement équipés pour effectuer des interventions chirurgicales importantes. On dispose également d'un hôpital pour lépreux avec 47 lits et d'un hôpital pour maladies mentales avec 680 lits. Un centre orthopédique a été installé dans des locaux provisoires. Il y a 33 dispensaires et on y a ajouté récemment deux dispensaires mobiles afin de toucher les localités éloignées.

Une clinique prénatale publique complète maintenant l'oeuvre de consultation prénatale, d'assistance aux mères et aux enfants entreprise jusqu'à maintenant par deux organisations volontaires. Les services d'assistance aux mères et aux enfants sont coordonnés par un inspecteur des sages-femmes.

Le personnel médical comprend 83 médecins, 9 dentistes, 107 infirmières, 238 sages-femmes, 83 praticiens médicaux et 6 praticiens vétérinaires.

Il existe des installations pour la formation d'infirmières, d'agents sanitaires et de sages-femmes.

Voici un résumé des statistiques démographiques :

a)	Nombre de décès	8.680
	Taux de mortalité par 100.000 habitants	2.007,3
b)	Nombre de naissances	18.926
	Taux de naissance par 1.000 habitants	43,8
c)	Nombre de décès d'enfants au-dessous d'un an	2.156
	Taux de la mortalité infantile par 1.000 enfants nés vivants	113,9

d) Principales maladies	Nombre de cas	
Paludisme	44.603	
Anémie	14.142	
Dyspepsie	8.468	
Ankylostomiase	8.215	
Ascariase	7.574	
e) Principales causes de décès	Nombre de décès	Taux de mortalité par 100.000 hts.
Paludisme	1.782	412
Diarrhée et entérite	799	185
Anémie	572	130

La sous-alimentation est générale, en partie à cause du paludisme et de l'onchocertose, mais on ne dispose pas d'éléments suffisants pour en évaluer l'étendue avec exactitude. Une caractéristique du régime alimentaire local est la grande proportion de calories fournies par le sucre (25 pour 100 en 1947). Ce pourcentage est même plus élevé dans les classes moins aisées. En général, il existe des carences caloriques, et le régime alimentaire manque aussi bien de protéines que de vitamines B.

D. Conditions de logement et programmes.

On dispose d'un fonds de 6.000.000 de roupies pour la reconstruction d'habitations sur les plantations, et le gouvernement doit prochainement prendre une décision sur la politique à suivre dans ce domaine.

E. Assistance sociale et secours.

Il n'existe pas encore de systèmes de sécurité sociale, mais une législation ancienne sur les indigents a été récemment adaptée aux besoins modernes. Un comité de l'assistance publique, se composant de membres provenant de toutes les sections de la population, aidé par les agents itinérants du Département de l'assistance sociale, examine toutes les demandes de secours. Le montant versé annuellement à titre de secours s'élève à un demi-million de roupies environ par an, et la somme distribuée en 1947 se montait à 560.219,24 roupies, répartie entre 7.284 personnes. Le secours est accordé après examen des moyens dont dispose l'indigent. Les institutions de l'assistance aux indigents prennent également soin des infirmes, des orphelins et d'autres. La plupart de ces institutions sont dirigées par des religieuses chrétiennes, mais les communautés hindoue et musulmane ont chacune une institution propre.

A côté des institutions subventionnées par l'Etat et des organisations volontaires telles que la Croix-Rouge britannique, "Toc H" et la Société St.Vincent de Paul, il existe deux autres organisations importantes : ce sont la Société pour l'aide à la mère et à l'enfant, qui possède 14 centres, et l'Oeuvre Pasteur de la Goutte de Lait, gérée par le Conseil municipal

de Port Louis.

F - G. Statistiques de la criminalité.

Les renseignements transmis à ce sujet ne sont pas présentés dans ce résumé.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social.

Voir paragraphe I de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement

La politique de l'enseignement vise à créer des communautés agricoles, heureuses et productives, et, à ces fins, considère l'école primaire comme un centre d'action tendant à l'amélioration des conditions sociales de la ville ou du village qu'elle dessert, et en même temps, comme une agence locale des services de l'agriculture, de la santé publique et de l'assistance sociale.

L'enseignement primaire est gratuit.

L'enseignement obligatoire a été introduit à titre d'essai dans quatre villages pour la première fois en 1945. Les droits scolaires pour les écoles secondaires s'élèvent à une livre environ par mois.

Un des plus grands problèmes de l'enseignement est la question des langues. L'île Maurice est polyglotte. L'idiome du pays est un patois créole dérivé du français, la lingua franca. On constate cependant une demande croissante pour l'enseignement des langues indiennes dans les écoles primaires officielles et subventionnées. En outre, dans les communes où la langue maternelle est le créole ou une langue indienne, une polémique s'est élevée au sujet de la place à donner dans l'enseignement à l'anglais et au français, problème qui est resté insoluble jusqu'ici.

La mentalité de l'Indo-Mauritien, qui voyait dans la formation intellectuelle un moyen d'échapper aux travaux pénibles des champs, a abouti avant la guerre à l'apparition d'un groupe de déclassés et impossibles à utiliser. Toutefois, l'abondance d'emplois disponibles et de travail pendant la guerre et la période d'après-guerre ainsi qu'une politique énergique de l'enseignement ont mis fin à cet état de choses.

L'ordonnance de 1944 sur l'enseignement a posé comme condition préalable à l'attribution de subventions aux écoles secondaires non gouvernementales l'extension à ces dernières de l'inspection scolaire, et l'approbation par le Directeur de l'enseignement est requise pour les maîtres qui n'ont pas reçu leur formation à l'école normale du gouvernement. Le Conseil de village s'occupe de plus en plus du bien-être des élèves, et on peut s'attendre à ce qu'il prenne à la longue une part active dans

"d.d."

la direction et la surveillance de l'école du village. Il est actuellement représenté par le Commissaire civil pour les questions concernant l'amélioration des installations scolaires et la composition du personnel enseignant.

Le budget de l'enseignement s'est élevé pour l'année courante à 2.400.000 de roupies. Le programme décennal de développement prévoit la construction d'écoles, et une somme totale de 5.500.000 de roupies a été affectée au développement de l'enseignement.

Les renseignements transmis sur les bâtiments et autres installations scolaires, ainsi que sur les programmes d'études et les langues dans lesquelles l'enseignement est donné, ne sont pas présentés dans ce résumé.

Des possibilités d'accès à l'enseignement supérieur sont ouvertes au Collège royal et dans plusieurs autres écoles secondaires qui délivrent le certificat d'études supérieures ; il y a aussi une école normale d'instituteurs. Environ 130 Mauritiens se préparent aux professions libérales dans les universités d'outre-mer, surtout dans le Royaume-Uni. Dix-neuf bourses ont été accordées pour des études d'outre-mer, et onze autres à des Mauritiens qui avaient déjà quitté la colonie pour le Royaume-Uni. D'autre part des bourses d'études peuvent être accordées aux Mauritiens démobilisés.

Aucune campagne organisée pour l'instruction des adultes n'est entreprise en ce moment, mais des écoles confessionnelles du soir s'en occupent dans une certaine mesure ; quelques initiatives isolées sont encouragées par le gouvernement.

Un Collège d'agriculture dispense, dans des cours comprenant trois années, des connaissances technologiques sur l'industrie du sucre, la mécanique dans les usines et dans l'agriculture, ainsi que des connaissances chimiques. La formation de pharmaciens est organisée ; le diplôme délivré après un examen devant une commission nommée par le Gouverneur donne droit à l'exercice local de la profession de pharmacien.

Tous les ans huit bourses sont accordées pour l'apprentissage de mécaniciens dans les ateliers des chemins de fer du gouvernement. Un système d'apprentissage organisé prévoyant des rémunérations progressives est en ce moment mis à l'étude par une commission se composant de représentants du Département du travail, des employeurs et des syndicats ouvriers.

Il y a au total 140 établissements de l'enseignement sous le contrôle direct du gouvernement. En 1947, 49.161 élèves ont fréquenté les écoles primaires. Sur ce nombre, 45.188 étaient dans les écoles officielles et les écoles subventionnées, et 3.973 dans les écoles non-subventionnées.

Le nombre d'enfants inscrits dans les écoles secondaires a été de 5.784, dont 2.302 dans les écoles officielles et les écoles subventionnées, et 3.482 dans les écoles non-subventionnées. Le pourcentage d'élèves inscrits dans les écoles par rapport à la population d'âge scolaire était de 62 pour 100 pour les écoles primaires (élèves âgés de 5 à 12 ans), et de 8 pour 100 pour les écoles secondaires (élèves âgés de 12 à 19 ans). Le nombre d'instituteurs était de 1.448 dans les écoles primaires et de 398 dans les écoles secondaires.

Le nombre d'élèves par instituteur était de 35 dans les écoles primaires et de 14 dans les écoles secondaires, en ce qui concerne les établissements subventionnés par le gouvernement. Les chiffres correspondants pour les établissements non-subventionnés étaient de 22 dans les écoles primaires et de 15 dans les écoles secondaires. Dans les établissements subventionnés par le gouvernement les dépenses par tête pour l'enseignement primaire se sont élevées à 32 roupies 21 et celles pour l'enseignement secondaire à 725 roupies.

Le British Council fait des dons aux bibliothèques publiques et scolaires et possède lui-même une petite bibliothèque assez complète de littérature anglaise. La presse locale et les services de radiodiffusion sont très actifs. Un fonctionnaire consacre tout son temps à l'éducation par l'image. On dispose de trois appareils de projection parlante de 16 mm. L'Institut et la bibliothèque publique de l'île Maurice forment une institution officielle devenue un musée de haute valeur éducative.

Pour les renseignements sur les programmes de développement, voir paragraphe I de la Section IV.

IV. Conditions économiques

A - C. Ressources naturelles et production.

L'île ne possède pas de ressources minérales notables. L'industrie de base est la production du sucre ; les plantations de canne à sucre couvrent environ 33 pour 100 de la superficie de l'île. On évalue la production de sucre en 1947 à 100 millions de roupies environ. La valeur de l'alcool distillé de la mélasse, sous-produit de la fabrication du sucre, est d'environ 2.500.000 roupies par an.

La seconde industrie importante est celle de la fibre tirée de l'aloès ; le produit fini est évalué à 700.000 roupies par an.

D'autres produits sont le thé, le tabac, le sel et la chaux.

Les pâturages couvrent environ 44.000 acres. La production annuelle de lait s'élève approximativement à 15 millions de litres et celle du beurre à 20.000 tonnes métriques.

La culture de produits vivriers a été insuffisante jusqu'à présent pour couvrir les besoins de la consommation locale. Les pêcheries produisent quelques 2.000 tonnes de poisson par an.

La superficie totale des forêts est d'environ 100.000 acres, et la production des forêts de la Couronne est évaluée à 675.000 roupies " par an

La culture de la canne à sucre, les cultures et élevages mixtes de ferme sont pratiqués sur 214.093 acres, c'est-à-dire, 46,5 pour 100 de la superficie totale de 430.907 acres. Les autres terres arables, y compris les sols propices à la culture du thé couvrent 110.326 acres (23,9 pour 100), comprenant des terres privées et de la Couronne. Les réserves naturelles, les forêts productives et les régions protégées, formant le domaine de la Couronne, couvrent 106.488 acres (23,1 pour 100).

Voici la production pour chacune des principales cultures :

<u>Culture</u>	<u>Superficie</u>	<u>Production totale</u> (en tonnes métriques)
Sucre	201.000	350.000
Maïs	3.873	1.856
Fibre d'alcès	3.500	940
Manioc	734	2.816
Patates douces	380	1.456
Arachides	256	123
Arouilles	183	700

Il y a 5.000 acres de réserves forestières. Les régions exploitées comprennent 50 acres, couvertes en général de pins et d'eucalyptus, et 175 acres de savane boisées.

Deux spécialistes en hydrobiologie travaillent dans une station de recherches, entretenue par le Service de la pêche. Les captures contrôlées des pêcheries côtières se sont élevées à environ 1.855 tonnes métriques en 1947.

La canne à sucre est le principal agent de conservation du sol ; ses racines se développent rapidement et tiennent particulièrement bien le sol, en même temps elle enrichit la matière organique du sol par l'apport de feuilles sèches. D'autres cultures sont souvent disposées en terrasses.

On peut distinguer quatre types principaux de sol : les sols mûrs et non mûrs à base de latérite, les sols sablonneux et les sols gris foncé de nature siliceuse.

Le Gouvernement assure le fonctionnement de deux vastes entreprises d'irrigation. On compte sur le drainage naturel pour l'écoulement de l'excédent d'eau.

L'équipement mécanique agricole utilisé dans les plantations comprenait, en 1946 : 1.826 kilomètres de rail ; 232 locomotives, 7.940 wagons, 215 camions et 139 tracteurs.

La mécanisation dans les plantations de canne à sucre est assez restreinte à cause du manque de fourniture du matériel ; il est vrai que beaucoup de champs sont trop rocailleux pour permettre l'utilisation de machines.

On se sert d'engrais chimiques et de fumier ou de compost dans la culture de la canne à sucre et d'autres produits.

Depuis 1930, la station de recherches de la canne à sucre s'est occupée de la génétique, et on peut dire que 90 pour 100 de la canne actuellement cultivée dans l'île dérive de variétés locales.

Le Collège d'agriculture accepte environ dix étudiants par an pour en faire des techniciens de l'industrie du sucre.

Chaque année l'étudiant le plus méritant peut, au terme de ses études, se rendre outre-mer pour prendre un grade universitaire.

Le Département de l'agriculture dispose de cinq stations expérimentales et d'une laiterie. Dans les plantations, de nombreux terrains sont réservés aux essais et aux démonstrations.

Un service annexe de la station de recherches de la canne à sucre conseille, plus particulièrement les petits planteurs, sur les méthodes modernes de culture. Des moniteurs donnent des indications sur l'amélioration de la culture du tabac, et tous les ans le Comité du tabac forme un certain nombre d'apprentis.

La superficie des terres cédées en pleine propriété est de 441.802 arpents 50 (1). Le gouvernement détient 82.027 arpents 28 de terres, dont 10.435 arpents 69 ont été loués à bail. Environ 25 pour 100 des terres sont exploitées par des petits planteurs, qui sont en majorité des Indiens.

Il existait dans l'île à la fin de l'année fiscale 79 sociétés de crédit comptant 4.975 actionnaires. Les prêts se sont élevés à 918.278 roupies au cours de l'année. La nouvelle ordonnance sur les sociétés coopératives de 1945 a été mise en vigueur à partir du 1er octobre 1946, et en mars 1947 une campagne a été entreprise en faveur de la

(1) Note du Secrétariat : L'Arpent d'ordonnance = 1 acre 26 ;
L'Arpent commun = 1 acre 04 ;

création de sociétés coopératives de consommation. Trois magasins coopératifs sont déjà enregistrés, cinq sont sur le point de l'être, et les travaux préliminaires pour l'ouverture de douze autres ont commencé.

A Rodrigues, 21 sociétés de crédit fonctionnaient à la fin de l'année, avec 415 membres ; les prêts accordés pendant l'année se sont élevés à 33.514 roupies.

Il existe quatre centrales électriques, dont trois hydro-électriques, produisant au total 12.397.800 Kilowattheures.

On compte 31 usines de sucre, 11 distilleries, 1 raffinerie d'huile, 5 fabriques de savon, 23 fabriques de fibres d'aloès, 1 manufacture de sacs pour l'emballage du sucre ; 3 manufactures de tabac ; 32 fours à chaux, 10 salines et 2 fabriques d'allumettes.

L'industrie de village n'existe pour ainsi dire pas, mais l'île Maurice dispose d'un bon nombre d'ouvriers spécialisés comme des charpentiers, maçons, orfèvres, vanniers, cordonniers, ébénistes et menuisiers.

D. Niveau de vie.

On ne peut fournir des chiffres sur les revenus du Territoire. Les prix de détail des principaux articles de consommation sont : farine 0 roupie 38 le kilogramme ; viande de bœuf 1 roupie 70 le kilogramme ; toile de coton écrue 0 roupie 87 le mètre ; chaussures 23 roupies 50 la paire. Les prix de la farine, du riz et des haricots sont maintenus par des subventions du Gouvernement.

E. Communications et transports.

Navigation (britannique et étrangère)	entrées 190 vapeurs 524.633 tonnes
	sorties 191 " 530.559 tonnes

Chemin de fer	106 milles 1/4
---------------	----------------

Air	1 aérodrome
	1 base d'hydravions
	aucun service aérien intérieur

Routes principales	200 milles
secondaires	315 milles
longueur totale	700 milles

Véhicules automobiles

autos privées et taxis	2.109
motocyclettes	178
autobus	155
camions	502
Bureaux de poste et de mandats-poste	66
Bureaux de télégraphes	31
Téléphones	11 centraux 2.671 abonnés
Station de radiodiffusion	1
Permis de poste récepteur de radio	3.895

F. Finances publiques.

Les recettes se sont élevées à 50.511.566 roupies, et les dépenses à 52.513.054 roupies. Dans les recettes étaient compris des revenus extraordinaires de 1.949.627 roupies et une somme de 10.796.084 roupies provenant du Fonds impérial pour le soutien de l'industrie du sucre.

La perception de surtaxes et de la contribution sur les bénéfices excédentaires a été suspendue pour l'année courante. L'impôt personnel des sociétés commerciales a été augmenté de 30 pour 100 à 35 pour 100. Les revenus des particuliers à partir de 4.000 roupies sont imposables à un taux commençant par 60 roupies et montant à 12.900 roupies pour un revenu de 50.000 roupies. Un taux uniforme de 50 pour 100 est appliqué aux revenus dépassant 50.000 roupies, et de 60 pour 100 aux revenus dépassant 100.000 roupies.

G. Banques et crédit.

Des renseignements sur le nombre de banques ont été transmis.

H. Commerce international.

La valeur totale des importations s'est élevée à 110.707.720 roupies. Les principaux articles d'importation étaient :

	<u>Valeur en roupies</u>
Denrées alimentaires, boissons, tabac (y compris 20.843.891 roupies pour les grains et la farine)	42.147.902
Habillement et textiles	9.674.542
Drogues, produits chimiques et engrais (y compris le guano)	4.088.287
Machines, métaux et voitures	5.440.899

La valeur totale des exportations s'est élevée à 67.290.675 roupies.
On n'a exporté que trois produits :

	<u>Valeur en roupies</u>
Sucre	66.075.683
Fibres d'aloès	45.159
Rhum	1.169.833

Les principaux pays d'origine des importations ont été :

	<u>Pourcentage approximatif</u>
Royaume-Uni	25 pour 100
Australie et Nouvelle-Zélande	22 pour 100
Inde	13 pour 100
Egypte	8,4 pour 100
Union Sud-Africaine	5,9 pour 100

Aucun traité de commerce n'a été conclu pendant l'année.

I. Programmes de développement.

Le programme décennal pour le développement de l'île Maurice comporte des dépenses totalisant 102.821.609 roupies. Sa réalisation progressive a souffert du manque de matériel et de personnel de direction.

Les progrès réalisés pendant l'année concernent la génétique des plantes et la lutte contre les insectes dans le domaine de l'agriculture ; l'achat d'un terrain et la préparation des plans pour une nouvelle Ecole normale, la création de centres d'enseignement ménager et artisanal ; la mise en action d'un nouveau service d'insecticides, dans le cadre du programme pour la lutte contre le paludisme ; l'ouverture du chantier pour la construction du réservoir d'irrigation de la Mare Longue et, enfin, l'installation d'une nouvelle station expérimentale piscicole.

Le financement du programme de développement prévoit des crédits de 23.330.000 roupies plus 628.436 roupies pour des recherches, provenant du Fonds de développement colonial économique et social (Colonial Development and Welfare Fund) ; 50.000.000 de roupies provenant d'emprunts et 28.863.173 roupies provenant de subventions et remboursements.

Les sommes prévues pour l'exécution du programme décennal se répartissent comme suit :

Agriculture	3.500.100 roupies
Enseignement (Ecole normale)	2.000.000 "
Santé et alimentation	6.642.610 "
Système d'égouts, irrigation et approvisionnement d'eau	34.013.000 "
Routes et bâtiments	26.850.000 "
Industries du sucre	6.000.000 "
Sujets divers	5.409.400 "
Disponibles	18.316.197 "

BORNEO DU NORD

La colonie du Bornéo du Nord est constituée par l'extrémité septentrionale de l'île de Bornéo dans l'archipel malais. Le territoire est en grande partie montagneux et, sur une grande surface, recouvert par des forêts. Il possède quelques plaines intérieures et des côtes alluviales plates. La superficie est d'environ 30.000 milles carrés et la population est évaluée à 330.000 habitants.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles

Pour empêcher les populations indigènes d'être submergées par des immigrants à plus forte vitalité, on a établi des réserves indigènes, régies par les ordonnances concernant l'administration des indigènes et le régime des terres.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi

La politique consiste à protéger tant les intérêts des travailleurs indigènes que ceux des travailleurs migrants. Ces derniers sont, à présent constitués principalement par des Chinois. Il y a un Commissaire à l'immigration et au travail qui est un fonctionnaire possédant la connaissance du chinois.

A la fin de l'année 1947, les principales catégories de travailleurs se répartissaient ainsi qu'il suit : 6.668 dans les plantations de caoutchouc; 2.591 dans les exploitations forestières et scieries; 1.332 dans les plantations de tabac; 2.605 dans les services publics (y compris les travaux publics et les chemins de fer).

Les salaires journaliers sont en moyenne de 60 cents à 1 dollar 50 (1) pour les journaliers agricoles; 75 cents à 2 dollars 85 pour les ouvriers agricoles; 1 dollar 50 à 1 dollar 70 pour les ouvriers non agricoles, sans qualification; 2 dollars à 5 dollars pour les ouvriers qualifiés.

La journée de travail est de 6 à 8 heures.

L'ordonnance sur les syndicats et sur les conflits du travail contient des dispositions légales régissant la création d'organisations patronales et ouvrières.

Il n'y a aucune association d'employeurs, organisée en tant que telle, bien que la formation de la Fédération des employeurs de Bornéo soit envisagée.

(1) Note du Secrétariat : 1 dollar malais = 47 cents 5 américains

L'union des agents subalternes des services publics est le premier syndicat qui se soit constitué dans le Territoire. Il existe des associations d'artisans chinois qui pourraient être développées en syndicats. A cet effet, des mesures légales ont été prises à la fin de l'année 1947.

Les relations en matière de travail sont réglées par contacts directs entre employeur et employé. Aux termes de l'Ordonnance sur le travail, un fonctionnaire du Département du travail assume, le cas échéant, les fonctions d'arbitrage.

Le principal acte réglementaire régissant l'emploi de la main-d'oeuvre est l'Ordonnance sur le travail dans le Bornéo du Nord, qui s'applique dans l'île principale, et l'Ordonnance sur le travail dans les établissements des Détroits (Straits Settlements Labor Ordinance) qui s'applique dans l'île de Labuan.

Comme l'apport de main-d'oeuvre locale est insuffisant, on essaie de prospector les ressources extérieures. Cette main-d'oeuvre importée serait recrutée par contrats librement débattus, comportant des garanties de rapatriement et des facilités d'installation. Les travaux de piquage et de la récolte du riz occasionnent le seul mouvement saisonnier notable de la main-d'oeuvre.

A l'exception d'un petit nombre de Dyaks qui viennent du Sarawak pour s'employer dans les entreprises situées dans la jungle, il n'existe pas d'immigration organisée de la main-d'oeuvre dans le Territoire.

C. Hygiène et santé publique

Dans de nombreuses régions, l'état général de santé s'est considérablement amélioré, avec diminution des cas de béri-béri, pian, teigne, gale. Le paludisme, toutefois, est répandu sur la côte est et constitue un problème majeur dans le district de Sandakan. L'équipe des recherches antipaludéennes du Bornéo, dont le centre d'action est à Labuan (Bornéo du Nord), effectue des recherches à Sarawak, Brunéi et dans le Bornéo du Nord. Les prévisions de dépenses pour l'année 1947 du Département de la santé s'élevaient à 776.700 dollars.

Il existe 10 hôpitaux avec 805 lits; un hôpital psychiatrique avec 40 lits; une petite colonie de lépreux; et 30 dispensaires.

Il y a 20 médecins, 45 infirmières, 25 sages-femmes et un vétérinaire. On peut former sur place des infirmières et des sages-femmes.

On ne dispose d'aucune statistique démographique précise. Le paludisme, la pneumonie, la tuberculose sont les maladies qui causent à la fois la plus haute morbidité et la plus haute mortalité.

L'état général de nutrition s'est considérablement amélioré depuis la libération du territoire de l'occupation japonaise et la population, dans l'ensemble, montre une résistance accrue à la maladie.

D. Conditions de logement et programme

Une grave crise de logement sévit dans les trois principales villes, dont deux ont été totalement détruites par la guerre. Le programme de construction pour 1947 a été, par force, limité à l'exécution des installations provisoires, en attendant qu'on puisse achever les plans afférents à la reconstruction définitive.

E. Assistance sociale et secours

Des dispositions sont appliquées pour venir en aide aux vieillards, aux infirmes et aux victimes de la guerre. La vie collective des villages indigènes et les liens puissants de famille et de clan qui existent chez les Chinois rendent peu nécessaire une aide extérieure.

F. - G. Statistique de criminalité et description du système pénal

Les renseignements ont été transmis, mais n'ont pas été résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social

Voir paragraphe I de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement

Les buts que l'on se propose d'atteindre consistent : à procurer à tous les enfants un enseignement primaire gratuit d'un cycle de six ans; à encourager les élèves à s'orienter vers l'enseignement secondaire; à créer des écoles techniques et une école normale d'instituteurs; à octroyer des bourses pour permettre aux étudiants de recevoir en Malaisie et à Hong-Kong une instruction supérieure, et enfin, à coopérer étroitement avec les Missions, et augmenter les subventions qui leur sont accordées.

La reconstruction des bâtiments, la reconstitution de l'équipement et des fournitures scolaires, toutes choses détruites ou endommagées au cours de la guerre, posent, avec le manque d'instituteurs compétents, les problèmes les plus importants.

Les prévisions de dépenses d'enseignement pour 1947 se sont élevées à 111.400 dollars.

En 1947, les subventions aux écoles des Missions se sont montées à 18.000 dollars.

Les renseignements concernant les bâtiments et autres installations scolaires, les programmes d'études et les langues dans lesquelles l'enseignement est donné, ont été transmis mais n'ont pas été résumés.

Des cours pour adultes, suivis par 145 auditeurs, ont été organisés dans les écoles privées, le nombre d'écoles a augmenté de 144 en 1946 à 165. En 1947, 13.959 élèves ont été inscrits dans les écoles primaires, et 93 dans les écoles secondaires. Le nombre d'enfants d'âge scolaire est évalué, pour 1948, à 65.000. Le personnel enseignant comprend 538 membres.

Pour les renseignements sur les programmes de développement, voir le paragraphe I de la Section IV.

IV. Conditions économiques

A. - C. Ressources naturelles et production

Les productions de base sont le caoutchouc, les bois d'œuvre, les produits du cocotier, le poisson et autres fruits de mer, le chanvre, le riz, le sagou et les produits forestiers. L'industrie peu développée compte notamment des fabriques d'huile de coco et des rizeries.

La plus grande partie du territoire est couverte par la jungle et est inhabitée. Sur une superficie totale cultivée, évaluée à 276.000 acres, 125.000 acres sont plantées de caoutchouc, 90.000 acres de riz, 53.000 de cocotiers, et 14.000 de sagou. La production annuelle en tonne est évaluée comme suit: caoutchouc 18.000; riz 22.800; coprah 2.700; huile de coco 900; sagou 3.000.

Le cheptel était évalué, à la fin de l'année, à 25.000 têtes de bétail, 40.000 porcs, 3.500 chèvres; 2.000 chevaux et 350.000 volailles.

Les exploitations forestières sont constituées par des bois durs. La production totale de bois d'œuvre est passée de 923.597 pieds cubes en 1946 à 3.847.522 pieds cubes en 1947.

Pour les plans de développement des pêcheries, voir le paragraphe I de la Section IV.

Une commission spéciale examine actuellement le problème du déplacement des cultures qui joue un rôle considérable dans l'érosion du sol.

De nombreuses rivières occasionnent des inondations. Un Département de l'irrigation, nouvellement institué, a été chargé des études concernant le contrôle des cours d'eau et des inondations. La mécanisation de la culture du riz est envisagée et un plan "pilote" a été récemment approuvé.

Une ferme modèle, actuellement projetée, s'occupera de la sélection et de l'élevage des différents types de bétail, capables de s'acclimater dans le Territoire.

Le problème primordial est celui de la lutte contre les ennemis des animaux et des plantes (y compris les sauterelles, les cochons sauvages, les daims, rats et oiseaux).

L'étendue du pays et le nombre des animaux en cause limitent l'efficacité de l'usage des poisons et armes à feu.

Une station expérimentale d'agriculture est en service, et on a établi des plans pour quatre autres stations, dont une pour le riz et une pour le caoutchouc.

Le régime des terres, dans le Territoire, est régi par l'ordonnance foncière du Bornéo du Nord et par la réglementation foncière, à l'exception de la petite zone comprenant anciennement l'établissement du Labuan, qui reste régi par la législation des établissements des Détroits. Toute la terre appartient à la Couronne. La politique du gouvernement tend, en ce qui concerne le régime foncier, à protéger les intérêts de la population indigène, par un système de concession à titre permanent au lieu d'un système de location à bail.

Il existe deux formes de tenure, a) location à bail, accessible à toutes personnes; b) titres fonciers que seuls peuvent acquérir les indigènes (y compris les habitants aborigènes de l'archipel malais). Les terrains urbains ne peuvent être loués à bail pour plus de 99 ans, et les terrains ruraux pour plus de 999 ans.

La superficie totale occupée par les indigènes (non comprises les réserves rurales) est approximativement de 125.730 acres presque entièrement occupés à titre individuel. Si l'on ne tient pas compte des zones urbaines, la population allogène occupe approximativement 553.990 acres, dont 368.816 appartiennent aux Européens et environ 50.347 sont propriété ex-ennemie (japonaise). Presque tout le restant des 134.827 acres est occupé par des Chinois ou personnes d'origine chinoise. Les terres occupées par l'administration et celles placées en réserves forestières totalisent 412.345 acres. Les terres possédées par les Européens et celles anciennement possédées par les Japonais sont généralement propices aux cultures commerciales à grande échelle, comme le caoutchouc, le tabac, et le chanvre. La terre occupée par les Chinois et autres Asiatiques convient communément à la culture du caoutchouc, du cocotier, du riz et à la culture maraîchère.

La mise des produits dans le circuit commercial est normalement assurée par le moyen des marchés des villes ou des villages et occasionnellement des marchés des foires. La distribution des produits ainsi effectuée s'avère satisfaisante.

Trois centrales électriques sont en service, ainsi que quelques petites rizeries dans les régions à riz, une usine de traitement du sagou, deux

scieries mécaniques, une usine de traitement du manglier, et un certain nombre de presses à huile de coco, utilisant la force du buffle.

L'artisanat comporte la fabrication d'articles tressés en bambou, rotin et crin végétal, et d'objets en fer et cuivre.

D. Niveau de vie

On ne dispose d'aucune donnée en la matière.

Depuis 1941, les prix de détail ont monté comme indiqué ci-dessous :

	<u>1941</u>	<u>1947</u>
	dollars	dollars
Sarong (l'unité)	2.10	5.80
Riz (au marché libre), par gantang ⁽¹⁾	0.54	2.40
Poisson frais "	0.30	0.60
Savon (la barre)	0.20	0.75

E. Communications et transports

Moyens de communication

Mer

Transport de fret au Royaume-Uni et en Australie; services locaux pour Singapour et Hong-Kong.

Voies fluviales intérieures

Nombreuses rivières; dans certaines régions, elles sont l'unique voie de communication.

Chemins de fer

116 milles.

Aviation

1 aéroport en service; liaison hebdomadaire avec Singapour.

Routes principales

Environ 100 milles.

Routes secondaires

Environ 100 milles.

Pistes cavalières

Environ 100 milles.

Télégraphe

Circuits radiotélégraphiques régionaux et locaux.

Téléphone

Deux centraux avec 180 connexions.

Radio

Postes émetteurs de T.S.F.

F. Finances publiques

Après révision, les prévisions de dépenses pour 1947 ont été de 11.760.000 dollars et celles des recettes 7.021.000 dollars. L'imposition indirecte est à la base du système fiscal. Les principales sources des recettes sont constituées par les taxes douanières, (4.628.028 dollars) et par les revenus fonciers (629.572 dollars).

(1) Note du Secrétariat : un gantang = un gallon impérial = 4.546 litres.

G. Banques et crédit

Des renseignements ont été donnés sur le fonctionnement bancaire

H. Commerce international

La valeur des importations s'est chiffrée à 20.471.707 dollars.

Les principaux articles étaient : alimentation 5.786.573 dollars (y compris le riz 2.959.827) et textiles et habillement (3.606.095 dollars).

La valeur des exportations s'est montée à 16.932.627 dollars. Les principaux articles étaient : le caoutchouc (11.250.247 dollars); les bois (1.639.059 dollars); coprah et huile de coco (1.114.629 dollars); poisson et autres produits de la mer (608.131 dollars); et chanvre (554.679 dollars).

Les importations proviennent principalement d'Australie et du Royaume-Uni, et les exportations sont dirigées vers Singapour, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

Les machines et appareils, les produits manufacturés, textiles et vêtements sont soumis à des droits ad valorem de 10 à 15 pour 100, mais dans la plupart des cas un taux préférentiel est accordé aux articles provenant, en totalité ou en partie, du Commonwealth britannique.

I. Programmes de développement

Un plan de développement et de reconstruction portant sur huit ans a été établi; il comportera une dépense totale de 6.051.939 livres. Les dotations au titre de ce plan sont les suivantes : communications 1.844.545 livres; bâtiments administratifs 1.357.065 livres; plan d'urbanisme et de logement 1.225.400 livres; santé publique 567.030; prospections minéralogiques et autres 192.990 livres; irrigation 189.000 livres; enseignement 100.860 livres; agriculture 64.080 livres; élevage 44.900 livres; forêts 43.600 livres; pêcheries 25.000 livres; service du recensement et des statistiques 17.000 livres. Les fonds pour le développement, totalisant 3.559.407 livres se répartissent ainsi : dotation au Bornéo du Nord sur le Colonial Development and Welfare Fund 623.370 livres; dotation au Bornéo britannique sur les mêmes fonds 123.750 livres; emprunts 795.360 livres, et contribution du budget local 2.016.927.

SINGAPOUR (1)

La colonie de Singapour comprend l'île de Singapour, l'île Christmas et les îles Cocos (ou Keeling). L'île de Singapour se trouve au large de la pointe méridionale de la péninsule malaise, dans le sud-est de l'Asie. Cette île mesure environ une quarantaine de kilomètres de long sur une vingtaine de large; sa superficie est de 550 km² environ, et sa population, de 938.079 habitants.

L'île Christmas se trouve dans l'océan Indien, à 190 milles environ au sud de l'extrémité occidentale de Java, par 10. 30' de latitude Sud et 105. 40' de longitude Est. Les îles Cocos (ou Keeling), archipel de 27 îlots coralliens, se trouvent dans l'océan Indien, entre 12° 4' et 12° 13' de latitude Sud, et entre 96° 49' et 96° 56' de longitude Est.

II. Conditions socialesA. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles.

Il ne se pose dans la colonie de Singapour aucun grave problème social de relations raciales et culturelles.

B. Conditions de la main-d'œuvre et de l'emploi.

Dans le passé, au temps où la main-d'œuvre, composée en grande partie d'immigrants souvent illettrés, n'était pas organisée, les employeurs adoptaient généralement à l'égard de leurs ouvriers une attitude paternaliste et leur fournissaient gratuitement la nourriture, la logement et les soins médicaux. Bien que les ouvriers de Singapour soient aujourd'hui fortement organisés en syndicats et s'efforcent de parvenir à l'indépendance, ils n'ont pas encore compris que le maintien de ces divers avantages, ou l'adoption d'avantages supplémentaires, retarde leurs progrès.

La politique générale vise donc à favoriser le développement du syndicalisme démocratique, à enseigner aux ouvriers les principes de négociation directe, de conciliation et d'arbitrage, et à substituer peu à peu au vieux système paternaliste un régime de rémunération intégrale en espèces.

Un grave problème se pose du fait qu'il est nécessaire de payer de gros salaires - à cause du prix élevé du riz, sur lequel repose toute

(1) Note du Secrétariat. Il arrive que les renseignements transmis en application de l'Article 73 (e) renvoient à d'autres publications gouvernementales, et y compris le Rapport colonial annuel pour 1947. Le présent sommaire prend donc pour bases à la fois les renseignements transmis et le rapport colonial de 1947.

l'échelle locale des salaires - tout en diminuant les prix de revient de façon à faire face à une concurrence de plus en plus dure. Dans le courant de l'année, on a vu, dans certains cas, un niveau élevé de salaires se maintenir dans une industrie et, jusqu'au moment où cette industrie s'est trouvée dans l'impossibilité de résister à la concurrence d'industries analogues situées dans d'autres territoires. Il faudrait résoudre ce problème, non en engageant de la main-d'oeuvre à bon marché, mais en améliorant le rendement de l'ouvrier et en mécanisant davantage son travail.

Le gouvernement, l'administration du Port, la municipalité et les services de l'armée emploient 40.500 personnes; plus de 60.000 autres travaillent dans plus de 100 industries différentes comprenant le raffinage du caoutchouc, la fabrication d'objets en caoutchouc, l'industrie du bâtiment, les constructions mécaniques, le raffinage du pétrole, la fabrication de meubles, l'imprimerie, l'arrimage et le gabarrage.

Le nombre des personnes employées directement dans les services de l'armée est tombé, pendant l'année, de 20.000 à 16.000, et on a constaté en outre, une réduction massive de la main-d'oeuvre employée par les entrepreneurs qui travaillent pour le compte de ces services. En outre, en raison du prix élevé de la main-d'oeuvre, les scieries avaient, pour la plupart, fermé leurs portes à la fin de l'année.

En raison surtout de l'augmentation du prix du riz rationné, les salaires journaliers accordés en 1946 aux personnes travaillant pour le compte du gouvernement ou de la Municipalité ont été, à la date du 1er août 1947, modifiés comme suit :

Main-d'oeuvre non qualifiée	de 1 dollar 43 ⁽¹⁾	à	1 dollar 94
Maçons	de 2 dollars 80 - 3 dollars 84	à	2 dollars 56 - 4 dollars 18
Charpentiers	de 2 dollars 84 - 4 dollars 40	à	2 dollars 62 - 5 dollars 08
Mécaniciens	de 3 dollars 52 - 4 dollars 64	à	3 dollars 70 - 5 dollars

Dans l'industrie privée, les salaires hebdomadaires étaient les suivants

Ouvriers employés par des entreprises commerciales au chargement des navires :	18 dollars à 30 dollars
Ouvriers du bâtiment (non qualifiés) :	24 dollars à 30 dollars
Domestiques (au service d'Européens) :	15 dollars à 25 dollars
Ouvriers des usines de caoutchouc :	24 dollars à 49 dollars
Charpentiers :	42 dollars à 66 dollars

(1) Note du Secrétariat :
 1 dollar malais = 47 cents. 1/2 des Etats-Unis
 = 2 shillings 4 pence (sterling)

La journée de travail est de huit heures. Dans la plupart des grandes industries, on travaille cinq jours par semaine. Les heures supplémentaires sont payées à raison d'une fois et demie le tarif normal.

Les groupements patronaux et les groupements ouvriers sont régis par l'ordonnance sur les syndicats, qui exige la vérification des comptes de ces groupements par une personne qualifiée.

Il existe 32 associations patronales et 127 associations ouvrières comprenant respectivement 3.864 et 87.211 membres.

Tous les conflits du travail qui ont surgi au cours de l'année ont été réglés, soit par négociations directes, soit avec l'aide des fonctionnaires du Département du travail.

Les ouvriers jouissent d'une protection étendue grâce à l'ordonnance sur le travail, qui garantit que nul travailleur n'aura à s'engager par écrit et que la validité des contrats passés verbalement ne pourra dépasser un mois. Cette ordonnance traite également des modalités de licenciement, du paiement et de l'ordre de priorité des salaires, des revendications en matière de salaires; elle interdit de faire du travail de nuit aux femmes et aux adolescents; elle prévoit l'inspection des lieux de travail, comprend des dispositions relatives au logement, à l'adduction d'eau, à l'hygiène et aux conditions sanitaires en général, aux soins médicaux et hospitaliers et à la tenue de statistiques; elle accorde enfin aux ouvriers le droit de soumettre leurs doléances au Département du travail.

Parmi les autres mesures de protection, il convient de signaler les ordonnances relatives aux accidents du travail, aux syndicats, aux conflits professionnels, aux tribunaux du travail, à la protection des ouvriers, et aux installations mécaniques.

Une bourse du travail, dont les services sont gratuits, sert d'organe de liaison entre les patrons en quête de main-d'oeuvre et les ouvriers en quête de travail.

C. Hygiène et santé publique.

En 1947, pour la première fois depuis le rétablissement de l'administration civile, tous les hôpitaux en usage avant la guerre, sont de nouveau en plein fonctionnement d'un bout à l'autre de l'année. La remise en état des hôpitaux, ainsi que celle des logements annexes, a progressé. En ce qui concerne le personnel, le principal problème est celui que pose la pénurie des infirmières qualifiées locales.

Les dépenses faites en matière de santé publique ont atteint 5.420.466 dollars 16 au cours de l'année.

Le nombre de lits disponibles dans les hôpitaux pour le traitement de toutes les maladies autres que la lèpre, les maladies vénériennes et les maladies mentales s'élève à 1.854, soit 250 lits de moins qu'avant la guerre. La lutte contre les maladies vénériennes et la lèpre est plus active qu'en 1939, et les hôpitaux pour maladies mentales pourront, une fois qu'elles seront parvenues à recruter du personnel qualifié en nombre suffisant, soigner autant de malades qu'avant la guerre (1.800).

Il y a 257 docteurs en médecine, 146 dentistes, 571 infirmières 29 sages-femmes et 55 pharmaciens.

L'Ecole de médecine (King Edward VII College of Medicine) délivre des diplômes de licencié en médecine et chirurgie et de licencié en chirurgie dentaire, diplômes qui peuvent être homologués au Royaume-Uni par le Conseil général des médecins.

Les agrandissements réalisés dans cette école dans le courant de 1947, ont doublé les locaux disponibles pour les étudiants, qui étaient au nombre de 399 au début de l'année universitaire. Ces étudiants reçoivent une aide financière.

Il existe également des centres de formation professionnelle pour les autres membres du personnel des services médicaux, y compris les infirmières, les sages-femmes et les agents sanitaires.

Les statistiques démographiques de 1947 se résument comme suit :

a)	Nombre de décès	12.511
	Taux de mortalité par 1.000 habitants	13,34
b)	Nombre de naissances	43.045
	Taux des naissances par 1.000 habitants	45,89
c)	Nombre de décès dans la première année	3.758
	Taux de mortalité infantile, par 1.000 enfants nés vivants	87,33
d)	<u>Principales maladies</u>	
	Convulsions	1.519 cas
	Pneumonie (toutes formes)	1.239 "
	Fèvre (sans spécification)	922 "
	Naissances avant terme et maladies de la première enfance	853 "
	Diarrhée et entérite	831 "

e) Principales causes de décès :

	Nombre de décès	Moyenne par 100.000 habitants
	-----	-----
Convulsions	1.519	161,9
Tuberculose des voies respiratoires	1.468	156,5
Pneumonie (toutes formes)	1.239	132,1

Bien que le régime alimentaire d'une grande partie de la population soit médiocre, on relève rarement des signes manifestes de maladies de carence, telles que le béri-béri. D'une façon générale, l'alimentation de la population, en particulier, celle des enfants d'âge scolaire s'est améliorée pendant l'année. Néanmoins, un tiers des enfants appartenant aux classes pauvres et moyennes souffrent de déficience de la nutrition. La création de centres d'alimentation des enfants, servant quotidiennement des repas gratuits à 5.000 enfants d'âge préscolaire, constitue peut-être dans le domaine de la nutrition, la plus importante des mesures que l'on ait jamais prises en Malaisie.

D. Conditions de logement et programmes.

Une crise aiguë du logement sévit à Singapour. La population atteint couramment une densité de 750 à 1.250 personnes à l'hectare, (300 à 500 par acre) et dans certains cas jusqu'à 2.500 personnes à l'hectare (1.000 par acre). Cette pénurie de logements sévit depuis longtemps et deux facteurs dûs à la guerre n'ont fait que l'accentuer : en premier lieu, un important afflux de réfugiés qui sont venus des Etats malais aux premiers temps de l'invasion japonaise et dont beaucoup sont restés à Singapour; en second lieu, l'arrêt de toute construction nouvelle pendant la guerre. On a exécuté de vastes travaux de réparations et on a entrepris depuis la guerre certains programmes de construction. On trouvera des renseignements sur les programmes à long terme dans le paragraphe I de la Section IV.

E. Assistance sociale et secours.

On a procédé pendant l'année, dans la municipalité de Singapour à une enquête sociale qui est la première de son espèce. Cette enquête conçue comme l'étape initiale des recherches ultérieures plus poussées, fournira une base solide pour l'élaboration d'une politique d'assistance sociale.

En 1947, les répercussions immédiates de la guerre ont cessé d'accaparer toute l'activité du Département d'assistance sociale. Les mesures de crise ont fait place progressivement à l'exercice de fonctions permanentes dans le cadre des règles administratives et des efforts de plus en plus grands ont été

consacrés aux œuvres de jeunesse, à l'enfance délinquante, à la protection matérielle et morale des femmes et des jeunes filles.

Le Conseil d'assistance sociale, organisme consultatif comprenant des représentants du gouvernement et des groupements non officiels (ces derniers en majorité), met un frein fort utile aux excès possibles de la bureaucratie.

Les cuisines communales ont continué à fonctionner pendant toute l'année, et ont servi des repas à partir de 8 cents. Sur l'alimentation des enfants cf. II, C.

L'un des plus graves problèmes sociaux est celui que pose la jeunesse délinquante dans sa forme déclarée ou latente. On a rédigé un nouveau projet d'ordonnance sur les enfants et les adolescents, qui consacrera légalement le présent état de choses, c'est-à-dire la coordination, dans le cadre des travaux du Département de l'assistance sociale, du tribunal pour mineurs, de la surveillance des jeunes délinquants remis en liberté, et de toutes les autres mesures relatives à la jeunesse délinquante.

Les autres œuvres d'assistance sociale comprennent les secours aux réfugiés, aux sans-logis et autres individus en état d'infériorité, la recherche des disparus, et l'assistance publique aux vieillards, aux infirmes, aux veuves, orphelins et dépendants victimes de la guerre.

F.G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal.

Des renseignements ont été transmis à ce sujet, mais ils ne sont pas résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social.

Cf. le paragraphe I de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement

Parmi les progrès réalisés au cours de l'année, il convient de signaler l'augmentation du nombre de manuels scolaires, l'amélioration des moyens de transport, la remise en état de bâtiments scolaires et terrains de jeux et la restitution des bâtiments scolaires occupés par l'armée. Le nombre des élèves qui trouvent place dans les écoles est plus élevé que jamais, et les subventions accordées aux écoles privées sont maintenant près de quatre fois supérieures à leur niveau d'avant 1941. En 1947, les dépenses ont été de 2.158.353 dollars.

L'enseignement supérieur est dispensé par le King Edward VII College of Medicine (cf. section II, C) et par le Raffles College, qui délivre un diplôme au terme de trois années d'études. En 1947, les cours du Raffles College ont été suivis par 196 étudiants, dont 79 étaient de Singapour.

Les cours du soir, consacrés à des sujets commerciaux et techniques, ont été suivis par 1.633 élèves. Pendant l'année, 63 jeunes gens ont suivi des cours de mécanique à l'école professionnelle.

Depuis 1946, le nombre des écoles reconnues par l'Etat est passé de 207 à 282, et le nombre total de leurs élèves, de 76.609 à 91.873. Il existe en outre environ 200 petites écoles non reconnues.

Les écoles anglaises se répartissent en trois groupes, suivant qu'elles sont administrées par le gouvernement, par des missions, ou par des particuliers (ou groupements privés). Le gouvernement prend à sa charge toutes les dépenses du premier groupe d'écoles subventionne le second, et dans certains cas fournit des locaux scolaires au troisième.

Sur les 29.095 élèves qui fréquentent les écoles anglaises, 25.631 reçoivent un enseignement primaire, et 3.464 un enseignement secondaire. Ces écoles sont ouvertes à tous les enfants, sans distinction de race.

Parmi leurs élèves il y a 75,7 pour 100 de Chinois, 10,5 pour 100 d'Indiens, 8,3 pour 100 d'Eurasiens et d'Européens, et 3,5 pour 100 de Malais. 3.724 élèves bénéficient d'une bourse d'études, ou sont exemptés de frais d'études. Sur les 154 écoles privées chinoises reconnues par l'Etat 49 bénéficient des subventions gouvernementales d'un montant total de 300.000 dollars environ. 53.291 élèves fréquentent ces écoles subventionnées, ce qui représente plus de 60 pour 100 du nombre total des élèves fréquentant les écoles chinoises immatriculées (53.478). 34 sur 35 écoles malaises reconnues sont administrées par le gouvernement; elles groupent 6.463 élèves, et leur enseignement est gratuit. Cinq sur les onze écoles indiennes sont subventionnées par l'Etat et groupent 919 élèves.

La durée moyenne des émissions radiophoniques à l'usage des écoles atteint maintenant 9 heures par semaine; 29 écoles chinoises, 28 écoles anglaises et 7 écoles malaises utilisent ces émissions.

Bien qu'il reste beaucoup à faire pour que la situation soit comparable à ce qu'elle était en 1941, elle s'est suffisamment améliorée en 1947 pour qu'il soit possible, en 1948, d'entreprendre, à titre d'expérience, l'exécution d'un vaste programme de développement (cf. paragraphe I, Section IV)

IV. Conditions économiques

A.C. Ressources naturelles et industrie.

Les principales formes d'activité de Singapour, son commerce de transit et ses industries de transformation, se sont développées pendant la guerre, et le développement de ses industries secondaires a été particulièrement notable.

La superficie totale des terres cultivées est de 30.000 hectares environ, (70.000 acres), dont près de 20.000 (42.000 acres) produisent du caoutchouc, tandis que 3.500 (8.000 acres) sont plantées de cocotiers. Le reste comprend

surtout des cultures maraîchères. Le nombre des porcs élevés sur place et vendus dans le commerce est passé de 35.588 en 1946 à 60.954 à la fin de 1947. Le nombre des volailles approche le million.

Le Département des pêcheries s'est efforcé, pendant cette année, de fournir le matériel nécessaire et de faire disparaître dans toute la mesure du possible les réglementations imposées en temps de guerre. La quantité de poisson disponible quotidiennement est restée à son niveau d'avant-guerre. L'élevage de la carpe dans des bassins à eau courante constitue pour les petits exploitants une source importante de revenu. Les entrepositaires de poisson salé et autres produits de mer font un chiffre d'affaires annuel de 30 millions de dollars environ.

Les terres appartiennent en toute propriété à ceux qui les occupent, ou leur sont concédées en vertu des mesures législatives, ou leur sont louées à bail par la Couronne (généralement pour 99 ans), ou encore sont occupées en vertu de licences provisoires.

Les gisements de phosphate de l'île Christmas sont exploités par la Société des phosphates de l'île Christmas.

= En ce qui concerne la production de l'énergie électrique, la puissance mensuelle maxima qui était en 1946 de 8.500.000 kilowattheures est passée à 9.500.000 kilowattheures en 1947. Le nombre total des unités produites qui était de 75.400.000 en 1946 s'est élevé à 105.700.000 en 1947. Au cours de l'année, on a passé contrat pour la construction de seize nouvelles sous-stations.

Parmi les usines de produits alimentaires, il convient de signaler les huileries (6 avant la guerre, 3 aujourd'hui), les biscuiteries et les brasseries. On trouve également des ateliers de construction mécanique, de fonderie et de réparation de navires. Une usine de montage d'automobiles et une fonderie d'étain ont été en grande partie remis en état au cours de l'année et ont maintenant repris leur activité.

Les 14 usines de préparation du caoutchouc emploient plus de 5.000 ouvriers et constituent, pour Singapour, un des principaux moyens de se procurer des devises étrangères. Singapour possède également 30 scieries, 13 briquetteries, et un certain nombre de savonneries, dont quatre sont importantes. On y travaille aussi le rotin, le tabac et les produits forestiers; on y fabrique du verre et des accumulateurs.

Trente-six sociétés coopératives officiellement immatriculées groupent au total 13.300 membres. Vingt et une d'entre elles sont des sociétés d'épargne et de prêt possédant ensemble 1.015.251 dollars 97 en valeurs fiduciaires, et 10 autres sont des sociétés coopératives ouvrières de crédit. Il existe également une union coopérative urbaine de Singapour, qui, pendant

l'année, a accordé quatre bourses d'enseignement secondaire aux enfants de certains de ses membres.

D. Niveau de vie.

On ne dispose pas de données statistiques ni sur le revenu global du territoire, ni sur le revenu moyen par habitant. Les prix moyens, au détail, des denrées alimentaires de base ont été en 1947 :

Riz (prix contrôlé)	1 dollar 50 le gantang	1)
Poisson frais (daurade)	1 dollar 35 le catty	2)
Huile de coco	0 dollar 37 le catty	

E. Communications et transports.

<u>Type de communications</u>	<u>Importance</u>
Navigation maritime	9.207.711 tonnes de marchandises sont entrées au port dans le courant de l'année.
Chemins de fer	Singapour est relié à la Malaisie continentale par une voie ferrée d'une trentaine de kilomètres, construite sur une chaussée.
Navigation aérienne	1 aéroport civil et 2 aéroports militaires; liaison intercontinentale et régionale avec divers points de la Malaisie, avec l'Indonésie et avec Hong Kong.
Routes	450 kilomètres environ.
Télégraphe	Service télégraphique intérieur et étranger notamment, liaison radiotélégraphique avec le Siam, Bornéo, et l'île Christmas.
Téléphone	Service local et communications avec l'étranger (Fédération malaise).
Radiodiffusion	3 émetteurs, 11.700 récepteurs enregistrés.

F. Finances publiques.

En 1947, le revenu de la colonie s'est élevé à 70.972.949 dollars et ses dépenses à 61.956.004 dollars 34.

Les principales sources de revenu public ont été les taxes sur le tabac (16.566.863 dollars), les boissons alcooliques (11.093.048 dollars), et le pétrole (6.180.726 dollars).

L'ordonnance concernant l'impôt sur le revenu a pris force de loi à dater du 1er janvier 1948.

1) 1 gantang équivaut à un "imperial gallon" soit 4 litres, 546
 2) Le catty équivaut à 600 gr. environ.

G. Banques et crédits.

Des renseignements sur les possibilités d'opérations bancaires ont été envoyés, mais ils n'ont pas été résumés.

H. Commerce international.

La valeur totale des importations a été de 1.045.896.434 dollars, et celle des exportations, de 813.296.593 dollars. La principale des importations a été celle du riz (311.300.000 dollars). Les importations de cotonnades ont été évaluées à 144.100.000 dollars, et celles de machines à 16.200.000 dollars. Les principaux produits exportés ont été le caoutchouc (415.400.000 dollars), l'étain (44.700.000 dollars), les cotonnades (42.500.000 dollars) et le poivre (26.600.000 dollars).

Provenance et destination des échanges commerciaux.

(en millions de dollars)

	<u>Importations</u>	<u>Exportations</u>	<u>Total</u>
Indes Néerlandaises (Indonésie)	221,6	120,5	342,1
Etats-Unis	115,4	221,2	336,6
Royaume-Uni	169,3	117,3	286,6
Autres territoires britanniques	102,8	64,8	167,6

I. Programmes de développement.

On a établi un plan qui prévoit, en vingt ans, la démolition complète des taudis et la construction des nouveaux logements nécessaires. Les taudis seront démolis suivant l'ordre d'urgence et les travaux de construction de nouvelles villes iront de pair avec les travaux de démolition. On transférera dans ces villes les établissements industriels qui (à la différence des docks, par exemple) peuvent fonctionner ailleurs que là où ils se trouvent actuellement.

Un plan décennal de développement de l'enseignement a été approuvé en août 1947. Il vise notamment à assurer à tous les enfants une instruction primaire gratuite. Il prévoit aussi l'extension des possibilités d'instruction post-primaire, le développement de l'enseignement technique; la création d'une école normale d'instituteurs, et une extension considérable des cours d'adultes.

Ce plan prévoit également la suppression du système actuel dans lequel

les Malais, les Chinois et les Indiens ont des écoles distinctes où l'enseignement se donne dans leur langue propre; ces écoles seront remplacées par des écoles régionales dont l'enseignement s'adressera à tous les enfants, quelle que soit leur race.

Parmi les autres plans de développement, il faut signaler un grand projet d'expansion des aéroports, patronné par le gouvernement et par la Royal Air Force, et dont la réalisation coûtera 35.000.000 de dollars ainsi que des plans d'amélioration des aménagements portuaires, des usines à gaz et des centrales électriques, du système d'adduction d'eau et du réseau d'égouts.

SOUAZILAND

Le Souaziland est situé dans la partie nord-est de l'Union Sud-Africaine; il est borné à l'est par l'extrémité sud-ouest du Mozambique. D'après les dernières estimations connues, sa population est de 186.880 habitants. Sa superficie est de 6.704,6 milles carrés.

II. Conditions sociales

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles.

Il ne se pose aucun problème spécial concernant les relations raciales et culturelles. Les trois éléments de la population (Africains, Européens et Eurafriains) vivent en harmonie. Les Africains occupent des zones réservées à leur usage exclusif et les Européens possèdent et occupent environ la moitié du Territoire. Les lois indigènes sont respectées dans la limite de leur compatibilité avec l'exercice normal du pouvoir et de la législation du Gouvernement impérial et dans la mesure où elles ne portent pas un préjudice flagrant au bien-être des indigènes eux-mêmes.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

Il n'existe pas de service du travail, et ce sont les chefs des districts qui sont chargés du contrôle des conditions de la main-d'oeuvre. Un office des Territoires du Haut Commissariat avec siège principal à Johannesburg prend soin des Souazis qui travaillent dans l'Union Sud-Africaine. Il ne se pose pas de problème spécial relatif à la main-d'oeuvre.

Les salaires agricoles varient entre 5 et 10 livres par mois avec logement pour les travailleurs agricoles africains et entre 15 et 50 shillings avec logement et nourriture pour les manoeuvres. Dans les mines les salaires varient entre 15 et 100 livres par mois avec logement pour les Européens et entre 25 shillings et 4 livres par mois avec logement et nourriture pour les Africains, la semaine de travail étant en moyenne de 50 heures.

Les salaires pour artisans qualifiés varient entre 15 et 25 livres pour les Européens et entre 4 et 10 livres pour les Africains.

Il n'existe pas pour le moment d'organisation patronale ou ouvrière, bien qu'il existe des dispositions législatives sur l'enregistrement et la réglementation des syndicats. Il n'y a eu aucun conflit du travail durant l'année.

La législation du travail en vigueur intéresse les sujets suivants: Proclamation de 1913, amendée en 1930, 1936 et 1939 sur la réglementation du régime de la main-d'oeuvre indigène.

Loi de 1880 sur les relations entre employeurs et domestiques au Transvaal, applicable au Souaziland.

Proclamation de 1914 (amendement) sur les relations entre employeurs et domestiques au Souaziland.

Proclamation de 1943, amendée en 1944 sur le régime de la main-d'oeuvre indigène au Souaziland (contrats écrits).

Proclamation de 1936 sur l'emploi des femmes dans les mines.

Proclamation de 1937 sur l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants au Souaziland.

Proclamation de 1939 sur les accidents du travail au Souaziland.

Proclamation de 1942 sur les syndicats et les conflits du travail.

Le Territoire continue à fournir de façon assez régulière de la main-d'oeuvre pour le travail dans les mines d'or et de charbon de l'Union Sud-Africaine. En 1947 il y avait 8.305 Souazis dans des emplois divers dans l'Union, principalement dans les mines qui en employaient 5.996, tandis que 755 étaient occupés dans des fermes, 253 comme domestiques et 950 dans divers travaux. Avant de quitter le Territoire les travailleurs doivent avoir des contrats de travail portant une attestation officielle. Ces contrats contiennent des clauses concernant le salaire, les heures et les conditions du travail et les rations. Trois offices des Territoires du Haut Commissariat prennent soin dans le Witwatersrand du bien-être général des travailleurs émigrés. Des dispositions sont prises en ce qui concerne l'envoi de fonds par les travailleurs à leurs familles dans le Territoire. A l'expiration de leurs contrats on incite les travailleurs à retourner chez eux de façon à réduire les inconvénients d'une absence prolongée sur les liens familiaux et sociaux.

Il n'y a pas de migration des travailleurs de l'extérieur vers le Territoire ni de migration des travailleurs à l'intérieur du Territoire.

C. Hygiène et santé publique.

Les principaux problèmes qui se posent au service de la santé publique comprennent les mesures préventives à l'égard du paludisme, des maladies vénériennes, de la bilharziose, de la dysenterie, de l'entérite infectieuse et de la tuberculose, la lutte contre les maladies contagieuses, et enfin l'amélioration de l'hygiène urbaine et rurale. L'élimination des maladies qu'on peut prévenir et le contrôle de la transmission des maladies pour élever le niveau de santé général du pays constituent les objectifs poursuivis par le service médical.

Le budget local a consacré 38.377 livres aux services de l'hygiène publique. Les subventions du Gouvernement métropolitain comprenaient 3.544 livres consacrées à la lutte contre le paludisme et 11.778 livres destinées aux colonies des lépreux.

Il existe trois hôpitaux pourvus de 168 lits; on compte 10 médecins, 21 infirmières européennes, 49 infirmières africaines et 4 vétérinaires.

La formation du personnel sanitaire n'est organisée que pour des infirmières africaines.

Aucune déclaration n'étant obligatoire pour la population africaine, les statistiques démographiques suivantes ne concernent que la population européenne:

a) nombre de décès	26
taux de mortalité par 1.000 habitants	9
b) nombre de naissances	69
taux des naissances par 1.000 habitants	24,03
c) nombre de décès des enfants de moins d'un an	3
taux de la mortalité infantile par 1.000 enfants nés vivants	45,4

On ne possède pas de statistiques concernant la mortalité et la morbidité. L'état de la nutrition de la population n'a pas encore été établi d'une façon certaine.

L'éducation du public en matière d'hygiène se limite à l'enseignement de l'hygiène dans les écoles.

D. Conditions de logement et programmes.

En 1947 le Gouvernement a inauguré un programme triennal de logement dont le coût probable serait de 95.000 livres. L'amélioration du type d'habitations occupées par les Africains et la population de couleur et surtout par les employés du Gouvernement se poursuit lentement et la construction de cités bien aménagées destinées aux non-Européens est en progrès constant. De grandes améliorations sont aussi apportées aux types de logements destinés aux domestiques.

Le manque de matériaux de construction constitue la principale entrave au développement de ces programmes de logement.

E. Assistance sociale et secours.

Il n'y a aucun système d'assurances sociales en fonctionnement dans le pays.

On a accordé une aide financière aux démobilisés. Une somme de 1.300 livres a été consacrée à l'assistance aux indigents accordée aux Européens et qui n'est étendue aux Africains que dans des circonstances exceptionnelles parce que, suivant les coutumes souazies, tout Africain dans le dénûment est normalement secouru par son plus proche parent.

Le Gouvernement a payé les traitements donnés par des spécialistes dans l'Union Sud-Africaine à un certain nombre d'Africains souffrant de maladies graves.

Un camion équipé d'un projecteur cinématographique opérant pour le compte de l'administration projette des films sur l'hygiène et des sujets éducatifs parmi la population rurale.

F. Statistiques de la criminalité.

Des renseignements ont été transmis mais n'ont pas été résumés.

G. Description du système pénal.

Aucun renseignement transmis.

H. Programmes de développement.

Voir paragraphe I de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement

La politique en matière d'enseignement tend à accroître le nombre d'individus capables de servir dans les postes administratifs et techniques, de façon que le peuple souazi ait à sa disposition des hommes compétents issus de sa propre race qui puissent le conduire et le conseiller. Le but principal est de mettre au point un système d'enseignement primaire qui permettrait d'amorcer la généralisation de l'enseignement et d'élever le niveau de l'instruction. L'administration se trouve aux prises avec des difficultés d'ordre financier aussi bien qu'avec certains problèmes ardues provenant des particularités et des moeurs du peuple souazi. En premier lieu les Souazis sont excessivement conservateurs et superstitieux et ils n'aiment pas vivre en agglomérations, ce qui rend très difficile la propagation de l'instruction parmi toute la population. Par ailleurs comme le principal élément et signe extérieur de richesse est constitué par le bétail, les garçons sont employés pour garder les troupeaux et ils sont par conséquent en minorité dans de nombreuses écoles.

Il arrive souvent qu'ils commencent à aller à l'école à l'âge où ils auraient dû déjà terminer leurs cours primaires.

Le personnel du service de l'enseignement comprend un directeur, deux fonctionnaires européens, six inspecteurs d'écoles africains et le personnel subalterne ordinaire. L'instruction des Européens est principalement l'affaire du gouvernement, tandis que l'instruction des Africains et de la population de couleur est généralement aux mains des Missions auxquelles le gouvernement accorde une large aide financière sous forme de paiement de salaires et d'équipement. En plus des écoles de Missions, il existe 5 grandes écoles du gouvernement pour les Africains et 3 écoles nationales souazies.

Le comité consultatif de l'enseignement des Africains, composé des représentants des missions, du gouvernement et des autorités tribales, est

appelé à donner son avis sur toutes les questions intéressant l'enseignement qui lui sont soumises.

Au cours de cette année, 77.133 livres ont été consacrées à l'enseignement, dont 35.308 livres provenaient du Colonial Development and Welfare Fund . Ces dépenses se répartissent ainsi:

Administration	6.020 livres
Enseignement des Européens	31.307 "
Enseignement des indigènes	37.025 "
Enseignement de la population de couleur	2.681 "

Des renseignements ont été transmis concernant les bâtiments et autres installations scolaires, les programmes d'études et les langues dans lesquelles l'enseignement est donné, mais ils n'ont pas été résumés.

L'enseignement supérieur n'est pas organisé dans le Souaziland, mais une aide est accordée à ceux qui veulent achever leurs études dans les universités de l'Union Sud-Africaine.

Rien n'a encore été fait pour l'instruction des adultes, à cause des possibilités financières limitées du pays.

Une école technique pour Africains vient d'être ouverte, et elle donne des cours d'une durée de quatre années sur les trois métiers les plus essentiels au pays c'est-à-dire: construction, menuiserie, travail du fer.

On ne possède pas actuellement de données pour déterminer avec exactitude le niveau d'instruction parmi les populations européenne et de couleur. On a cependant de bonnes raisons de croire que le taux d'analphabétisme y est réduit. Parmi les Africains 13 pour 100 savent lire et écrire dans leur propre langue et 5 pour 100 en anglais. 527 enfants européens fréquentent les établissements primaires et secondaires européens, ce qui représente 83 pour 100 du nombre des enfants d'âge scolaire; 11.038 enfants africains fréquentent les écoles pour Africains, ce qui représente 30 pour 100 du nombre des enfants d'âge scolaire, et 205 enfants de couleur fréquentent les écoles pour enfants de couleur.

Quinze instituteurs sur les 29 qui enseignent dans les écoles européennes possèdent une formation pédagogique, les 14 autres n'en possèdent point. Six instituteurs sur les 9 qui enseignent dans les écoles pour enfants de couleur possèdent une formation pédagogique et les 3 autres n'en possèdent point. Dans les écoles pour Africains 211 instituteurs possèdent une formation pédagogique et 163 n'en possèdent point. Un cours de deux années pour la formation d'instituteurs africains est donné par une des missions. Le nombre d'élèves par instituteur est de 20 dans les écoles européennes, 30 dans les écoles pour Africains et 21 dans les écoles pour enfants de couleur. Les dépenses par tête pour l'enseignement ont été les suivantes:

écoles officielles pour Européens	24 livres
écoles européennes subventionnées par le gouvernement	17 livres
écoles dépendant du Fonds national souazi	10 livres 2 shillings
écoles officielles pour Africains	3 livres 8 shillings
écoles pour Africains subventionnées par le gouvernement	2 livres 4 shillings
écoles pour enfants de couleur subventionnées par le gouvernement	11 livres 5 shillings

Un journal hebdomadaire en anglais est publié à Mbabane. Le nombre des lecteurs des journaux bantous publiés dans l'Union Sud-Africaine s'accroît. Le Département de l'enseignement publie un bulletin mensuel de nouvelles. Trois écoles européennes possèdent des appareils de projection et elles sont abonnées à la cinémathèque du Département de l'enseignement de l'Union. L'art indigène se manifeste principalement dans la sculpture du bois et la vannerie et ces deux activités artisanales reçoivent l'encouragement du gouvernement et des autorités tribales.

La langue souazie est très proche du zoulou et les folklores des deux peuples se ressemblent beaucoup.

Le zoulou, en tant que langue bien implantée qui est enseignée dans les écoles, procure aux Souazis un moyen d'expression qui est largement diffusé et compris dans le pays, aussi bien que dans l'Union Sud-Africaine. C'est pourquoi jusqu'à présent les Souazis n'ont guère manifesté de tendance quelconque pour l'établissement d'une orthographe et d'une littérature qui leur appartiendraient en propre.

Pour les programmes de développement, voir paragraphe I de la section IV.

IV. Conditions économiques

A-C. Ressources naturelles et production.

L'agriculture est la base de l'économie du pays.

La production minière comprend de l'amiante, de l'or, de l'étain et de la baryte. La valeur de la production minière comptait pour 73 pour 100 de la totalité des exportations en 1947. Cette production minière procure au pays environ 20 pour 100 de la totalité de ses revenus sous forme de droits, redevances et taxes minières. Il existe des gisements reconnus d'autres minéraux tels que l'hématite et la houille, mais le manque de moyens de transport à bon marché décourage toute recherche active en vue d'une prospection plus poussée.

Le personnel du Département de l'agriculture et de l'élevage comprend 25 fonctionnaires européens chargés des services agricole et vétérinaire et 347 Africains employés comme assistants du service agricole, moniteurs agricoles, gardiens de troupeaux, gardes forestiers et assistants de laboratoires.

Le pays se suffit actuellement à lui-même pour ses besoins en maïs et en sorgho qui sont les éléments de base de l'alimentation de la population africaine. Il exporte aussi, surtout vers l'Union Sud-Africaine, du bétail, des arachides, du coton, des cuirs et peaux et du tabac.

Les régions arables ont manifestement été labourées d'une façon trop intensive sans égard pour la conservation du sol. De grandes étendues du pays sont constituées par des pâturages et des terres en friche.

Pour les principales cultures, la production a été évaluée comme suit:

maïs	400.000 sacs
arachides	11.000 " (décortiquées)
sorgho	15.000 "
coton	400 balles
tabac	750.000 livres anglaises (poids)

Il y a 73.775 têtes de bétail appartenant aux Européens et 300.026 aux Africains, 6.494 moutons appartenant aux Européens et 20.680 aux Africains; et 122.193 chèvres. Les exportations des produits dérivés de l'élevage ont consisté en 15.000 têtes de bétail, 250.000 livres de beurre, 56.667 cuirs et peaux et plus de 75 tonnes de farine d'os.

Les forêts naturelles du pays ont pratiquement toutes disparu et de grandes étendues du bas pays sont retournées à l'état de broussailles (veld). L'usage du fumier et des engrais tend à être de plus en plus populaire parmi la population africaine (1.500 tonnes d'engrais sont actuellement importées chaque année).

Il n'existe pas d'enseignement agricole dans le pays. Dans les dix dernières années la majorité des Africains ont appris à utiliser la charrue et la herse grâce à la propagande des agents du service agricole.

A la suite de nombreuses concessions faites à partir de 1880 par le roi souazi de l'époque, la totalité du pays passa aux mains des Européens. Il devint dès lors nécessaire d'exproprier un tiers de chaque terrain concédé pour en réserver l'usage à la population indigène. Cette opération eut lieu à la suite de la Proclamation de 1907 sur le partage des concessions au Souaziland et actuellement sur les 2.027.205 morgen⁽¹⁾ constituant la superficie du pays, 990.147 morgen sont à la disposition des souazis. Les terres indigènes et les terres achetées par la nation souazie constituent une propriété collective dont la garde est confiée au Haut Commissaire et au grand chef souazi pour le bénéfice de la collectivité souazie.

Le crédit agricole est assuré par des banques et par le gouvernement.

Il existe des coopératives de vente pour le tabac et la viande de boeuf. Le maïs est acheté par le Département de l'Agriculture pour être stocké et revendu ensuite à un prix fixé officiellement.

(1) Note du Secrétariat : 1 morgen = 2 acres 11.

Les exportations de produits miniers en 1947 ont atteint une valeur de 896.604 livres, comprenant 27.954 tonnes courtes d'amiante d'une valeur de 840.535 livres et 5.637 onces d'or fin d'une valeur de 45.603 livres.

Il existe une petite manufacture de vêtements, une fabrique de beurre, une usine de mouture d'os et une usine d'extraction d'huile.

D. Niveau de vie.

Les prix de détail des denrées de base ont été en moyenne:

sac de 200 livres de farine de maïs	1 livre 16 s. 8 d.
1 livre de viande de boeuf	10 d. 1/2
1 livre de sucre	4 d.
1 livre de tabac à priser	3 s. 9 d.

E. Communications et transports.

<u>Moyens de communications</u>	<u>Importance</u>
chemins de fer	néant
aviation	1 champ d'aviation civile
routes de grande communication	205 milles
routes principales	476 "
routes secondaires	443 "
bureaux de postes	16
téléphones	230 965 milles de lignes
télégraphes	260 milles de lignes
radiodiffusion	néant
stations météorologiques	31

F. Finances publiques.

Les dépenses et les recettes publiques se sont élevées à 457.387 livres et à 446.783 livres respectivement. Voici les principales catégories d'impôts. L'impôt indigène est de 35 shillings par an pour tout Africain mâle adulte célibataire ou monogame. Les Africains ayant plus d'une femme paient 30 shillings pour chaque femme supplémentaire jusqu'à un maximum de 4 livres 10 s. Le taux de l'impôt sur le revenu pour les gens mariés est de 15 pence plus un millième de penny pour chaque livre de revenu imposable avec abattement à la base d'une livre pour enfants; pour les célibataires le taux est de 18 pence par livre avec dégrèvements s'il y a des personnes à la charge du contribuable. Les sociétés paient un taux uniforme de 4 shillings par livre de revenu imposable. L'impôt de capitation européen est de 3 livres par an pour tout Européen mâle majeur. Il existe d'autres taxes comme les permis et les redevances sur les produits miniers de base.

G. Banques et crédit.

Des renseignements sont donnés sur un certain nombre de banques.

H. Commerce international.

A la suite d'une convention passée en 1910 avec l'Union Sud-Africaine le Souaziland est considéré comme faisant partie de l'Union au point de vue douanier et un pourcentage déterminé de toutes les recettes douanières recueillies dans l'Union est annuellement versé au Souaziland. Les importations, dont la valeur n'est pas indiquée dans les renseignements transmis, comprennent principalement du maïs, des articles d'épicerie, des vêtements, de la pacotille de traite, de la quincaillerie, des machines, des matériaux de construction, des spiritueux, de l'essence et de l'huile: elles proviennent pour la plus grande partie de l'Union Sud-Africaine.

La valeur totale des exportations a été d'environ 1.229.994 livres.

Les principaux produits d'exportation ont été les suivants:

amiante	840.535 livres
bétail de boucherie	245.868 livres
lingots	45.603 livres

I. Programme de développement.

On a poursuivi les programmes de développement dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de l'agriculture, de l'élevage et de l'installation d'unités agraires au bénéfice des indigènes. Le financement de tous ces programmes est couvert par des fonds octroyés au titre de la loi au titre du Colonial Development and Welfare Act ; aucun projet important n'est pris en charge par le budget local.

Le plan décennal original n'ayant pas été approuvé, on a mis à l'étude un plan de 8 ans comportant des prévisions de dépenses d'une valeur totale de 830.000 livres. Dans l'intervalle on a poursuivi la réalisation de certains plans anciens et de plans nouveaux dont la nécessité était incontestable.

En ce qui concerne l'enseignement, des progrès ont été réalisés dans les travaux de construction d'une grande ferme école, d'un dortoir pour filles et des salles de classes dans les écoles européennes. On a aussi commencé la construction d'une école technique indigène et des logements pour le personnel des écoles indigènes du gouvernement.

Dans le domaine de l'agriculture on a construit 15 silos à grains et on est en train d'en construire 4 autres et d'augmenter la capacité de stockage, on a entrepris un programme d'approvisionnement en eau des régions occupées par les indigènes ainsi qu'un programme de lutte contre l'érosion; on a poursuivi les expériences faites sur le maïs, le sorgho, les arachides, le

coton le witchweed, les prairies, les pâturages et sur le système combiné de culture et d'élevage; enfin des progrès ont été réalisés dans les programmes concernant l'amélioration des méthodes d'élevage du bétail chez les indigènes et concernant la lutte contre les maladies des animaux.

Dans le domaine de la santé, on a achevé la construction de quatre colonies de lépreux et de logements pour les ménages de lépreux; on a poursuivi la campagne contre le paludisme. Les progrès réalisés dans le programme d'installation d'unités agraires au bénéfice des indigènes ont porté sur les travaux ordinaires de la production agricole, sur l'amélioration de la productivité du sol, sur l'approvisionnement en eau, sur la lutte contre le paludisme et sur l'industrie laitière. Les travaux géologiques ont comporté la prospection de gisements miniers, l'établissement des cartes géologiques, des forages pour la recherche d'eaux souterraines et l'exploration des périmètres miniers de la Couronne et des concessions minières.

LA TRINITE ET TOBAGO

Les îles de la Trinité et de Tobago se situent au voisinage immédiat du Venezuela. Leur superficie totale est de 1.980 milles carrés. L'ensemble de la population est évalué à 559.000 habitants.

II. Conditions sociales.

A. Problèmes sociaux posés par les relations raciales et culturelles.

La constitution, les lois et les mesures administratives n'établissent aucune discrimination; des "clubs", cependant, n'admettent pas de membres appartenant à d'autres groupes sociaux. Mais cette règle n'est pas générale. Les Indiens de l'Est, qui représentent environ un tiers de la population, sont soumis aux mêmes lois que les autres groupes, exceptées celles qui sont relatives au mariage et au divorce pour les Musulmans et les Hindous.

B. Conditions de la main-d'oeuvre et de l'emploi.

La politique de la main-d'oeuvre tend à protéger les travailleurs, et à les aider à atteindre le meilleur niveau de vie possible, les meilleures conditions du travail, et le rendement le plus grand; le syndicalisme est encouragé ainsi que les bonnes relations dans les entreprises industrielles, l'usage des conventions collectives, la conciliation et l'arbitrage dans les conflits du travail. Les principales difficultés se trouvent dans les milieux agricoles où travaille la plus grande partie des salariés. Le caractère saisonnier de l'emploi et la dépression générale que subit l'économie agricole font obstacle à l'amélioration de leurs conditions.

Le taux moyen des salaires pour les travailleurs dans l'industrie du sucre varie, pendant la récolte, de 1 dollar 04 à 3 dollars 57 pour les travailleurs spécialisés, et de 65 cents à 2 dollars 34 pour les manoeuvres; pendant la saison des pluies, de 1 dollar 43 à 3 dollars 90 pour les ouvriers spécialisés, et de 65 cents à 2 dollars 43 pour les manoeuvres. Ces taux ne comprennent pas la bonification de 20 cents par jour accordée par certaines compagnies aux travailleurs qui font au moins 10 jours de présence par quinzaine. La semaine de travail normal pendant la récolte est de 56 heures, et de 48 heures pendant

la saison des pluies. Les travailleurs des champs dans l'industrie sucrière sont payés soit à la tâche, soit aux pièces. Dans l'ensemble, compte tenu des femmes, des enfants et des manoeuvres, le salaire journalier moyen est de 1 dollar 10.

Le salaire moyen des travailleurs de l'industrie du pétrole est de 34 à 50 cents à l'heure; la journée est de 8 heures et la semaine de travail de 45 heures. Dans l'industrie de l'asphalte, les travailleurs gagnent de 26 à 47 cents l'heure, la journée est de 8 heures, la semaine de travail de 48 heures; les travailleurs aux pièces gagnent de 9 cents 5 à 26 cents par tonne d'asphalte déversée, découpée et chargée.

On estime que 20.000 ouvriers environ appartiennent à 9 syndicats; mais l'influence des syndicats dépasse largement ce que ce chiffre peut indiquer. Il y a 3 organisations d'employeurs, auxquelles participent 31 compagnies.

L'établissement d'une procédure pour régler les conflits du travail, et l'instauration de commissions consultatives mixtes d'employeurs et d'employés sont encouragés. Dans toutes les industries bien organisées, il existe des accords collectifs. Les cas qui ne sont pas réglés par négociations directes sont normalement déferés au département du travail pour arbitrage. En dernier ressort le Gouverneur peut désigner un tribunal d'arbitrage si les deux parties y consentent. Il y a eu 4 grèves en 1947. Le nombre des journées de travail perdues dans 3 de ces cas a été de 21.862, concernant 2.148 ouvriers.

La législation du travail en vigueur concerne :

Le recrutement des travailleurs

Emploi de la main-d'oeuvre féminine

Emploi des enfants

Emploi des mineurs

Accidents du travail

Durée du travail et congés

Organisation de l'industrie

Rapports entre employeurs et employés dans l'industrie

Inspection du travail

Les échanges volontaires de main-d'oeuvre sont assurés par le département du travail. La main-d'oeuvre non spécialisée et demi-spécialisée est suffisante dans toutes les branches de l'économie à l'exception de l'agriculture. Le nombre des artisans est insuffisant ainsi que le nombre des personnes aptes aux emplois touchant aux professions libérales. Les chiffres d'emploi de la main-d'oeuvre fournis par les compagnies sucrières s'élèvent en moyenne à 19.230 travailleurs pendant la récolte, avec un maximum de 22.210.

Ceci n'offre pas un tableau complet de la situation parce que, dans les périodes de grande production, 30 pour 100 de la canne à sucre est produite par des fermiers, qui emploient également de la main-d'oeuvre.

Environ 16.000 personnes font la culture du cacaoyer, 5.000 du cocotier, 14.000 sont employées dans l'industrie du pétrole, 600 dans l'industrie de l'asphalte; 4.200 dans les transports maritimes, 9.000 dans les services de travaux publics et de chemins de fer du gouvernement, et 26.000 environ dans les industries secondaires, le commerce ou des emplois de domesticité.

C. Hygiène et santé publique.

Les problèmes essentiels relatifs à la santé sont le logement, la distribution d'eau, le drainage du sol, l'alimentation, le contrôle et la suppression du paludisme, des maladies vénériennes, de l'ankylostomiase, de la tuberculose, de l'enthérite, du pian et de la lèpre.

La station expérimentale de Moravant est utilisée comme centre de formation pour les agents sanitaires, les contrôleurs ruraux, et pour les infirmières de centres urbains ou de districts. Cette station est aussi utilisée pour normaliser l'administration sanitaire des zones rurales. On insiste particulièrement sur les enquêtes, l'établissement de fichiers, l'installation de dispensaires pour les maladies endémiques et de services de maternité et de soins aux enfants.

Les projets relatifs à l'éducation des masses en matière d'hygiène sont mis en oeuvre par des associations volontaires qui travaillent en liaison avec les départements de la santé. Quatorze opuscules sur la santé publique et les maladies endémiques ont été préparés, et des unités mobiles de projections cinématographiques sont en fonctionnement. Les dépenses du Territoire relatives à la santé publique sont de 510.502 dollars.⁽¹⁾

Il y a onze hôpitaux publics totalisant 1.167 lits, deux hospices avec 754 lits, un hôpital psychiatrique, deux hôpitaux qui fonctionnent aux frais des sociétés pétrolières, quatre dispensaires, et quatre-vingt-six dispensaires ruraux et centres de vaccination. Il y a 76 médecins fonctionnaires et 72 médecins libres, 9 vétérinaires, 45 dentistes, 249 infirmières, 105 sages-femmes et 70 agents sanitaires. La formation du personnel médical se fait à l'étranger mais certaines facilités de poursuivre des études sur place sont ouvertes au centre médical caribéen, à la léproserie à l'Ecole de la santé publique de la Jamaïque et à la station expérimentale de Moravant.

Note du Secrétariat :

(1) 4 dollars 80 de la Trinité = 1 livre = 4 dollars 03 américains.

Les statistiques démographiques suivantes sont fournies :

Nombre de décès	7.828
Taux par 1.000 habitants	13,55
Nombre de naissances	22.342
Taux par 1.000 habitants	38,68
Nombre de décès des enfants de moins d'un an	1.820
Taux de mortalité pour 1.000 enfants nés vivants	81,46

Causes de morbidité élevée :

Paludisme	6.115
Dysenterie	548
Influenza	2.694
Ankylostomiase	2.888
Tuberculose pulmonaire	628

Causes de mortalité élevée :

	Nombre de décès	Taux par 100.000 habitants
Maladies de la première enfance	946	163,76
Diarrhée et enthérite	497	86,04
Tuberculose pulmonaire	542	93,83
Paludisme	217	37,56

Une enquête sur l'alimentation a mis en évidence les déficiences en Vitamines "A" et en Vitamines "B" complexes. Il y a également un manque de protéines animales. Des encouragements sont donnés à la culture maraîchère. Les enfants reçoivent de l'huile de foie de requin qui donne de la Vitamine "A" et du lait de soja qui donne de la Vitamine "B". L'insuffisance en calcium est compensée par l'addition de sels de calcium à la farine. On enseigne la façon de cuisiner qui satisfasse aux normes d'alimentation.

D. Conditions de logement et programme.

La construction de 1.409 maisons réparties en 6 groupes d'habitations dans le territoire, et de 144 appartements dans les zones de taudis a été

achevée. 126 familles, qui habitaient des taudis à Port d'Espagne, ont reçu 92 appartements.

E. Assistance sociale et secours.

Il n'existe pas de plan d'assistance sociale dans le Territoire. Un minimum de 2 dollars par mois est payé aux adultes indigents et, un maximum de 3 dollars aux enfants. Le secours aux indigents a été attribué à 3.319 adultes et à 4.236 enfants. La dépense totale a été de 223.374 dollars 58. La pension maxima pour les vieillards est de 3 dollars par mois. Le taux moyen par personne pensionnée en 1947 a été de 2 dollars 79. La dépense totale pour pensions aux vieillards a été de 941.493 dollars 97.

F - G. Statistiques de la criminalité et description du système pénal.

Les renseignements transmis n'ont pas été résumés.

H. Renseignements sur les programmes en matière de progrès social.

Voir, paragraphe I, de la Section IV.

III. Conditions de l'enseignement.

La politique de l'enseignement tend à donner l'instruction gratuite à tous les enfants dans les écoles primaires; à attribuer des bourses dans les écoles secondaires, techniques ou d'agriculture; à subventionner les organisations qui se chargent des enfants dont les mères travaillent; et à faciliter l'éducation des enfants anormaux.

La dépense totale pour 1946 a été de 2.312.257 dollars 31 (481.720 livres 5s. 5 1/2 d.). Les subventions de la métropole ont été de : 214.195 dollars (44.623 livres 19s. 2d.).

Des groupements religieux jouent un rôle important dans l'enseignement. L'enseignement religieux n'est pas obligatoire dans les écoles de l'Etat, mais cette instruction est donnée dans toutes les écoles confessionnelles subventionnées, sous certaines conditions.

Parmi les 295 écoles primaires et Intermediate Schools, 246 sont sous le contrôle des églises; et parmi celles-ci, 95 relèvent de l'Eglise catholique romaine, 67 de la mission presbytérienne canadienne, 60 de l'Eglise d'Angleterre, 11 de l'Eglise méthodiste, et 11 de l'Eglise morave. Neuf des 10 écoles secondaires sont contrôlées par l'Eglise 3 d'entre elles sont des séminaires.

Les renseignements sur les constructions scolaires, les programmes et les langues d'enseignement ont été transmis mais n'ont pas été résumés.

Les facilités offertes pour accéder à l'enseignement supérieur sont limitées. Les étudiants s'inscrivent aux Universités du Royaume-Uni, du Canada et des Etats-Unis d'Amérique. Le collège impérial d'agriculture tropicale de la Trinité donne des cours du niveau universitaire.

L'Université des Antilles à la Jamaïque ouvre ses portes en octobre 1948.

Il existe 14 centres d'enseignement des adultes aux endroits où le besoin d'un enseignement post-scolaire s'est fait sentir.

En 1947, il y avait approximativement 400 stagiaires qui bénéficiaient de contrats d'apprentissage dans différentes branches d'activité commerciale. De plus, le gouvernement a établi un programme pour 12 élèves ingénieurs; le Département des travaux publics et de l'hydraulique leur fera faire 5 années d'études, aux termes desquelles ils passeront l'examen de l'institut du génie civil.

Des cours de 2 ans sont suivis par les garçons de 12 ans qui désirent entrer dans l'industrie comme apprentis. L'admission se fait par concours. 63 élèves ont été admis. Des cours du soir, donnés dans 7 centres offrent à 4.367 étudiants un enseignement post-scolaire commercial ou traitant de sujets connexes. 116 candidats ont passé des examens relatifs à 12 branches professionnelles. Le centre de formation professionnelle des démobilisés a donné des cours de 6 mois relatifs à la théorie et à la pratique des professions. Dans deux villes 224 étudiants ont suivi des cours de coupe et de couture.

Le chiffre total des élèves inscrits dans toutes les écoles a été de 112.179, soit 87,8 pour 100 approximativement de la population d'âge scolaire. Il y a 2.764 instituteurs dans les écoles primaires et les intermediate schools. En 1946, le gouvernement a dépensé 22 dollars 09 par élève dans les écoles primaires, et 66 dollars 77 dans les écoles secondaires.

Il y a trois écoles normales d'instituteurs pour l'enseignement primaire et les intermediate schools. Les directeurs et instituteurs sont tous diplômés. Un certain pourcentage des professeurs de l'enseignement secondaire doit avoir des titres universitaires.

Des renseignements sur les institutions culturelles ou de l'enseignement ont été transmis, mais n'ont pas été résumés.

Pour les programmes de développement voir paragraphe I de la Section IV.

IV. Conditions économiques.

A.C. Ressources naturelles et industries.

L'asphalte naturel, le pétrole brut, le gaz naturel et l'agriculture sont les ressources principales.

Sur les 567.000 acres qui appartiennent à la Couronne, les forêts couvrent 285.000 acres; 155.000 acres représentent des concessions pétrolifères; et 100.000 acres ne sont pas attribuées.

Sur 605.000 acres des terres attribuées, 180.000 sont cultivées en cacaoyers, 82.000 en canne à sucre, 40.000 sont plantées en cocotiers, 10.000 cultivées en riz, et 22.000 en cultures diverses.

Les exportations de sucre s'élèvent à 110.068 tonnes et celles de cacao à 9.009.644 livres. Les exportations d'agrumes comprennent 12.698 livres d'essence de citron, 67.310 gallons de jus de citron brut, 4.398 livres de citron frais, 209.440 livres de citrate extrait des citrons, 9.081.436 pamplemousses, 4.708.746 oranges et 473.045 gallons de jus de pamplemousse.

En 1946, il y avait 37.624 bovins, 32.711 porcins et 32.415 caprins.

La production forestière en 1946 a été de 2.178.624 pieds cubiques de bois en billes, 186.627 pieds cubiques de rondins et 2.124.860 pieds cubiques de bois de chauffage et de charbon de bois.

La politique en matière de conservation du sol consiste à interdire les feux de brousse, à conserver dans le domaine les terrains en pente pour les reboiser, et à faire entrer dans le domaine tous les terrains en pente lorsque l'érosion est importante.

On irrigue actuellement 3.000 acres de terrain; on irrigue également des surfaces plus réduites. Les machines agricoles et les engrais sont surtout utilisés dans les plantations sucrières. En vertu des ordonnances sur la protection des plantes, les fonctionnaires des districts mettent en œuvre un programme de lutte permanente contre les insectes et les maladies des plantes.

La seule école d'agriculture est le collège impérial d'agriculture tropicale qui crée des stations locales de démonstrations : ce collège a acquis un terrain qui sert de station centrale d'expérimentation.

La terre est détenue en toute propriété ou louée sous forme de bail ou par contrat de fermage. Les indigènes possèdent 612.307 acres de terre, le Gouvernement en possède 619.823, et les bases des Etats-Unis occupent 35.106 acres.

Des crédits sont attribués à des groupes ou à des particuliers par la Banque de crédit agricole. Cette banque a avancé : 337.160 dollars à 107 de ces sociétés.

Une société sucrière donne des fonds à 24 sociétés de crédit agricole; elle a ainsi avancé 81.703 dollars au cours de l'année. Il existe 144 sociétés de crédit agricole comprenant 5.183 membres, et 8 sociétés coopératives agricoles comprenant 1.264 membres. La direction du contrôle du marché possède des entrepôts d'achats.

3.962 travailleurs sont employés dans des usines à sucre; 928 dans 15 imprimeries; 410 dans cinq ateliers mécaniques; 385 dans des usines d'eaux gazeuses; 384 dans 56 scieries; 306 dans 10 usines d'huiles comestibles; 300 dans une usine de fabrication et de mise en boîtes de jus de citron; 248 dans une fabrique de cigarettes; 180 dans deux briquetteries-tuileries; 150 dans une usine de fabrication d'allumettes.

En 1946 il y avait 39 sociétés coopératives de crédit enregistrées, comprenant 3.523 membres ayant un capital de 33.454 dollars 27, et ayant fait des prêts d'un montant de 17.595 dollars 12. Il y avait aussi 39 caisses d'épargne enregistrées comprenant 1.457 membres et ayant 12.323 dollars 82 de dépôts.

Voici les prix de détail de certaines denrées essentielles, exprimés en cents par livre :

Farine 7; riz 6 2/3; poissons salés 2 1/2; viande fraîche de 42 à 48.

E. Communications et transports.

Le mouvement des navires a été de 17.574.768 tonnes. 160 milles de voies ferrées sont en service. Chaque semaine deux aérodromes assurent un trafic régulier de 17 voyages par air; il faut y ajouter les nombreux vols qui ne figurent pas dans ce programme. En plus des routes de Port d'Espagne, de San Fernando et d'Arima, il existe 2.202 milles de routes principales et 1.400 milles de pistes cavalières. Il existe 119 milles de lignes télégraphiques, 11.027 milles de lignes téléphoniques, une station de radiodiffusion, 9.227 postes récepteurs, et plus de 4.000 appareils émetteurs.

F. Finances publiques.

Le total des recettes a été de 37.325.301 dollars 66 1/2; l'ensemble des dépenses s'est élevé à 37.417.052 dollars 48 1/2.

L'impôt sur le revenu est perçu sur tout revenu net qui, après déductions, dépasse 1.200 dollars. L'échelle ensuite est progressive : elle est de 8 cents pour chaque dollar, pour les premiers mille dollars; de 10, 15, 18 et 25 cents par dollar, par tranche de 1.000 dollars au-dessus de ce chiffre. Le taux maximum est de 85 cents par dollar pour les revenus dépassant 66.000 dollars. L'impôt sur le revenu des compagnies

d'assurance sur la vie est fixé à 2 1/2 pour 100, et à 37 1/2 pour 100 pour les autres sociétés. Il est perçu une taxe spéciale de 10 pour 100 sur les cinémas, et une taxe sur les courses de chevaux.

G. Banques et crédit.

Des renseignements ont été fournis sur le nombre des banques.

H. Commerce international.

Les importations se sont élevées en 1947 à 118.783.075 dollars; les principaux produits d'importation ont été :

<u>Nature des produits</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u> (en dollars)
Poissons fumés et salés	5.723.200 livres	1.355.186
Farines	83.021.600 "	9.163.110
Viandes fraîches ou congelées.	2.733.200 "	11.040.099
Habillement	---	3.183.171
Outillage	---	6.990.669

Les exportations se sont élevées à 82.262.232 dollars; les principaux produits exportés sont :

<u>Nature des produits</u>	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u> (en dollars)
Bitume et sous-produits	78.696 tonnes	2.925.183
Cacao brut	8.044.400 livres	3.205.049
Pétrole brut	802.423.910 gallons	61.897.237
Rhum	844.812 "	1.843.595
Sucre	89.664 tonnes	8.111.105

Les importations en provenance du Royaume-Uni se sont élevées à 27.264.518 dollars; du Canada à 35.199.240 dollars; des Etats-Unis, à 27.044.905 dollars. Le montant des exportations vers le Royaume-Uni a été de 32.296.024 dollars; vers le Canada de 5.260.762 dollars; vers les Etats-Unis de 2.908.165 dollars.

I. Programmes de développement.

Le programme de développement pour 1948 comporte des prévisions pour la suppression des taudis et l'exécution d'un programme de logement; pour la distribution d'eau, les centres hospitaliers, les cliniques, les pensionnats d'infirmières, les logements de fonctionnaires, les bâtiments publics, les postes de police, deux asiles de nuit, deux centres de jeunesse, l'agrandissement de l'école d'industrie, les orphelinats, et les hôtels pour jeunes travailleurs et jeunes travailleuses.

Le programme de développement de l'enseignement comporte la construction de deux écoles techniques et d'une école d'adultes (central senior school); la mise en état de 54 écoles primaires; l'agrandissement de 32 écoles primaires; la construction de 12 nouvelles écoles primaires publiques; des habitations pour instituteurs dans les districts ruraux; la création de 6 centres ménagers et artisanaux; l'amélioration de la distribution d'eau potable; des installations sanitaires modernes dans les écoles publiques et les écoles subventionnées.

Une commission chargée d'étudier dans son ensemble les problèmes financiers, économiques, de production et de développement, doit fournir un rapport en 1948. Un programme de développement comporte des dépenses de l'ordre de 50 millions de dollars pour des travaux de drainage et d'irrigation, l'installation d'unités agricoles, les voies de communication, et, à Tobago, pour l'acquisition de terres et l'assèchement des marais.

- - - - -